



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Annuaire Statistique 2023

12^{ème} Edition



Direction générale des études et des statistiques sectorielles

Août 2024

Annuaire statistique

de l'économie et des finances

2023

Août 2024

AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie et des finances a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire. A cet titre, mon département collecte, stocke, traite, analyse et diffuse des données permettant d'orienter le Gouvernement, ses partenaires et les utilisateurs sur les défis majeurs et les mesures à prendre sur les questions liées à l'économie, aux finances et au développement.

Dans cette optique, l'annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF) est élaboré chaque année suivant les principes énoncés par la Charte africaine de la statistique. Aussi, la production et la diffusion régulières de statistiques économiques et sociales de qualité est retenue comme l'un des défis de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027).

La production de l'ASEF vise principalement à promouvoir la culture statistique au sein de mon département et à assurer le devoir de redevabilité en mettant à la disposition des utilisateurs des données fiables.

Ainsi, l'annuaire statistique de l'année 2023, douzième du genre, fournit des informations relatives entre autres, aux domaines économique, sociodémographique, monétaire et financier sur la période 2014-2023.

J'exprime ma profonde reconnaissance et ma gratitude à tous les acteurs aussi bien internes qu'externes, pour leurs contributions indispensables à la réalisation de la présente édition.

Par ailleurs, j'invite l'ensemble des structures à mutualiser davantage leurs efforts afin de relever les défis qui se posent au Ministère en matière de production statistique. J'encourage et exhorte l'ensemble des acteurs à entretenir de bonnes relations de travail et de collaboration, de sorte à favoriser l'amélioration du système d'information du ministère, ce qui garantira la production et la publication de données de qualité

**Le Ministre de l'économie et
des finances**

Dr Aboubakar NACANABO
Officier de l'Ordre de l'Etalon

TABLES DES MATIERES

AVANT-PROPOS	2
TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABBREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	8
DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	13
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	16
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	19
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	20
1.3.1. Ressources humaines du ministère	20
1.3.2. Ressources financières du ministère	21
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	25
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS	26
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE EN VOLUME AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE CHAINEE	27
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE.....	28
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION	28
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	28
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE	28
TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.1. RECETTES BUDGETAIRES	30
3.1.1. Situation globale des recettes	30
3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par région.....	31
3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)	36
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES.....	38
3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire	38
3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution	40
3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution	72
QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.1. ENCOURS DE LA DETTE	104
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	104
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT	105
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS.....	105
4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS	105
CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT	108
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	109
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR.....	109
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT.....	110
SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES	
.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ÉTAT.....	119

6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ÉTAT	120
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	121
SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.1. COMPTE DES REGIONS	123
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	124
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE	127
HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
8.1. SOLDE COMMERCIAL	129
8.2. EXPORTATIONS	129
8.3. IMPORTATIONS	137
NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.1. BALANCE DES PAIEMENTS	144
9.2. SITUATION MONETAIRE	146
DIXIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA.....	155
10.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO.....	155
ONZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS.....	157
11.2. STATISTIQUES DE L'INCLUSION FINANCIERE	157
11.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ÉTAT.....	160
11.4 STATISTIQUES SUR LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE ET AUX DROITS DE L'ENFANT (BSGDE)	161
11.5 STATISTIQUES SUR LES PROJETS ET PROGRAMMES.....	162
GLOSSAIRE	163
METADONNEES.....	172

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACDI	: Agence canadienne de développement international
AE	: Autorisation d'engagements
AJE	: Agence judiciaire de l'Etat
AMC	: Affaires mondiales Canada
ANDFOP	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
APD	: Aide publique au développement
ASEF	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAES	: Bureau d'analyse et d'études stratégiques
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	: Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque ouest africaine de développement
CAF	: Coût assurance et fret
CASEM	: Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	: Comptes courants postaux
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	: Circuit informatisé de la dépense
CMDA	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	: Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	: Comité national de la dette publique
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
COSED	: Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	: Crédit de paiements
CPC	: Cadre permanent de concertation
CSEBT	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	: Classification type du commerce international
DAB	: Distributeurs automatiques de billets
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	: Direction de la dette publique
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGCT	: Direction générale des collectivités territoriales
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	: Direction de la gestion des finances
DGF	: Dotations globales de fonctionnement
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DRH	: Direction des ressources humaines
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	: Droit de tirage spécial
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international

FOB	: Free on board (sans frais à bord)
GAB	Guichets automatiques de billets
GIZ	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
IAP	: Instrument automatisé de prévision
IARD	Incendies, accidents et risques divers
IDH	: Indice de développement humain
IGF	: Inspection générale des finances
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
KFW	: Kreditanstalt Für Wiederaufbau
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
ME	: Monnaie étrangère
MEF	Ministère de l'économie et des finances
na	: Non applicable
nd	: Non disponible
nda	: Non déclaré ailleurs
OFID	: Fonds de l'OPEP pour le développement international
ODD	: Objectif de développement durable
ONG	: Organisation non gouvernementale
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	: Plan d'action prioritaire
PGA	: Plateforme de gestion de l'aide
PIB	: Produit intérieur brut
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PPTE	: Pays pauvres très endettés
PS	: Perceptions spécialisées
PSGE	: Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
REV	: Revenu
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitation
SFD	: Système financier décentralisé
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SP-CNPE	: Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
ST-PIF	: Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière
TAF	: Taxe sur les activités financières
TBS	: Taux de bancarisation strict
TGUSF	: Taux global d'utilisation des services financiers
TINc	: Taux d'intérêt nominal des crédits
TINd	: Taux d'intérêt nominal des dépôts
TMDC	: Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TUSM	: Taux d'utilisation des services de microfinance
TUSME	: Taux d'utilisation des services de monnaie électronique
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UPPP	Unité de partenariat public-privé
UR	: Unité de recouvrement
VA	: Valeur ajoutée
VAN	: Valeur actualisée nette
XBs	: Exportation des biens et services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires.....	20
Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par catégorie, par sexe et par statut	20
Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par région.....	20
Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par tranche d'âge.....	21
Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par ancienneté.....	21
Tableau N°1.6 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	21
Tableau N°1.7 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)-suite	21
Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA).....	22
Tableau N°1.8: Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite.....	22
Tableau N°1.8 : Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)-fin	23
Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et selon le sexe.....	25
Tableau N°2.2 : Évolution du taux d'accroissement démographique intercensitaire (en %)	26
Tableau N°2.3 : Evolution de la structure de la population par groupe d'âge et rapport de dépendance démographique	26
Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA).....	26
Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA).....	26
Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	27
Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	27
Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015.....	28
Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation.....	28
Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain	28
Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années).....	28
Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté.....	28
Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA).....	30
Tableau N°3.2. : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA).....	30
Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA).....	30
Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)	31
Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA).....	31
Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA).....	31
Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)	32
Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)	32
Tableau N°3.9 : Evolution des recettes mobilisées par la DGI par nature auprès des sociétés minières.....	32
Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)	34
Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)	34
Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.14 : Evolution des recettes mobilisées par la DGD par nature au titre du code minier (en millions FCFA).....	35
Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA).....	35
Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA) ...	36
Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA).....	37
Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA).....	38
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)	38
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite)	39
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite)	39

Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA).....	40
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA).....	42
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (fin).....	54
Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA).....	72
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA).....	72
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite).....	72
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)(fin).....	72
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA).....	72
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite).....	72
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (fin)....	72
Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA).....	73
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	77
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin).....	78
Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA).....	79
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA).....	81
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	83
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin).....	85
Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA).....	86
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA).....	87
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite).....	90
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin).....	92
Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA).....	93
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA).....	95
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite).....	98
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (fin).....	101
Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA).....	102
Tableau N°3.36 : Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA).....	102
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite).....	102
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (fin).....	102
Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	104
Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	104
Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)....	104
Tableau N°4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement.....	105
Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA).....	105
Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA).....	105
Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US).....	108
Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux de 2014 à 2020 (millions \$US).....	108
Tableau N°5.2-bis : Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions de dollars US).....	109

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)	109
Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US).....	109
Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement.....	110
Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US).....	111
Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US)	115
Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US).....	116
Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US).....	116
Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA).....	119
Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA).....	119
Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA).....	120
Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)	120
Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)	121
Tableau N°7.1 : Evolution des recouvrements de recettes des régions collectivités territoriales (en millions FCFA) .	123
Tableau N°7.2 : Evolution de l'exécution des dépenses totales des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)	123
Tableau N°7.3 : Evolution des recouvrements des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA).....	124
Tableau N°7.4 : Evolution de l'exécution des dépenses totales par commune urbaine (en millions FCFA)	125
Tableau N°7.5 : Evolution des recouvrements des recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	126
Tableau N°7.6 : Evolution de l'exécution des dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	126
Tableau N°7.7 : Evolution des recouvrements des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	127
Tableau N°7.8 : Evolution de l'exécution des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	127
Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)	129
Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA).....	129
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	130
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	132
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	132
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	133
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (fin)...	134
Tableau N°8.4 : Evolution des principaux produits exportations (nomenclature INSD en milliards FCFA).....	134
Tableau N°8.5 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA).....	135
Tableau N°8.6 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA).....	137
Tableau N°8.7 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) .	138
Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)-suite .	138
Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	139
Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (Suite)	140
Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (Fin) .	140
Tableau N°8.9 : Evolution des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)	141
Tableau N°8.10 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)	142
Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)	144
Tableau N°9.2 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)	146
Tableau N°9.3 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA).....	147
Tableau N°9.4 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)	148
Tableau N°9.5 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA).....	150
Tableau N°9.6 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA) ...	151
Tableau N°9.7 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA).....	152
Tableau N°10.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang UEMOA)	155
Tableau N°10.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang UEMOA).....	155
Tableau N°10.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang CEDEAO)	155
Tableau N°10.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang CEDEAO)	155
Tableau N°11.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)	157
Tableau N°11.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en milliards FCFA)	157
Tableau N°11.3 : Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership.....	157
Tableau N°11.4 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA)	157
Tableau N°11.5 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)	158
Tableau N°11.6 : Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers	159

Tableau N°11.7 : Situation des indicateurs des banques	159
Tableau N°11.8 : Evolution du nombre de compagnies d'assurances	159
Tableau N°11.9 : Evolution du nombre des intermédiaires.....	159
Tableau N°11.10 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)	160
Tableau N°11.11 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus....	160
Tableau N°11.12 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)	160
Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)	161
Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (suite)	161
Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (fin)	161
Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant du MEF (en milliers FCFA)	161
Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant (fin)	162
Tableau 11.15 : Situation des projets et programmes de développement en exécution sous tutelle du MEF	162

EQUIPE DE COLLECTE

Nom et prénom (s)	Qualité
SANE/CONGO Aïssata	Coordonnatrice, DGESS
TIENDREBEOGO Adama	Superviseur, DGESS
DIABATE Hamadou	Contrôleur, DGESS
NIKIEMA S. Olivier	Contrôleur, DGESS
OUEDRAOGO Abdoul-Guélilou	Contrôleur, DGESS
OUANGO Moussa	Contrôleur, DGESS
TRAORE Noufou	Contrôleur, DGESS
TRAORE S Azize	Contrôleur, DGESS
OUEDRAOGO W. Appolinaire	Contrôleur, DGESS
SILGA Daouda	Contrôleur, DGESS
OUEDRAOGO Ousséni	Correspondant, DGB/DISB
NIKIEMA Justine	Correspondant, DGCOOP
GANSAORE S .Pacôme	Correspondant, DGI
SALBRE Soumaïla	Correspondant, DGCMEF
KABORE Mahamoudou	Correspondant, DGD
TAMBOURA Abdoul-Rasmané	Correspondant, DRH
KABORE Roland	Correspondant, DGTCP/DSOFE
SENI Yves Innocent	Correspondant, DGTCP/RG
OUATTARA Mamadou	Correspondant, DGTCP/DDP
SEGUEDA P. N. Théophile	Correspondant, INSD
NIKIEMA Jean Etienne	Correspondant, DGF
BOUDA/ YAMEOGO T. Odette	Correspondant, SP/CNPE
KI/OUEDRAOGO Fatoumata	Correspondant, ST/PIF
BORO Soraya	Correspondant, BCEAO
BAMOUNI B. O. Georges	Correspondant, DGB/DTFCT
LOUGUE Théodore	Correspondant, DGAIE
TRAORE Abdoulaye	, Correspondant, DGCT/MATM

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2023, les grands domaines abordés, les changements majeurs intervenus et les insuffisances.

1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2023 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2023 s'est déroulé en trois phases : (i) collecte des données auprès des structures internes du MEF et externes , (ii) révision de la maquette et mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

1.1- La phase de collecte des données

Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles du MEF s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée qui sont chargés de renseigner les canevas de collecte de données.

Les données ont été collectées au cours du mois de juillet 2024.

1.2- La phase de mise à jour de la maquette et de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les tableaux de données transmis par les structures, à identifier les nouvelles rubriques, les éventuels changements majeurs de nomenclatures et de méthodologies et à alimenter la base de données de la période 2014-2023.

1.3- La phase de validation des données et de production de l'annuaire

Cette phase, qui constitue l'étape ultime du processus d'élaboration de l'annuaire, a été marquée par l'organisation et la tenue de l'atelier d'élaboration de l'ASEF 2023. Elle a permis de réunir l'ensemble des correspondants statistiques pour examiner les données, les valider et élaborer l'annuaire statistique 2023.

2- Diffusion de l'annuaire statistique 2023

L'annuaire statistique de l'économie et des finances validé est diffusé sur les sites :

- ✓ de la DGESS (www.dgess.finances.bf) ;
- ✓ du MEF (www.finances.gov.bf) ;
- ✓ du CNS (www.cns.bf) .

3- Thématiques abordées

Les thématiques abordées dans l'annuaire statistique 2023 sont :

- l'organisation et les moyens du ministère;
- les domaines socio-économiques et financiers;
- la gestion budgétaire et comptable (Etat et Collectivités territoriales);
- la gestion monétaire ;
- le commerce extérieur ;
- la surveillance multilatérale ;
- les domaines transversaux.

4- Principaux changements

L'ASEF 2023 est caractérisé par quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements portent principalement sur :

- les engagements auprès FMI sont considérés comme des dettes intérieures à compter de 2022 ;
- la suppression dans le tableau 3.17 de la Brigade Mixte qui n'est plus fonctionnelle depuis 2011 ;

- l'ajout du tableau 2.3 relatif à l'évolution de la population par structure d'âge et la prise en compte du « rapport de dépendance démographique »;
- l'ajout d'un nouveau tableau sur l'évolution des principaux produits exportés (nomenclature INSD en milliards FCFA)
- l'ajout de nouveaux pays aux tableaux 8.4, 8.8, 8.9
- la révision des données de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants en 2018 suite à la mise à jour des données antérieures à partir des premières estimations des comptes nationaux de 2022;
- la prise en compte de la situation des projets et programmes de développement en exécution sous tutelle du MEF ;
- les termes "dotations budgétaires" qui deviennent "prévisions budgétaires" dans les tableaux de la DGF ;
- la prise en compte de la taxe de jouissance à partir de 2023 ;
- l'évolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature qui devient : évolution des recettes mobilisées par la DGD par nature au titre du code minier ;
- l'actualisation des indicateurs de la surveillance multilatérale sur la période 2014-2022 due au rebasage du PIB avec pour année de base 2015 ;
- la suppression des tableaux 11.2 ; 11.4 portant sur la situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes en nombre et en valeur ;
- la révision des données des indicateurs des prestataires des services financiers en raison de l'actualisation des données dans les secteurs bancaires ;
- la décomposition de l'indicateur nombre d'émetteur de monnaie électronique dans le tableau portant sur la situation des indicateurs de Banque en deux sous composantes :
 - ✓ établissement de monnaie électronique
 - ✓ partenariats entre banque et opérateur de télécommunication.
 - ✓ La prise en compte du budget sensible au genre et au droit de l'enfant

4. Les insuffisances

La principale insuffisance rencontrée dans l'élaboration de l'ASEF 2023 reste la non disponibilité des données pour certaines structures. Ces données sont relatives entre autres à :

- la situation du PIB selon l'optique dépenses ;
- la situation de l'Indice de développement humain ;
- la situation des recettes et dépenses des collectivités territoriales ;
- la situation des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique ;

PREMIERE PARTIE

**PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES**

1.1. Organisation du Ministère de l'économie et des finances

Aux termes de l'article 7 du décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministre de l'économie, des finances et de la prospective a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective est organisé, conformément au décret n°2023-0198/PRES-TRANS/PM/MEFP du 13 mars 2023, comme suit :

- le Cabinet du Ministre, Chef de département ;
- le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre, Chef de département comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- les Chargés de mission ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- le Service de sécurité du Ministre ;
- les structures de mission ;
- les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre.

Les structures de missions sont :

- l'Agence judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat exécutif national de la Politique nationale de développement (SEN/PND) ;
- le Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP/ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP/CNPE) ;
- le Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST/PIF) ;
- l'Unité de partenariat public-privé (UPPP).

Les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre sont :

- la Direction de la communication et des relations presses (DCRP) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF) ;
- l'Inspection générale des finances (IGF).

Le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget comprend :

- le Chef de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Service de sécurité.

Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective comprennent les directions générales spécifiques et les structures transversales rattachées au Secrétariat général.

Les directions générales spécifiques sont les suivantes :

- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOP) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGDТ) ;
- la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

Certaines directions générales spécifiques disposent de services déconcentrés. Il s'agit de :

- la Direction générale des douanes (DGD) avec les Directions régionales des douanes (DRD)¹,
- la Direction générale des impôts (DGI) avec les Directions régionales des impôts (DRI) et les Directions provinciales des impôts (DPI) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) avec les Trésoreries régionales (TR), la Trésorerie des missions diplomatique et consulaire, les Trésoreries principales, les perceptions, les trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes du Burkina Faso à l'étranger, les perceptions auprès des consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger, et les perceptions spécialisées auprès des ministères et institutions ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) avec les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (D-CMEF) auprès des ministères et institutions ainsi que des EPE ;
- la Direction générale du Budget (DGB) avec les Directions régionales du budget (DRB) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) avec les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

Les structures transversales rattachées au Secrétariat général sont les suivantes :

- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction générale des systèmes d'information (DGSИ) ;
- la Trésorerie ministérielle (TM).

Les structures rattachées sont celles sous tutelle du ministère et sont les suivantes :

- l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- l'Ecole nationale des douanes (END) ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) ;
- le Fonds national de la finance inclusive (FONAFI) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD2) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

1 La DGD dispose de sept (07) Directions régionales

2 L'INSD dispose de trois (03) directions régionales

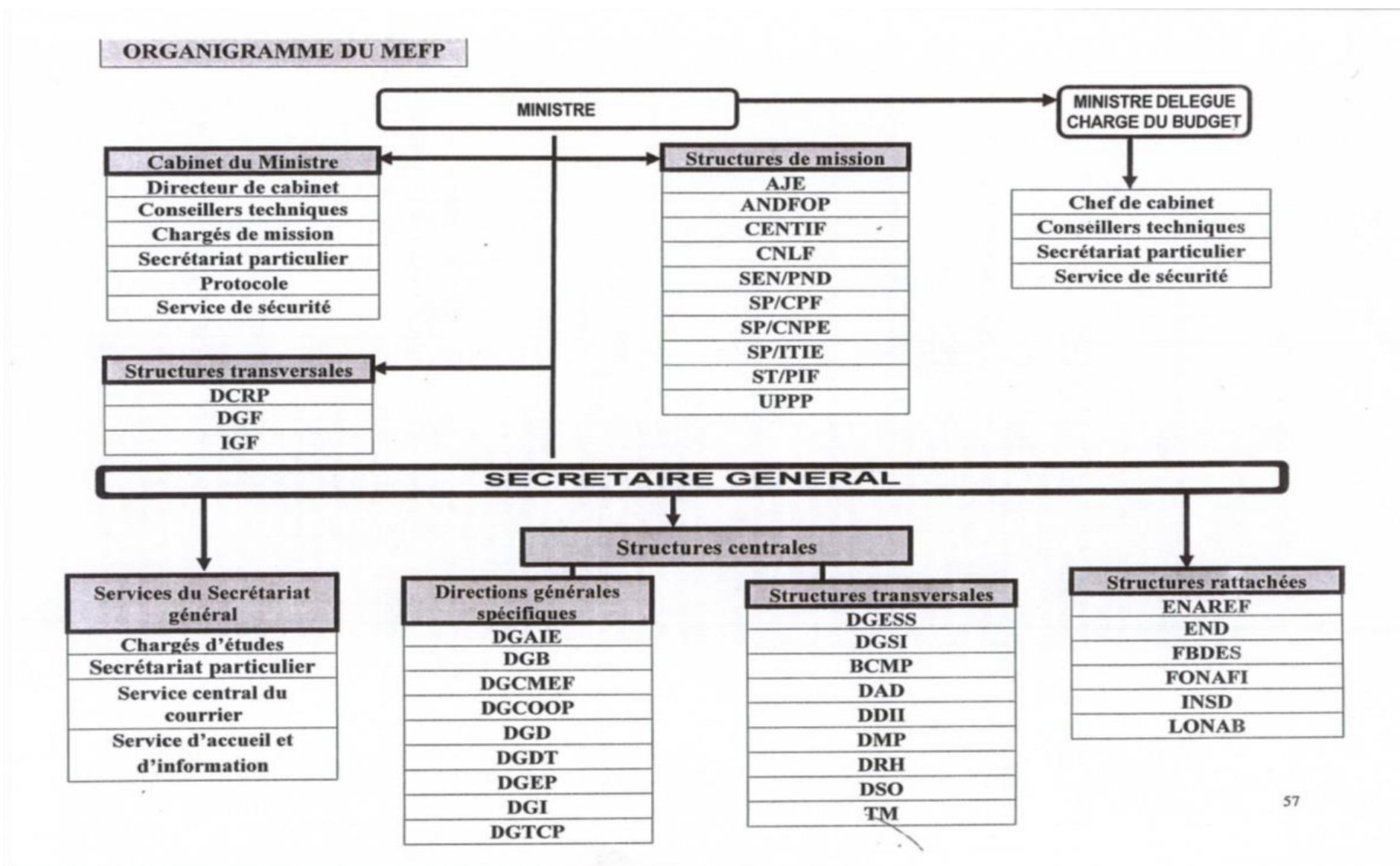
Dans l'atteinte de sa mission, des projets et programmes de développement sous sa tutelle technique sont mis en œuvre . En 2023, le portefeuille est constitué de dix-huit (18) projets et programmes, dont treize (13) en phase d'exécution, quatre (04) en phase de formulation et un (01) en phase de clôture. Ce sont :

- ✓ Programme de coopération entre le Burkina Faso et le Royaume de Belgique (ENABEL) ;
- ✓ Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) ;
- ✓ Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) ;
- ✓ Projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA) ;
- ✓ Projet d'appui à l'inclusion financière et l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PAIF-PME) ;
- ✓ Projet d'appui à la promotion des pôles de croissance et des systèmes productifs régionaux au Burkina Faso (PAP-PCSPR/BF) ;
- ✓ Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines (PARGFM) ;
- ✓ Projet d'assistance technique et financière au profit de la Direction générale des impôts Phase 3 (PATF III) ;
- ✓ Projet communautaire de relèvement et de stabilisation pour le sahel (PCRSS) ;
- ✓ Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO) ;
- ✓ Plan national de développement économique et social (PNDES) ;
- ✓ Programme national intégré de renforcement de l'inclusion financière au Burkina Faso (PNIRIF/BF) ;
- ✓ Projet de promotion des finances inclusives et accès aux populations à faible revenu (PPFIB) ;
- ✓ Projet de renforcement de la bonne gouvernance financière au Burkina Faso III (PRBGF III) ;
- ✓ Projet « renforcement des capacités nationales à l'intégration du dividende démographique dans les politiques de développement » (PRCNI-DD) ;
- ✓ Programme de réalisation des infrastructures socio-économiques (PRISE) ;
- ✓ Projet de stabilisation de l'axe Ouaga-Kaya-Dori-Djibo (Projet OKDDD) ;
- ✓ Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR).

Par ailleurs, pour exécuter des missions spécifiques, les principaux cadres suivants ont été créés :

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics (CODEP-MP) ;
- le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- le Cadre permanent de concertation (CPC) ;
- le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule genre ;
- la Cellule environnementale ;
- la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective



57

1.3. Moyens du Ministère de l'économie et des finances

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
En activité au sein du MEFP	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8 122	8 178	8 489	8 214
Mise à disposition	nd	nd	nd	nd	nd	nd	391	321	331	806
Mise en position de stage	nd	nd	nd	nd	nd	nd	253	221	230	436
Détachement	nd	nd	nd	nd	nd	nd	339	357	365	218
Disponibilité	nd	nd	nd	nd	nd	nd	124	124	129	130
Ensemble	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	9 229	9 201	9 544	9 804

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par catégorie, par sexe et par statut

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Effectif total	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214
Catégorie										
P	na	na	na	3	3	3	3	5	5	6
A et assimilés	2 302	2 414	2 480	2 841	3 367	3 382	2 643	2 731	2 956	3 009
B et assimilés	1 932	2 179	2 258	2 248	2 518	2 566	2 253	2 280	2 396	2 337
C et assimilés	2 025	1 987	2 253	2 049	2 158	2 185	2 665	2 612	2 593	2 390
D et assimilés	1 268	1 069	1 050	1 052	928	934	261	255	261	232
E et assimilés	322	334	327	345	338	341	297	295	278	240
Sexe										
Hommes	6 288	6 395	6 750	6 845	7 486	7 569	6 602	6 676	6 876	6 600
Femmes	1 561	1 588	1 618	1 693	1 826	1 842	1 520	1 502	1 613	1 614
Statut										
Fonctionnaires	6 382	6 491	8 113	8 323	9 202	9 327	8 082	8 159	8 489	8 007
Contractuels**	1 467	1 492	255	215	110	84	40	19	0	207 ³

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

(**) Il s'agit des contractuels de l'Etat non encore reversés dans la loi 081 y compris ceux des EPE

Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité par région

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	219	223	251	235	208	214	159	194	224	164
Cascades	225	229	214	230	228	237	123	186	203	179
Centre	4 714	4 794	5 058	5 183	6 361	6 372	5 146	5 284	5 369	5 648
Centre-Est	409	416	428	366	361	367	343	342	352	327
Centre-Nord	182	185	192	266	182	188	142	149	163	129
Centre-Ouest	262	266	270	287	273	281	219	234	268	265
Centre-Sud	232	236	231	209	212	218	259	251	296	215
Est	333	339	345	327	321	327	306	295	298	182
Hauts-Bassins	525	534	586	649	413	421	724	588	632	526
Nord	214	218	223	226	222	228	227	202	195	140
Plateau Central	127	129	136	148	133	143	141	132	139	132
Sahel	227	231	238	216	202	208	127	119	137	124
Sud-Ouest	180	183	196	196	196	207	206	202	213	183
Total	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

³ L'effectif des contractuels en 2023 est obtenu sur la base de l'étude de la cartographie des effectifs du MEFP réalisée en 2023. Cet effectif prend en compte les contractuels de l'Etat et ceux des EPE.

Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par tranche d'âge

Tranche d'âge	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Moins de 20 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	58	67	72	120	131	131	41	4	0	12
25 à 29 ans	800	804	843	724	790	817	687	216	149	131
30 à 39 ans	3 780	4 000	4 192	3 911	4 269	4 304	3 688	3 716	3 845	2 696
40 à 49 ans	2 097	2 018	2 115	2 315	2 520	2 565	2 407	3 119	3 287	3 705
50 à 59 ans	1 114	1 094	1 146	1 433	1 564	1 594	1 299	1 123	1 208	1 670
60 ans et plus	0	0	0	35	38	0	0	0	0	0
Total	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel du ministère en activité par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Moins de 5 ans	2 363	2 489	2 609	1 809	1 974	2 064	1 552	777	621	489
5 à 9 ans	2 255	2 347	2 460	2 744	2 988	3 048	3 272	2 026	2 184	1 882
10 à 14 ans	883	909	966	1 390	1 517	1 577	1 138	2 570	2 745	2 379
15 à 19 ans	829	782	820	755	824	867	751	1 091	1 203	1 681
20 à 24 ans	681	613	643	699	763	812	524	773	751	617
25 à 29 ans	390	469	492	526	574	612	482	505	586	709
30 à 34 ans	388	276	289	430	469	377	261	326	310	399
35 ans et plus	60	98	89	185	202	54	142	110	89	58
Total	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489	8 214

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEF

1.3.2. Ressources financières du ministère

Tableau N°1.6 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Nature	2014	2015	2016
Dépenses courantes	46 949,20	39 600,40	43 516,50
Personnel	18 221,70	19 830,10	26 506,60
Fonctionnement	4 917,50	5 617,10	5 566,90
Transferts courants	23 810,00	14 153,20	11 443,00
Dépenses en capital	61 787,30	39 960,70	40 742,10
Equipements & Investissements	61 787,30	39 960,70	40 742,10
Ressources nationales	47 220,40	32 981,90	35 272,20
Ressources extérieures	14 566,90	6 978,90	5 469,90
Subventions	14 566,90	6 978,90	4 469,90
Prêts	0,00	0,00	1 000,00
Total	108 736,50	79 561,10	84 258,60

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

Tableau N°1.7 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)-suite

	2017		2018		2019	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		85 275,30		109 892,34		109 596,54
Dépenses de personnel		28 279,70		28 157,42		35 177,50
Dépenses d'acquisitions de biens et services		45 119,60		60 235,75		42 095,22
Dépenses de transferts courants		11 876,00		21 499,17		32 323,82
Dépenses en capital		58 209,37		13 380,74		21 800,77
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat		58 209,37		13 380,74		21 800,77
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,76	26 165,10	12 819,57	12 092,15	21 734,32	12 470,53
Financement sur ressources Extérieures	322,61	2 066,10	561,17	6 232,08	66,45	4 402,60
Subventions	322,61	2 066,10	561,17	4 524,23	66,45	3 622,02
Prêts	-	-	-	1 707,85	-	780,58
Total		58 209,37		113 506,50		13 380,74
						128 216,57
						21 800,77
						126 469,67

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

(*) il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1.7 : Evolution des prévisions budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -fin

	2020		2021		2022		2023	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		87 180,45		97 152,16		104 867,60		- 117 280,66
Dépenses de personnel		34 733,29		36 624,00	0,00	35 641,90	-	35 066,35
Dépenses d'acquisitions de biens et services		26 912,85		30 300,78	0,00	35 351,20	-	32 718,35
Dépenses de transferts courants		25 534,31		30 227,38	0,00	33 874,50	-	49 495,96
Dépenses en capital	28 436,45	43 339,76	42 165,86	47 563,04	71 143,45	59 357,13	90 746,40	110 848,89
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	28 436,45	43 339,76	42 165,86	47 647,00	12 551,94	59 357,13	90 746,40	110 848,89
Financement sur budget national (ressources propres)	12 894,55	15 388,75	21 044,08	20 838,09	12 551,94	13 612,23	7 365,51	9 212,43
Financement sur ressources Extérieures	15 541,90	27 951,01	21 121,78	26 724,95	58 591,51	45 744,89	83 380,89	101 636,46
Subventions	1 201,87	10 504,94	40,63	3 107,20	31 112,65	35 171,48	21 261,64	39 981,45
Prêts	14 340,03	17 446,07	21 081,15	23 617,75	27 478,86	10 573,42	62 119,25	61 655,01
Total	28 436,45	130 520,21	42 165,86	144 715,20	71 143,45	164 224,73	90 746,40	228 129,55

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

(*) Il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)

Nature	2014	2015	2016
Dépenses courantes	38 930,1	38 664,8	43 500,2
Personnel	16 766,8	19 185,1	26 506,6
Fonctionnement	4 548,4	5 508,6	5 550,7
Transferts courants	17 614,9	13 971,1	11 442,9
Dépenses en capital	39 075,6	32 737,9	35 022,2
Total	78 005,7	71 402,7	78 522,4

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

Tableau N°1.8: Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite

	2017		2018		2019		2020	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*	AE	CP
Dépenses ordinaires		83 830,20		102 297,10		107 200,95		69 015,68
Dépenses de personnel		27 470,00		24 602,94		34 533,03		17 397,94
Dépenses d'acquisitions de biens et services		44 800,10		59 383,21		41 791,60		26 772,57
Dépenses de transferts courants		11 560,10		18 310,95		30 876,32		24 845,17
Dépenses en capital	26 701,51	26 996,50	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50	28 436,44	35 956,97
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,51	25 060,63	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50	28 436,44	35 956,97
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Total	26 701,51	110 826,70	1 303,70	114 854,80	8 970,04	120 937,45	28 436,44	104 972,65

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)

(*) Montant engagé visé et ordonnancé

Tableau N°1.8 : Evolution de la situation de l'exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)-fin

	2021		2022		2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*
Dépenses ordinaires		94 683,56		103 161,32		114 462,29
Dépenses de personnel		34 732,03	0,00	35 613,66	-	35 066,34
Dépenses d'acquisitions de biens et services		29 891,58	0,00	33 941,00	-	31 316,52
Dépenses de transferts courants		30 059,95	0,00	33 606,66	-	48 079,43
Dépenses en capital	15 324,00	16 660,74	36 462,64	58 406,81	7 365,51	108 783,64
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	15 324,00	16 660,74	11 177,13	58 406,81	7 365,51	108 783,64
Dépenses de transferts en capital	-	-	25 285,52	0,00	-	0,00
Total	15 324,00	111 344,30	36 462,64	161 568,14	7 365,51	223 245,94

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/ SI-N@folo

(*) Montant engagé visé et ordonnancé



DEUXIEME PARTIE

QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES

2.1. Données démographiques

Tableau N°2.1 ⁴: Evolution de l'effectif de la population par région et selon le sexe

	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	1 771 896	1 821 059	1 871 492	1 923 192	1 976 217	1 901 269	1 920 748	1 970 091	2 019 916	2 070 115
Femmes	897 349	922 197	947 633	973 657	1 000 301	955 086	969 534	993 892	1 018 492	1 043 274
Hommes	874 547	898 862	923 859	949 535	975 916	946 183	951 214	976 199	1 001 424	1 026 841
Cascades	713 059	739 497	766 540	794 192	822 445	812 466	828 205	856 890	885 949	915 318
Femmes	366 838	380 420	394 295	408 452	422 896	420 560	426 704	441 244	455 972	470 854
Hommes	346 221	359 077	372 245	385 740	399 549	391 906	401 501	415 646	429 977	444 464
Centre	2 429 718	2 532 311	2 637 303	2 744 666	2 854 356	3 030 384	3 107 564	3 233 764	3 362 048	3 492 132
Femmes	1 209 985	1 261 009	1 313 150	1 366 387	1 420 713	1 540 872	1 557 305	1 619 648	1 683 005	1 747 232
Hommes	1 219 733	1 271 302	1 324 153	1 378 279	1 433 643	1 489 512	1 550 259	1 614 116	1 679 043	1 744 900
Centre-Est	1 427 320	1 470 903	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 580 508	1 601 413	1 647 231	1 693 530	1 740 207
Femmes	757 376	780 467	804 056	828 173	852 825	845 623	851 616	875 524	899 685	924 039
Hommes	669 944	690 436	711 462	733 035	755 168	734 885	749 797	771 707	793 845	816 168
Centre-Nord	1 502 994	1 547 565	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 874 669	1 902 252	1 959 451	2 017 277	2 075 605
Femmes	796 426	820 001	844 102	868 744	893 938	987 255	1 005 353	1 035 039	1 065 050	1 095 317
Hommes	706 568	727 564	749 112	771 222	793 920	887 414	896 899	924 412	952 227	980 288
Centre-Ouest	1 468 966	1 510 975	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 660 135	1 679 972	1 725 935	1 772 363	1 819 156
Femmes	792 286	814 902	838 044	861 711	885 930	891 548	904 299	928 562	953 072	977 773
Hommes	676 680	696 073	715 996	736 448	757 458	768 587	775 673	797 373	819 291	841 383
Centre-Sud	783 430	804 709	826 548	848 940	871 927	788 731	795 468	814 574	833 864	853 295
Femmes	414 581	425 822	437 333	449 111	461 181	414 493	419 742	429 597	439 550	449 575
Hommes	368 849	378 887	389 215	399 829	410 746	374 238	375 726	384 977	394 314	403 720
Est	1 564 144	1 615 740	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 942 805	1 976 784	2 041 603	2 107 208	2 173 455
Femmes	797 438	823 696	850 514	877 903	905 865	990 126	1 007 102	1 039 556	1 072 402	1 105 561
Hommes	766 706	792 044	818 006	844 610	871 873	952 679	969 682	1 002 047	1 034 806	1 067 894
Hauts-Bassins	1 898 361	1 961 204	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 239 840	2 277 081	2 349 820	2 423 412	2 497 698
Femmes	960 470	992 209	1 024 636	1 057 737	1 091 534	1 145 740	1 155 600	1 191 859	1 228 542	1 265 564
Hommes	937 891	968 995	1 000 877	1 033 545	1 067 007	1 094 100	1 121 481	1 157 961	1 194 870	1 232 134
Nord	1 461 430	1 502 527	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 722 115	1 743 348	1 791 696	1 840 537	1 889 767
Femmes	781 028	802 950	825 394	848 347	871 838	899 373	924 011	949 139	974 525	1 000 111
Hommes	680 402	699 577	719 283	739 519	760 311	822 742	819 337	842 557	866 012	889 656
Plateau Central	852 536	875 910	899 884	924 474	949 697	978 614	989 604	1 015 982	1 042 623	1 069 468
Femmes	456 093	468 573	481 349	494 431	507 824	520 027	527 942	541 732	555 662	569 696
Hommes	396 443	407 337	418 535	430 043	441 873	458 587	461 662	474 250	486 961	499 772
Sahel	1 233 559	1 272 545	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 098 177	1 109 198	1 137 465	1 166 007	1 194 762
Femmes	620 706	640 290	660 302	680 747	701 625	541 341	553 975	567 775	581 713	595 753
Hommes	612 853	632 255	652 161	672 560	693 484	556 836	555 223	569 690	584 294	599 009
Sud-Ouest	772 973	795 549	818 685	842 382	866 662	875 442	886 399	911 142	936 140	961 337
Femmes	401 980	413 702	425 685	437 942	450 474	452 264	459 687	472 265	484 974	497 782
Hommes	370 993	381 847	393 000	404 440	416 188	423 178	426 712	438 877	451 166	463 555
Burkina Faso	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 505 155	20 818 036	21 455 644	22 100 874	22 752 315
Femmes	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 604 308	10 762 870	11 085 832	11 412 644	11 742 531
Hommes	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	9 900 847	10 055 166	10 369 812	10 688 230	11 009 784

Source : INSD, projection démographiques 2014-2018 à partir RGPH 2006 ; 2020-2023 à partir du RGPH 2019

(*) RGPH 2019

Tableau N°2.2 : Situation de l'effectif de la population par région et par sexe des IV^{ème} et V^{ème} recensements

Région	2006			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Boucle du Mouhoun	714 342	728 407	1 442 749	946 183	955 086	1 901 269
Cascades	261 368	270 440	531 808	391 906	420 560	812 466
Centre	867 010	860 380	1 727 390	1 489 512	1 540 872	3 030 384
Centre-Est	529 333	602 683	1 132 016	734 885	845 623	1 580 508
Centre-Nord	565 986	636 039	1 202 025	887 414	987 255	1 874 669
Centre-Ouest	546 825	639 741	1 186 566	768 587	891 548	1 660 135
Centre-Sud	302 859	338 584	641 443	374 238	414 493	788 731
Est	594 868	617 416	1 212 284	952 679	990 126	1 942 805
Hauts-Bassins	726 229	743 375	1 469 604	1 094 100	1 145 740	2 239 840
Nord	554 692	631 104	1 185 796	822 742	899 373	1 722 115
Plateau Central	324 588	371 784	696 372	458 587	520 027	978 614
Sahel	481 375	487 067	968 442	556 836	541 341	1 098 177
Sud-Ouest	299 264	321 503	620 767	423 178	452 264	875 442
Burkina Faso	6 768 739	7 248 523	14 017 262	9 900 847	10 604 308	20 505 155

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

⁴ Les données de projections (2020-2023) ont été actualisées sur la base des données du dernier RGPH (2019).

Tableau N°2.2 : Évolution du taux d'accroissement démographique intercensitaire (en %)

	1975-1985	1985-1996	1996-2006	2006-2019
Taux d'accroissement démographique	2,67	2,38	3,12	2,94

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, les rapports RGPH

Tableau N°2.3 : Evolution de la structure de la population par groupe d'âge et rapport de dépendance démographique

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Moins de 15 ans	8 538 667	8 777 447	9 013 150	9 245 884	9 476 556	9 286 263	9 745 729	10 024 488	10 290 296	10 535 649
15 à 64 ans	8 806 240	9 127 017	9 464 398	9 818 466	10 190 131	10 531 217	10 412 309	10 766 315	11 134 596	11 521 076
65 ans et plus	535 479	546 030	556 849	567 797	577 393	68 7675	659 998	664 841	675 982	695 590
Total	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 505 155	20 818 036	21 455 644	22 100 874	22 752 315
Rapport de dépendance démographique	103	102	101	100	99	95	100	99	99	98

Source : DGESS/MEF, à partir des données de l'INSD

2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)

Secteur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*
Secteur primaire	1 631,19	1 583,25	1 651,43	1 686,23	1 853,25	1 711,60	1 827,75	1 888,59	2 171,38	2 013,76
Secteur secondaire	1 716,27	1 703,42	1 892,27	2 059,31	2 258,55	2 576,34	3 006,56	3 116,37	3 373,36	3 606,35
Secteur tertiaire	2 925,62	3 083,66	3 331,49	3 601,55	3 843,83	4 256,92	4 586,27	4 954,52	5 009,26	5 380,01
Impôts et taxes	611,39	624,98	729,94	844,21	870,45	848,95	781,69	963,41	1 185,30	1 328,41
Produit intérieur brut	6 884,47	6 995,31	7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 393,80	10 202,27	10 922,88	11 739,31	12 328,30

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels, Juillet 2024 ;

(*) les données 2022 et 2023 sont issues des estimations de CPC/IAP, DGEF, août 2024

Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022**	2023**
Consommation Finale	5 899,80	6 118,60	6 484,56	6 905,44	7 299,06	7 715,64	8 164,32	8 855,58	9 844,17	10 424,06
Ménage	4 594,18	4 737,99	4 938,58	5 152,00	5 369,18	5 468,05	5 810,34	6 285,22	7 137,13	7 585,53
Administration Publique	1 065,36	1 115,34	1 255,39	1 453,08	1 625,71	1 925,72	2 018,43	2 209,67	2 707,04	2 838,52
ISBSLM	240,27	265,28	290,59	300,37	304,17	321,864	335,55	360,68	nd	nd
Formation Brut de Capital	1 326,10	1 357,56	1 581,53	1 807,15	1 918,71	1 856,02	1 750,86	1 690,51	2 078,80	2 780,10
Formation Brute de Capital Fixe	1 284,73	1 339,41	1 539,67	1 710,63	1 778,66	1 769,81	1 811,61	1 935,04	1 912,36	2 117,83
Variation des Stocks	41,37	17,15	40,78	95,30	138,63	84,513	-62,74	-246,65	166,44	662,27
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-	1,00	1,08	1,22	1,42	1,695	2,00	2,12	nd	nd
Exportations nettes	-341,44	-480,85	-460,97	-521,30	-391,69	-177,853	287,09	346,66	-183,67	-875,86
Exportations	1 854,12	1 826,31	1 970,94	2 166,79	2 478,27	2 748,41	3 241,96	3 582,37	3 701,92	3 557,40
Biens	1 674,24	1 636,68	1 762,62	1 953,63	2 272,61	2 499,81	3 011,71	3 335,69	3 358,01	3 233,34
Services	179,88	189,63	208,33	213,17	205,65	248,602	230,25	246,69	343,90	324,06
Importations	2 195,56	2 307,16	2 431,91	2 688,09	2 869,95	2 926,26	2 954,87	3 235,72	3 885,59	4 433,26
Biens	1 917,06	1 991,18	2 073,81	2 311,19	2 491,34	2 511,30	2 567,45	2 817,81	3 376,13	3 851,99
Services	278,50	315,98	358,10	376,90	378,62	414,964	387,43	417,90	509,46	581,27

PIB **6 884,47 6 995,31 7 605,12 8 191,30 8 826,08 9 393,8010 202,2710 892,7411 739,2912 328,30**

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) la production du PIB selon l'optique dépense s'est arrêtée en 2020 suite à la survenue de la COVID 19 qui n'a pas permis de réaliser la collecte des données nécessaires.

(**) les données 2022 et 2023 sont issues des estimations de CPC/IAP, DGEP , août 2024

2.3. Eléments de comptabilité nationale en volume aux prix de l'année précédente chaînée

Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

Secteur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022**	2023**
Secteur primaire	1 636,01	1 583,25	1 650,16	1 646,75	1 787,70	1 777,96	1 796,57	1 659,98	1 989,91	2 193,47
Secteur secondaire	1 599,97	1 703,42	1 789,35	1 894,88	2 075,35	2 273,13	2 499,13	2 665,58	2 856,46	3 439,24
Secteur tertiaire	2 920,26	3 083,66	3 289,56	3 492,95	3 670,68	3 963,98	3 870,88	4 353,63	5 176,14	5 323,08
Impôts et taxes	580,10	624,98	683,04	830,51	847,52	854,83	869,74	953,24	1 063,90	1 201,01
Produit intérieur brut	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 886,02	9 064,70	9 694,02	11 086,40	12 156,80
Ecart statistique (écart de chaînage)	-4,98	0	-0,02	6,81	10,55	16,12	28,38	0	-0,01	0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) Les données sont provisoires car issues des premières estimations annuelles à partir des Comptes nationaux trimestriels

(**) les données 2022 et 2023 sont issues des estimations de CPC/IAP, DGEP , août 2024

Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*
Consommation Finale	5 818,53	6 118,60	6 449,90	6 800,58	7 041,30	7 424,4	7 361,9	7 875,3	9 532,47	10 672,84
Ménage	4 580,42	4 737,99	4 929,90	5 110,16	5 236,96	5 428,7	5 549,2	5 710,1	6 787,94	7 841,04
Administration Publique	997,47	1 115,34	1 233,83	1 398,39	1 509,33	1 696,9	1 543,3	1 821,4	2 744,53	2 831,80
ISBSLM	244,57	265,28	286,17	290,65	291,92	290,6	279,6	310,6	nd	nd
Formation Brute de Capital	1 193,56	1 357,56	1 564,18	1 758,61	1 949,13	2 168,0	2 135,1	2 008,8	1 835,78	2 086,53
Formation Brute de Capital Fixe	1 154,44	1 339,41	1 518,13	1 654,52	1 796,41	2 064,8	2 196,5	2 266,3	1 835,78	2 086,53
Variation des Stocks	42,45	17,15	45,03	109,20	165,25	105,2	-70,5	-251,7	-641,12	5,96
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur		1,00	1,01	1,16	1,32	1,4	1,5	1,6	nd	nd
Exportations nettes	-294,25	-480,85	-601,98	-703,02	-567,11	-710,7	-478,4	-328,5	359,27	-608,54
Exportations	1 798,45	1 826,31	1 874,10	2 034,24	2 343,40	2 346,7	2 625,8	2 977,4	3 779,85	3 734,31
Biens	1 616,94	1 636,68	1 666,80	1 821,42	2 134,64	2 098,1	2 378,4	2 710,4	3 473,89	3 387,05
Services	181,28	189,63	207,30	212,18	205,56	247,9	240,9	255,3	305,96	347,26
Importations	2 075,34	2 307,16	2 476,08	2 726,33	2 958,11	3 057,3	3 104,3	3 305,9	3 420,57	4 342,85
Biens	1 797,56	1 991,18	2 125,75	2 361,01	2 592,70	2 657,5	2 703,4	2 879,9	3 059,53	3 907,39
Services	277,37	315,98	350,33	366,26	367,92	401,0	402,4	427,7	361,05	435,45
Produit Intérieur Brut	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 886,0	9 064,7	9 693,71	11 086,40	12 156,80
Ecart statistique (écart de chaînage)	13,53	0,00	0,00	15,74	-31,52	4,26	46,13	138,08	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels ;

(*) les données 2022 et 2023 sont issues des estimations de CPC/IAP, DGEP , août 2024

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*
Croissance du PIB réel (%)	4,33	3,92	5,96	6,20	6,60	5,69	1,93	6,91	1,8	3,6
Taux de croissance en volume de la consommation finale des ménages (%)	1,01	3,44	4,05	3,66	2,48	3,66	2,22	2,90	nd	nd
PIB réel / habitant (en milliers FCFA)	376,5	379,1	389,4	401,0	414,5	433,4	435,4	451,8	501,6	534,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels ;

(*) les données 2022 et 2023 sont issues des estimations de CPC/IAP, DGEP , août 2024

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	102,3	100,0	102,6	104,1	105,1	106,9	114,2	113,2	120,4	nd
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	100,3	100,0	100,2	100,8	102,5	100,8	104,7	110,1	nd	nd
Taux d'inflation annuel (%)	-0,3	0,90	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1	0,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.6. Indice de développement humain

Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Indice du développement humain	0,402	0,402	0,420	0,423	0,434	0,452	0,449	0,449	0,438	nd
Rang	183	185	182	183	182	182	184	184	185	nd
Nombre de pays classés	188	188	189	189	189	189	191	191	193	nd

Source : Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)

Sexe	1985	1991	1996	2006	2019
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8	60,0
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5	64,0
Ensemble	48,5	52,2	53,8	56,7	61,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996, 2006 et 2019)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté

Indices de pauvreté	1994	1998	2003	2009*	2014*	2018*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099,0	72 690,0	82 672,0	130 735,0	153 530,0	164 955,0
Incidence P0 (%)	44,5	45,3	46,4	46,7	40,1	36,2
Profondeur P1 (%)	13,9	13,7	15,6	15,1	9,7	12,3
Sévérité P2 (%)	6,0	5,9	7,1	6,7	3,3	5,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, enquête sur les conditions de vie des ménages (EP 1994, 1998 ; ECIVM 2009-2010 ; EMC 2014, 2018)

(*) Changements d'approche méthodologique.

TROISIEME PARTIE

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

3.1. Recettes budgétaires

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)

Nature	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	1 051,23	1 033,40	1 201,79
Recettes fiscales	927,91	913,66	1 040,29
Recettes non fiscales	121,51	115,34	160,05
Recettes en capital	1,81	4,39	1,45
Recettes extraordinaires	269,04	403,13	465,89
Dons	134,60	229,78	170,09
Emprunts	134,44	173,36	295,80
Recettes budgétaires	1 320,28	1 436,53	1 667,68

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.2. : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA)

Natures	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes ordinaires	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98	1 886,84	2 153,88	2 616,55
Vente de produits	0,00	3,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77	1 288,58	1 590,36	1 885,85	2 341,99
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50	265,37	245,81	230,15	262,14
Produits financiers	27,76	2,63	2,55	3,30	14,90	9,64	1,91
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38	9,72	35,76	28,23	10,51
Recettes extraordinaires	122,17	151,55	144,97	291,24	275,81	232,56	168,59
Dons programmes	60,99	78,59	102,43	157,92	120,50	60,27	0,67
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53	133,32	155,31	172,30	167,92
Recettes totales	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22	2 162,65	2 386,44	2 785,14

Source : Direction générale du budget.

Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

Régie	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DGD	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27
DGI	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39
DGTCP	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00
Ensemble	1 072,49	1 060,72	1 232,00	1 397,71	1 540,66	1 806,00	1 752,81	2 002,93	2 400,23	2 553,67

Source : DGESS à partir des données de la DGTCP; DGI; DGD.

3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie

3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total Budget Etat	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92 1	052,93 1	215,12 1	262,39
Recettes fiscales	521,88	503,54	594,99	673,37	723,48	844,64	861,26 1	052,22 1	214,57 1	261,41
Recettes non fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66	0,71	0,56	0,98
Recettes en capital	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes recouvrées au profit des collectivités	20,21	19,10	22,83	22,30	27,63	29,92	31,61	48,34	39,10	45,49
Ensemble	542,10	522,64	617,85	695,67	751,11	874,57	893,53 1	101,27 1	254,23 1	307,88

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)

Grande catégorie	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Impôts directs	270,02	242,44	295,16	334,10	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43	742,86
Impôts sur la propriété	9,43	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46	12,18
Taxes sur les biens et services	242,18	253,31	288,47	330,19	327,23	373,66	381,01	448,60	462,66	506,37
Autres taxes	0,26	0,26	0,70	0,65	0,74	0,73	0,99	0,74	0,57	0,98
Total	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,921	052,931	215,121	262,39

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018*	2019**	2020	2021	2022	2023
Impôt sur les sociétés	162,67	132,05	163,45	173,79	209,66	249,43	225,53	327,37	429,52	409,41
Impôt progressif sur les revenus	0,02	0,02	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires	63,48	65,65	78,32	89,66	101,50	113,74	134,78	131,07	157,16	175,92
Reversement des honoraires des greffiers notaires	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	na	na	0,00
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	4,24	4,83	4,88	19,74	16,13	26,25	30,09	34,68	37,47	27,79
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	3,96	4,81	6,05	6,67	8,01	9,48	7,54	12,67	12,45	12,89
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	21,38	18,93	23,81	22,75	30,12	na	na	na	na	0,00
Impôts sur les revenus des créances	3,75	4,70	5,46	6,15	4,71	na	na	na	na	0,00
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM)	na	na	na	na	na	43,92	51,06	61,26	76,37	87,94
Impôt sur les revenus fonciers	2,92	3,21	3,67	4,14	4,81	4,87	4,96	6,17	7,14	7,49
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,19	0,37	0,73	1,18	0,35	0,76	1,08	0,87	2,65	1,21
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	na	na	0,00	0,35	0,34	1,64
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,06	0,10
Taxe patronale et d'apprentissage	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,21	14,65	16,23	18,27	18,46
Autres impôts directs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	270,02	242,44	295,16	334,95	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43	742,85

Source : Direction générale des impôts

(*) Depuis 2018, l'impôt progressif sur les revenus est pris en compte dans l'IUTS ;

(**) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionnés pour donner l'IRCM

Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,60	1,16	1,67	1,62	1,82	2,49	2,69	4,02	3,15	3,74
Droits de mutation	7,67	6,16	8,84	6,70	5,81	5,78	7,24	8,60	6,81	8,00
Droits de succession	0,13	0,18	0,17	0,10	0,16	0,27	0,25	0,26	0,41	0,32
Droits de donation	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,05	0,06	0,04	0,09	0,12
Impôts sur la propriété	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46	12,18

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taxes sur la valeur ajoutée	169,24	178,48	201,85	228,04	222,16	269,60	272,41	305,02	274,95	300,69
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	na	na	na	na	na	na	na	20,02	58,06	64,88
Taxes sur les boissons	15,49	16,63	19,55	23,79	24,26	27,56	31,43	37,17	37,77	35,90
Taxes sur les tabacs	11,83	15,21	17,67	18,36	22,27	24,16	22,65	23,68	23,89	23,44
Contribution du secteur boisson	7,54	8,21	9,46	10,48	10,61	1,08	0,01	0,01	0,00	0,00
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	na	na	1,34	0,85	0,64	0,74	0,61	0,40
Taxe sur les contrats d'assurances*	3,78	3,81	4,37	4,34	4,01	4,40	na	na	na	na
Taxe unique sur les contrats d'assurances	na	na	na	na	na	na	4,97	5,64	6,14	7,00
Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Contribution du Secteur Elevage (CSE)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Licences**	0,02	0,02	0,06	0,02	na	na	na	na	na	na
Autres droits d'enregistrement	24,69	21,31	24,41	30,87	29,29	32,21	35,10	36,94	41,13	50,10
Droits de timbre	6,86	6,54	7,99	10,19	9,79	9,96	7,97	10,45	10,45	11,10
Taxes pour le développement touristique	0,75	0,72	0,68	0,81	0,87	0,87	0,32	0,54	0,61	0,68
Taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication	1,98	2,39	2,43	2,45	2,63	2,76	5,45	8,32	8,92	12,04
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	na	na	na	na	0,20	0,05	0,08	0,13	0,13
Taxes sur biens et services	242,18	253,31	288,47	329,34	327,23	373,66	381,01	448,60	462,66	506,36

Source : Direction générale des impôts

(*) La taxe sur les contrats d'assurances devient la taxe unique sur les contrats d'assurance à partir de 2020

(**) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée dans le budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

Tableau N°3.9 : Evolution des recettes mobilisées par la DGI par nature auprès des sociétés minières

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total recettes budget national	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15	234,73
Total Recettes Fiscales	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15	234,72
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,02	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01	0,01	0,05	0,03	0,25
Impôt sur les sociétés (IS)	41,55	20,66	26,41	38,82	48,99	53,08	50,84	135,35	180,60	139,03
Impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements (IRC)	0,18	0,16	0,18	2,58	5,63	4,61	na	na	na	na
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM)	na	na	na	na	na	na	10,61	17,85	23,40	28,86

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	2,18	3,34	6,33	1,47	0,00	0,00	na	na	na	na
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	13,94	16,02	19,04	21,29	22,36	22,90	26,53	27,92	26,82	25,52
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de perception (BIC-PP/MFP)	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,13	0,05	0,01	0,06	0,09
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,14	0,11	0,10	0,10	0,11	0,13	0,13	0,13	0,15	0,14
Retenues intérieures (RET/INT)	3,84	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na
Retenues extérieures (RET/ EXT)	1,70	4,96	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	na
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,62	0,97	0,88	2,03	1,84	2,23	2,90	3,42	3,53	3,41
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	9,39	15,27	15,42	20,34	18,13	20,65	25,63	43,08	23,31	35,16
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,00	0,00	0,46	0,47	0,01	0,06	0,93	0,00	0,07	0,00
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	na	na	na	0,44	0,15	2,22
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	na	na	na	0,10	0,00	0,00
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	na	na	na
Ventes d'Imprimés d'Attestation de situation fiscale (ASF)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Prestations des Services des impôts (PSI)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices non commerciaux						0,01	0,02	0,02	0,02	0,01
Droits de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
Total recettes hors budget de l'Etat	0,09	0,71	0,54	0,97	1,69	1,83	2,48	4,99	2,95	6,60
Patente	0,07	0,08	0,40	0,82	1,54	1,68	2,47	3,93	2,62	5,30
Contribution des Micro Entreprises	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Taxe de résidence	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Pénalités/Assiette	0,01	0,40	0,07	0,06	0,01	0,00	0,00	0,43	0,01	0,29
Pénalités/Recouvrement	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na
Frais de poursuite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na
Autres	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Taxe de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,24	0,00	0,00
Taxe sur les Armes	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Taxe foncière sur les sociétés (ex Taxe sur les biens de mainmorte)	0,00	0,00	0,06	0,08	0,12	0,14	0,00	0,38	0,31	0,97
Taxe de Jouissance	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,03
Taxe sur les véhicules à moteur	na	na	na	na	na	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total recettes minières	73,65	62,23	69,39	88,06	98,78	105,64	120,16	233,34	261,10	241,34

Source : Direction générale des impôts

3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes fiscales	422,47	430,81	476,04	561,64	625,60	624,70	598,31	682,33	929,15	1 006,07
Recettes non fiscales	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11	17,20
Total	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

Grandes catégories	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taxes sur biens et services	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53	688,11
Commerce International*	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	174,89	163,93	191,37	265,33	287,39
Autres recettes fiscales	16,53	17,79	19,93	21,68	21,74	20,81	21,36	23,66	30,28	30,57
Recettes non fiscales	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11	17,20
Total	431,34	440,46	488,17	575,21	639,18	638,11	611,30	696,06	945,26	1 023,27

Source : Direction générale des douanes

(*) Les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018.

Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe sur la valeur ajoutée	220,71	214,68	238,73	283,89	315,56	317,06	295,82	327,99	475,95	517,56
Taxe boissons	1,42	1,36	1,59	1,45	1,83	1,46	2,18	4,37	5,67	4,59
Colas	0,11	0,13	0,14	0,13	0,07	0,08	0,14	0,19	0,16	0,15
Tabacs/allumettes	0,69	0,79	1,19	1,28	1,84	1,71	1,50	1,06	1,34	1,37
Café/Thé	0,99	1,48	1,28	1,25	1,43	1,75	1,51	1,82	1,77	1,87
Taxes sur les produits pétroliers	50,99	65,27	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15	157,70
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,26	0,25	0,32	0,24	0,27	0,35	0,36	0,61	0,70	0,58
Redevance informatique	1,63	1,77	1,88	2,04	2,08	2,33	3,62	3,72	3,61	3,15
Taxe sur les emballages plastiques	na	na	na	0,00	0,12	0,56	0,49	1,01	0,53	0,62
Taxe sur les véhicules de Tourisme	na	na	na	0,00	0,20	0,60	0,53	0,75	0,66	0,51
Total	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53	688,11

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022	2023
Droit de douanes	114,65	112,25	123,15	140,24	159,78	154,22	144,16	169,38	235,78	255,09
Redevance statistique	13,81	14,45	15,60	18,82	20,19	20,25	19,43	21,67	29,19	31,82
Contribution du secteur élevage	0,68	0,60	0,42	0,45	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36	0,47
Amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na	na	na	na
Total	129,14	127,3	139,17	159,51	180,42	174,89	163,93	191,37	265,33	287,39

Source : Direction générale des douanes

(*) A partir de 2018, les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international sont prises en compte dans les autres recettes fiscales

Tableau N°3.14 : Evolution des recettes mobilisées par la DGD par nature au titre du code minier (en millions FCFA)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40	108,50	92,86	185,95
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	1 019,29	1 473,07	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37	1 757,98	1 544,02	1 684,33	1 389,37
Droit de douanes (DD)	11 044,60	11 611,89	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69	15 920,09	14 511,51	19 684,92	18 935,78
Intérêt de retard (IDR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 118,39	1 299,44	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48	1 698,23	1 478,82	2 138,40	1 932,13
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	1 165,02	1 685,58	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95	1 622,07	1 442,89	1 519,05	1 268,90
Péage (PEA)	29,58	38,15	34,74	43,95	46,15	48,27	48,07	44,77	38,68	36,54
Redevance informatique (RI)	2 236,78	2 598,88	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94	3 396,44	2 957,62	4 276,79	3 864,24
Redevance statistique (RS)	58,03	64,77	65,51	78,55	90,00	92,99	76,96	51,05	93,24	85,47
Remise spéciale (RSP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,05	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,13	0,84	0,00
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	6 375,22	7 691,69	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88	13 425,95	11 931,08	13 300,27	10 409,21
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les boissons (TSB)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,38	1,49	2,59	2,49	4,00
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	36 711,97	39 567,38	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49	43 222,03	26 928,16	60 529,79	61 587,78
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40	108,50	92,86	185,95
Total	59 911,33	66 227,21	67 093,97	80 485,60	92 739,91	95 214,28	81 420,59	61 174,07	103 540,93	99 828,51

Source : Direction générale des douanes, SYDONIA WORLD

3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes courantes	117,28	112,73	147,28	135,57	168,50	314,30	270,12	245,46	227,17	259,01
Recettes fiscales	1,94	3,70	4,33	3,25	5,19	5,12	2,02	1,89	8,17	9,17
Recettes non fiscales	115,34	109,03	142,96	132,33	163,31	309,18	268,11	243,56	219,00	249,84
Recettes en capital	1,97	3,99	1,53	13,55	9,50	8,77	9,47	8,48	12,67	8,99
Total	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Royalties ou redevances proportionnelles	30,89	31,14	38,64	42,56	51,60	59,19	91,24	73,95	70,64	68,72
Taxes superficielles part Etat	2,98	6,36	5,06	8,11	8,86	6,91	9,98	4,32	5,89	5,69
Taxes superficielles part collectivités	0,75	1,59	1,26	2,03	2,22	1,73	2,50	2,88	1,47	1,42
Droits fixes/titre minier	0,46	0,40	0,27	1,14	1,60	0,92	1,01	0,59	0,40	0,83
Frais de dossier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Pénalités	0,01	0,10	0,02	0,10	0,16	0,19	0,48	0,11	0,70	0,66
Total	35,10	39,59	45,26	53,93	64,45	68,94	105,21	81,86	79,10	77,32

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

UR	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DGE	426,23	406,62	497,01	564,03	603,42	715,78	726,55	886,60	1015,56	1 015,63
DME-C I	44,05	41,58	38,08	35,85	38,38	44,63	40,44	42,15	32,87	31,59
DME-C II	0,00	0,00	9,42	25,31	30,49	29,70	28,10	39,09	39,97	33,60
DME-C III	na	na	na	na	na	na	6,92	12,91	12,21	13,24
DME-C IV	na	na	na	na	na	na	na	na	47,39	100,29
DME-HBS	2,94	2,96	3,50	3,88	4,02	4,23	4,51	4,77	5,06	6,38
DGUF-O	5,81	4,69	6,12	5,05	4,03	4,79	5,73	7,18	5,09	5,87
DGUF-B	1,29	0,98	1,60	1,09	1,34	1,10	1,36	1,64	1,45	1,45
DRI-C	28,14	34,65	25,92	22,68	24,76	27,93	29,84	37,52	32,55	30,79
DRI-PC	0,94	0,77	1,02	1,03	1,24	1,33	1,40	2,05	1,88	1,89
DRI-CS	0,50	0,49	0,56	0,58	0,57	0,63	0,69	0,92	1,13	1,11
DRI-HBS	2,82	2,48	2,20	2,71	2,96	2,85	2,98	3,20	3,78	3,82
DRI-CSC	0,81	0,80	0,87	1,03	1,07	1,10	1,20	1,34	1,32	1,42
DRI-SO	0,46	0,39	0,48	0,52	0,59	0,61	0,80	1,06	1,00	1,03
DRI-CO	1,42	1,28	1,51	1,71	1,92	2,07	2,24	2,35	3,18	3,60
DRI-BMH	1,08	0,96	1,04	1,41	1,77	1,68	1,65	1,86	1,86	1,70
DRI-CN	1,02	0,96	1,24	1,55	1,49	1,25	1,35	1,57	1,77	1,86
DRI-SHL	0,78	0,60	0,72	0,74	0,98	0,86	1,16	1,41	1,09	1,41
DRI-N	1,28	1,08	1,24	1,50	1,46	1,27	1,61	1,76	1,83	2,00
DRI-E	1,24	1,19	1,30	1,35	1,34	1,27	1,57	1,75	2,01	1,59
DRI-CE	1,07	1,04	1,18	1,35	1,65	1,47	1,81	1,81	2,09	2,11
Ensemble	521,88	503,52	595,01	673,37	723,48	844,53	861,92	1 052,93	1 215,12	1 262,39

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)

Unité de recouvrement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DR Centre	333,64	344,64	387,81	449,21	500,39	497,98	483,54	537,08	708,73	785,07
DR Centre-Sud	0,00	0,00	0,00	5,05	7,42	6,89	6,57	10,55	10,29	12,36
DR Ouest	90,81	87,62	92,24	110,61	120,65	124,01	112,88	137,34	211,44	211,95
DR Centre-Est	3,82	4,78	5,03	6,28	6,60	6,40	5,63	7,64	11,56	10,38
DR Est	1,60	1,63	1,77	1,93	2,35	1,42	1,27	0,95	0,10	0,07
DR Sud-Ouest	0,77	0,79	0,25	0,76	0,84	0,85	0,94	1,83	1,99	2,77
DR Nord	0,72	1,00	1,07	1,37	0,93	0,73	0,47	0,67	1,16	0,67
Total	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26	1 023,27

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022	2023
Groupe RG	115,55	113,19	145,18	145,22	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00
Recette Générale	9,23	12,57	19,17	15,74	28,36	151,39	70,03	73,48	27,67	27,01
DAMOF	38,35	24,48	32,62	33,23	43,08	60,84	66,01	57,21	80,49	113,51
DDP	5,54	6,53	2,31	14,89	13,93	10,86	11,73	10,16	15,41	10,37
TMDC	2,78	2,82	2,90	3,32	3,17	3,10	2,05	2,37	2,50	2,04
SCSP	2,85	2,89	2,82	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AJE	3,40	6,13	1,40	0,77	0,47	0,74	0,68	0,11	0,00	0,07
PS/MEFP	1,32	1,06	2,05	1,93	1,92	1,29	1,68	2,77	1,29	1,38
PS/MTMUSR	2,71	2,89	3,10	3,26	3,82	4,75	5,85	7,03	6,22	5,67
PS/MDICAPME	0,92	0,19	14,99	0,36	0,40	1,01	1,02	1,14	1,30	0,99
PS/MATDS	4,11	3,94	4,59	4,23	3,95	4,32	2,56	3,58	4,80	6,29
PS/MEEA	1,70	1,72	1,84	1,56	1,62	1,23	1,17	1,20	0,89	0,82
PS/MCCAT	0,12	0,05	0,13	0,08	0,16	0,06	0,11	0,08	0,08	0,18
PS/MESRI	0,79	0,82	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,07	0,07	0,07
PS/MEMC	36,78	40,15	48,04	55,76	67,66	73,10	106,41	82,91	86,43	86,47
PS/MARAH (Volet Agriculture)	0,56	0,60	0,60	0,68	0,68	0,63	0,74	0,68	0,69	0,73
PS/MJDHRI	1,44	2,04	1,15	1,23	2,70	3,28	1,45	2,39	2,09	3,03
PS/MUAFH	0,27	0,18	0,22	0,25	0,55	0,31	0,47	0,56	0,96	0,65
PS/MSAHRNGF	0,11	0,09	0,08	0,02	0,04	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
PS/MFPTPS	0,46	0,44	0,56	0,78	0,91	0,80	2,42	2,77	2,89	2,42
PS/MSHP	0,41	0,40	0,45	0,43	0,55	0,54	0,35	1,58	0,54	0,36
TM/MENAPLN	0,13	0,14	1,01	1,14	1,39	1,48	1,54	1,36	3,55	3,33
PS/MARAH (Volet Ressources animales)	0,16	0,16	0,30	0,20	0,17	0,18	0,42	0,51	0,24	0,25
PS/MSJE	0,04	0,04	0,07	0,09	0,03	0,04	0,06	0,07	0,10	0,10
PS/MAECRBE	0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,05	0,09	0,10	0,15
PS/MTDPCE	0,03	0,01	0,00	0,02	0,06	0,04	0,04	0,06	0,05	0,27
PS/MDAC	1,23	2,79	4,62	2,35	2,26	2,87	2,71	1,77	1,46	1,82
Groupe TR*	3,70	3,54	3,63	3,91	na	na	na	na	na	na
TRHB	1,05	1,04	1,06	1,09	na	na	na	na	na	na
TRCas	0,22	0,23	0,21	0,20	na	na	na	na	na	na
TRBM	0,13	0,11	0,13	0,14	na	na	na	na	na	na
TRCO	0,09	0,10	0,12	0,11	na	na	na	na	na	na
TRSO	0,09	0,10	0,11	0,14	na	na	na	na	na	na
TRE	0,69	0,61	0,56	0,63	na	na	na	na	na	na
TRCE	0,91	0,85	0,82	0,85	na	na	na	na	na	na
TRN	0,12	0,12	0,13	0,13	na	na	na	na	na	na
TRPC	0,01	0,01	0,07	0,17	na	na	na	na	na	na
TRCS	0,20	0,19	0,22	0,21	na	na	na	na	na	na
TRSahel	0,12	0,11	0,12	0,14	na	na	na	na	na	na
TRCN	0,08	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na
Total	119,25	116,73	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84	268,00

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale,

(*) Avec l'effectivité du transfert du péage au Fond spécial routier, les autres recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat sont prises en compte directement dans la situation de la Recette générale depuis 2018.

3.2. Dépenses budgétaires

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

Titre	2014	2015	2016
Dépenses ordinaires	1 037,43	1 100,33	1 279,07
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	159,55	194,17	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	436,08	467,47	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	101,68	117,79	127,20
Titre 4 : Transferts courants	340,12	320,90	365,89
Dépenses en capital	520,46	441,89	535,88
Titre 5 : Dépenses d'investissements	511,34	437,21	528,89
Etat	290,13	281,89	319,45
Subventions	163,01	105,90	100,85
Prêts	58,19	49,42	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	9,12	4,68	6,99
Total dépenses budgétaires	1 557,89	1 542,22	1 814,95

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 311,88	1 299,24		1 413,47	1 382,70		1 650,35	1 612,32
Charges financières de la dette		67,69	69,63		99,71	95,77		100,00	116,77
Dépenses de personnel		620,89	619,31		705,52	695,70		845,90	844,24
Dépenses d'acquisition de biens et services		180,34	173,91		198,55	192,47		209,96	201,10
Dépenses de transferts courants		442,46	436,34		409,19	398,33		493,98	449,86
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,05		0,50	0,42		0,50	0,36
Dépenses en capital	2 270,97	985,91	673,37	1 222,77	778,47	564,76	780,54	716,32	525,31
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31
Total	2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget, /Projets de lois de règlements

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)
(suite)

	2020			2021			2022*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 677,95	1 665,87		1 771,57	1 778,05		1 924,70	1 940,17
Charges financières de la dette		113,38	139,91		173,60	191,76		195,80	229,50
Dépenses de personnel		898,01	897,20		950,00	949,52		1 012,03	1 009,11
Dépenses d'acquisition de biens et services		186,20	175,82		199,95	196,73		219,71	209,59
Dépenses de transferts courants		479,87	452,48		447,20	439,23		496,16	491,26
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,46		0,82	0,82		1,00	0,70
Dépenses en capital	695,49	854,81	737,04	643,64	901,22	772,38	673,33	1 127,30	994,20
Investissements exécutés par l'Etat	630,49	789,81	675,35	623,64	891,67	762,83	663,33	1 122,41	989,37
Etat	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,23	316,61	776,25	728,44
Subventions	116,99	208,80	141,70	135,22	221,09	155,27	138,59	221,67	172,20
Prêts	189,73	143,46	121,80	109,66	124,49	98,33	208,13	124,49	88,74
Transferts en capital	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55	10,00	4,90	4,83
Total	695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) les données de 2022 sont celles du projet de loi de règlement et celles de 2023 sont de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)
(suite)

	2023*		
	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		2 090,12	2 089,19
Charges financières de la dette		234,16	245,39
Dépenses de personnel		1 097,18	1 096,90
Dépenses d'acquisition de biens et services		218,17	211,17
Dépenses de transferts courants		538,82	533,96
Dépenses en atténuation des recettes		1,79	1,76
Dépenses en capital	840,20	1 336,02	1 253,95
Investissements exécutés par l'Etat	840,20	1 329,20	1 247,13
Etat	440,23	830,51	804,97
Subventions	162,19	203,61	177,98
Prêts	237,78	295,08	264,18
Transferts en capital	0,00	6,82	6,82
Total	840,20	3 426,14	3 343,14

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

(*) les données de 2022 sont celles du projet de loi de règlement et celles de 2023 sont de l'avant-projet de la loi de règlement

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Présidence	18,37	15,29	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministère	0,59	0,59	0,61
Premier Ministère	14,87	24,91	21,14
Parlement	11,65	0,00	na
Assemblée Nationale		8,16	12,66
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,79
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na
Ministère des relations avec le Parlement et des reformes politiques	na	na	na
Ministère. relations avec les institutions et des reformes politiques	0,44	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na
Ministère.de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation.et Sécurité.	na	na	na
Ministère. de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	51,94	88,14	na
Ministère. Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure.	na	na	87,03
Ministère de la Justice	13,93	na	na
Ministère. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains et de la Promotion. Civique	na	15,80	18,85
Ministère de la Défense	na	na	na
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	86,70	87,53	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	25,01	37,09	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	34,46
Ministère de la Sécurité	na	na	0,26
Ministère de l'Economie et des Finances	239,74	250,39	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	306,91
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	4,94	5,18	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	0,00	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	0,00	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	0,00	na
Ministère.de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na	0,00	na
Ministère.de la Fonction Publique, du Travail et de Sécurité. Sociale	7,01	8,37	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail.et de la Protection Sociale	na	0,00	9,12
Ministère de l'Information	na	0,00	na
Ministère de la Communication	8,88	0,00	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec Conseil National de la Transition	na	9,15	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	1,36	1,34	1,00
Ministère. Femme. Solidarité Nationale et de la Famille	na	na	12,58
Ministère des Sports et des Loisirs	2,55	3,08	7,46
Ministère de la Santé	93,03	110,97	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	10,69	11,37	na
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na
Ministère de l'Education Nationale et Alphabétisation	180,24	183,36	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	92,11	91,45	na
Ministère de l'enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	na	na	121,4
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na
Ministère. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na
Ministère. de l'Industrie Commerce et l'Artisanat	5,48	3,27	4,28
Ministère des Carrières et de l'Energie	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	4,12	9,09	9,58

Ministère et institution	2014	2015	2016
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na
Ministère. de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	35,51	na	na
Ministère Agri Ress. Hydr. Ass&Séc Alimentaire	na	70,54	na
Ministère. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	48,56
Ministère des Ressources Animales	na	7,60	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12,84	na	9,93
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	7,82	na	na
Ministère. Environnement et des Ressources. Halieutiques	na	8,82	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	11,21
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	34,57	37,23	na
Ministère des Infrastructures	na	na	61,24
Ministère des Postes et Télécommunications (Technologie)	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique.	na	na	na
Ministère. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	0,45
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	4,45	2,46	3,18
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	1,49	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	17,27	11,32	na
Ministère Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle	na	na	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	7,45	5,35	6,22
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	6,55	6,35	1,73
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	8,95	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	27,70	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	25,32
Grande Chancellerie	0,73	0,45	0,51
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,49	0,86	0,64
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	1,02	0,79	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	0,8
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,60	0,89	0,79
Conseil d'Etat	0,47	0,57	0,63
Cour des Comptes	0,82	0,83	1
Cour de Cassation	0,70	0,69	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,37	0,16	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	0,46	0,48	0,43
Transferts Ressources Collectivités Territoriales	21,84	11,22	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	269,93	254,79	213,99
Total	1 336,24	1 386,90	1 605,51

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
01		Présidence du Faso	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88
	001	Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,30	-	0,79	0,32	-	1,34	0,61
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,20	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29
02		Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
	004	Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
03		Primature	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68
	005	Soutien à l'action de la Primature (EX Soutien à l'action du Premier Ministre)	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,10	1,25	3,06	2,24
	006	Appui à la gouvernance	-	2,10	2,06	-	2,46	2,32	-	2,57	2,59
	007	Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,30	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08
	008	Promotion du capital humain	-	6,83	6,80	-	5,54	5,50	-	1,53	1,77
04		Parlement	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	-	20,87	20,87
	134	Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	-	20,87	20,87
05		Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
	009	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
08		Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,75	0,71	0,18	2,68	2,53
	029	Intégration africaine	na	na	na	-	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na	0,10	0,23	0,22	-	0,37	0,36
09		Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	17,24	109,75	97,05	33,43	37,73	35,38	3,14	45,38	36,10
	010	Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	-	-	-	-	-	-

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
		011 Administration du territoire	2,96	14,50	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,60
		012 Sécurité intérieure	0,46	2,70	40,22	-	-	0,09	-	-	-
		013 Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,60	3,29
		014 Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,20	23,46	13,30
		015 Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,20
		016 Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,30	15,62	1,61	3,90	5,60	0,10	5,96	5,71
10		Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	11,02	27,15	24,10	9,34	31,28	28,00	6,48	32,19	30,33
		017 Administration judiciaire	7,38	11,10	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27
		018 Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,90	8,40	2,66	11,27	11,91
		019 Droits humains	0,47	1,49	0,32	-	2,50	0,42	-	1,60	-
		020 Citoyenneté et paix	-	0,34	0,20	-	0,47	0,21	-	0,28	-
		021 Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	-	4,47	7,15
		124 Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
11		Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	13,00	114,10	114,06	67,93	169,94	169,94	67,95	209,73	209,73
		022 Défense	6,27	8,89	8,90	38,40	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57
		023 Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4,00	63,51	63,48	2,00	80,21	80,21
		024 Equipement des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28
		025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,60	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56
		026 Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	-	1,03	1,03	-	1,27	1,27
		027 Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84
12		Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)	13,60	38,16	37,93	12,60	46,60	35,98	5,22	41,86	40,93
		028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,60	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,60
		029 Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	-	2,09	2,41	-	-	-

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Pilotage et soutien 030 aux services du Ministère	1,00	3,92	3,92	0,19	9,30	9,15	-	3,47	3,34
		Gestion des 137 Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
13		Ministère de la Sécurité	12,58	21,31	20,96	13,89	71,23	72,01	14,75	107,01	102,12
		010 Sureté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94
		012 Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,90	82,50
		Pilotage et soutien 139 des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,30	18,67
14		Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	58,21	181,20	179,30	13,38	227,93	225,46	21,80	226,47	238,34
		031 Charge de la dette	-	67,69	69,63	-	99,71	95,77	-	100,00	116,77
		Pilotage de 032 l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,70	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,20
		033 Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,90	-	26,01	19,89
		Gestion budgétaire, tenue des comptes 034 publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,10	4,36	4,96	-	4,05	4,64	-	4,73	5,20
		Gestion des comptes publics et sauvegarde 035 des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,30	0,91	3,58	-	4,92	7,86	-	4,49	5,49
		Contrôle, audit et 036 sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,30	-	1,18	1,57	-	3,91	1,87
		Relations 037 économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,70	3,75	-	17,18	16,98
		Pilotage et soutien 038 des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94
15		Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	6,13	5,60	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06
		039 Culture	6,75	3,05	3,12	7,00	4,38	4,82	-	4,02	4,00
		040 Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,80	0,41	2,22	1,85

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Pilotage et soutien 041 aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,70	1,76	-	1,88	2,20
		046 Communication	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		047 Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		124 Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
17		Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32
		042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93
		043 Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	-	0,17	0,26	-	0,20	0,03
		044 Travail décent	1,28	2,92	2,70	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06
		045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	-	3,36	3,02	-	3,28	4,30
18		Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,40	11,56	11,26
		Culture	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		Tourisme	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		046 Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,70
		047 Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49
		124 Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	-	0,13	0,06	-	0,09	0,07
19		Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
19		048 Femme et du genre	na	na	na	na	na	na	na	na	na
19		049 Enfance et famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
19		151 Pilotage des services du ministère	na	na	na	na	na	na	na	na	na
20		Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	8,79	8,26	2,92	7,60	7,50	1,43	8,99	8,89
		052 Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68
		053 Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25
		054 Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,70	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96
		101 Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		102 Formation professionnelle	na	na	na	na	na	na	na	na	na
		103 Promotion de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	na

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
21		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59
		Offre de soin (ex									
	055	Accès aux sevices de santé)	73,00	99,00	119,20	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93
	056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37
	146	Acès aux produits de santé	na	na	na	na	na	na	na	na	na
22		Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	2,93	17,00	14,80	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86
	048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,30	0,60	2,31	0,52	0,60	3,25	1,53
	049	Enfance et famille	1,93	4,20	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,90	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,70	-	1,90	4,17	-	2,56	4,15
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	35,36	348,43	331,78	34,31	353,82	385,12	21,93	465,89	451,07
	058	Accès à l'éducation formelle	31,80	105,46	288,24	31,51	189,30	336,79	18,66	332,06	210,18
	059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,60	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,30	2,02	0,02	2,23	2,03	-	2,48	2,02
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,50	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	-	54,60	196,81
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la	118,82	110,51	105,63	33,18	88,89	88,40	59,24	99,20	95,84

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)									
	062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,50	25,31	49,33	48,91
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,60	29,25	26,05	29,60	32,35	30,47
	064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23,00	9,32	1,22	4,81	6,30	0,70	4,55	6,08
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,20	1,54	1,43
25		Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	12,72	16,84	14,94	7,86	20,36	16,75	4,12	11,85	11,46
	067	Industrie	10,73	6,12	4,70	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74
	068	Commerce	0,03	8,30	7,77	0,73	11,33	8,00	-	1,17	1,01
	069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,70	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45
	070	Secteur privé	-	0,45	0,28	-	0,79	0,65	-	1,16	0,84
	071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	-	1,86	2,41
26		Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	7,42	4,28	4,34	2,73	2,83	0,48	6,06	5,84
	072	Mines (ex Mines et carrières)	-	6,49	3,19	2,42	2,22	2,10	0,26	5,27	5,14
	073	Energie	-	0,00	0,19	-	-	0,07	-	-	-
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,90	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,70
	138	Carrières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
27		Ministère de l'Agriculture, des Aménagements	92,82	129,69	86,49	134,39	135,68	85,63	69,88	99,58	70,40

SECT° PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
	Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)									
	Aménagements									
	075 hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68
	076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40,00	14,64	6,77	11,85	8,83
	077 Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83
	078 Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,40	11,14	4,53	13,32	13,06
	079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45
	080 Pilotage et soutien	2,21	21,80	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55
	081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	082 Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	083 Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na	na	na	na	na	na	na
28	Ressources Animales et Halieutiques	107,99	20,73	16,31	55,71	24,67	17,45	27,71	26,21	24,17
	081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,20	12,83	8,01	9,03	3,58	5,40	6,09
	082 Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,70	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19
	083 Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57
	084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61
	085 Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP
29		Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,61	35,41	19,70	6,41	21,61	15,74	9,41	22,13	17,68
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53
	088	Gouvernance environnementale et développement durable	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39
	089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,30	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24
	090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,20	3,94	5,33	-	3,39	4,36
30		Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1 046,12	211,00	135,48	175,62	123,41	106,34	119,49	166,36	99,30
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 040,32	206,15	130,70	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,80	0,34	0,02	3,00	0,13	0,06	-	0,19	0,17
	093	Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	-	0,67	0,62	-	0,15	0,15
	094	Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1,00	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09
31		Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	30,42	21,39	5,37	49,22	23,80	13,56	19,92	17,16	16,05

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP
		095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14,00
		096 Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	-	0,23	0,23
		097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	-	1,88	1,82
		136 Transformation et écosystème numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
32		Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	1,93	1,87	17,49	7,17	6,84	7,38	10,19	9,52
		098 Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19
		099 Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06
		100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,50	-	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27
35		Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	1,59	0,72
35	019	Droits humains	na	na	na	na	na	na	-	1,20	0,35
35	020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	na	na	na	na	na	na	-	0,26	0,25
35	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	0,13	0,12
37		Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	7,16	20,11	18,52	4,80	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42
		101 Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,10	2,18	3,42	-	2,62	2,68
		102 Formation professionnelle	0,90	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79
		103 Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	-	2,67	1,83
		104 Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	-	2,88	2,50	0,30	1,37	2,12
38		Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (EX	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
		Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)									
	105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81
	106	Architecture et construction	2,00	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93
	107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,70	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,70	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,10
42		Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	84,18	87,48	78,02	90,30	66,28	51,20	27,43	42,86	39,34
42	073	Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
42	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na	na	na	na	na	na	na
42	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
42	088	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na	na	na	na	na	na	na
42	089	Economie verte et changement climatique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,20	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,20
	113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12
43		Ministère de l'Energie	176,30	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61
	073	Energie	173,30	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,20	26,34	21,95
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3,00	3,23	3,22	0,50	0,30	0,53	0,08	0,84	0,66
44		Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
44	150	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na

SECT°	PRO G	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
			AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. E n CP	AE	CP	ORDO. En CP
50		Grande Chancellerie	0,21	0,90	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
	114	Ordres burkinabè	0,21	0,90	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
51		Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
	115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
	116	Contrôle d'Etat	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
54		Conseil Constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,80
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,80
55		Conseil d'Etat	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
56		Cour des Comptes	na	1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
57		Cour de Cassation	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
58		Commission Electorale Nationale Indépendante	na	0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
	121	Elections	-	0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
	122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
60		Médiateur du Faso	na	0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
	123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
61		Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
61	147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
99		Dépenses Communes Interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
	133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
TOTAL GENERAL			2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (fin)

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
01	Présidence du Faso	27,41	31,19	29,57	25,75	36,66	36,53	10,48	132,96	129,58
	001 Pilotage de l'action présidentielle	27,41	23,55	23,76	25,75	28,76	29,24	10,48	124,71	121,95
	002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,67	0,51	-	0,75	0,59	-	0,61	0,43
	003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	-	6,97	5,30	-	7,15	6,70	-	7,65	7,20
02	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
	004 Organisation du travail gouvernemental	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
03	Primature	93,07	39,71	33,69	24,25	29,99	25,22	36,42	46,69	28,72
	005 Soutien à l'action de la Primature (EX Soutien à l'action du Premier Ministre)	0,70	2,73	2,04	0,49	2,99	1,88	0,79	3,37	1,57
	006 Appui à la gouvernance	-	5,97	6,15	0,07	1,47	1,56	-	1,17	1,46
	007 Pilotage des projets stratégiques	92,37	29,17	23,47	23,69	23,64	19,63	35,63	38,00	21,39
	008 Promotion du capital humain	-	1,83	2,03	-	1,89	2,14	-	4,14	4,30
04	Parlement	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
	134 Fonction parlementaire	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
05	Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
	009 Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
08	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	2,68	2,67	-	0,25	0,25			
	029 Intégration africaine	-	1,88	1,88	-	0,09	0,03	na	na	na
	137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	-	0,21	0,14	-	0,11	-	na	na	na
	141 Pilotage et soutien des services du MIABE	0,08	0,58	0,65	-	0,05	0,22	na	na	na
09	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	9,48	57,51	48,29	7,69	79,02	58,11	50,32	202,98	195,33
	010 Sureté de l'Etat	-	-	-	-	-	-	0,75	2,06	2,06
	011 Administration du territoire	0,13	8,89	11,91	1,92	11,07	13,75	0,09	8,55	9,02
	012 Sécurité intérieure	-	-	-	-	-	-	39,13	147,15	140,33
	013 Protection civile	0,80	4,34	4,04	3,55	8,08	5,41	1,60	6,19	5,99
	014 Décentralisation	8,50	39,37	27,90	1,93	55,39	34,34	4,32	22,16	20,55
	015 Etat civil	-	0,24	0,07	0,30	0,67	0,26	0,23	0,50	0,42
	016 Pilotage et soutien des services du MATD	0,05	4,69	4,37	-	3,80	4,35	4,21	16,37	16,96

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	0,82	25,40	25,06	2,69	33,23	32,38	4,76	35,41	32,08
017	Administration judiciaire	0,39	11,65	9,92	1,31	14,49	12,91	2,95	15,22	13,13
018	Administration pénitentiaire	0,43	10,90	9,65	1,38	12,02	11,65	1,59	15,32	11,78
019	Droits humains	-	-	-	-	0,82	0,82	0,03	0,68	0,31
020	Citoyenneté et paix	-	-	-	-	0,20	0,20	0,03	0,62	0,32
021	Pilotage et soutien	-	2,85	5,49	0,01	5,69	6,80	0,16	3,52	6,49
124	Relations avec le Parlement							-	0,05	0,05
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	78,34	223,17	223,17	90,46	254,61	254,61	77,47	377,87	377,87
022	Défense	18,54	19,99	19,99	61,56	64,05	64,05	37,98	149,81	149,81
023	Préparation et emploi des forces	9,31	90,26	90,27	2,89	100,36	100,37	2,09	114,03	114,04
024	Equiperment des forces	19,52	20,32	20,08	8,40	8,95	8,97	8,73	9,30	9,33
025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,92	34,96	34,96	0,83	35,85	35,85	-	46,22	46,21
026	Renforcement du lien Armée-Nation	-	1,27	1,27	0,06	1,35	1,35	0,28	1,62	1,62
027	Pilotage et soutien	30,05	56,36	56,60	16,73	44,05	44,01	28,38	56,89	56,86
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)	2,44	44,51	44,39	8,02	50,74	49,58	3,61	50,05	46,74
028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2,43	40,61	40,63	6,10	42,72	42,60	3,54	42,59	40,75
029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	-	-	-	1,33	1,33	-	1,39	1,30
030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,01	3,90	3,76	1,83	6,37	5,43	0,05	5,78	4,54
137	Gestion des Burkinabé de l'extérieur				0,09	0,33	0,22	0,02	0,28	0,15
13	Ministère de la Sécurité	19,28	115,36	114,21	23,83	120,44	116,09	na	na	na
010	Sûreté de l'Etat	0,75	1,00	1,00	0,75	1,10	1,00	na	na	na
012	Sécurité intérieure	17,97	95,64	79,48	22,50	108,68	79,42	na	na	na
139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,56	18,72	33,73	0,58	10,66	35,67	na	na	na
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	28,44	243,90	262,22	42,17	316,37	326,35	71,14	360,02	391,10
031	Charge de la dette	-	113,38	139,91	-	173,60	191,76	-	195,80	229,50
032	Pilotage de l'Economie et du développement	26,03	49,27	46,55	31,55	58,48	52,65	67,15	81,98	81,52

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
033	Mobilisation des ressources	1,09	27,97	27,16	3,66	27,59	29,23	2,35	26,84	29,06
034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0,21	14,53	11,09	0,04	13,13	10,80	-	11,70	9,67
035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	-	2,77	1,46	0,08	1,99	2,22	0,19	4,59	3,91
037	Relations économiques et financières internationales	-	-	-	-	-	-	na	na	na
038	Pilotage et soutien des services du ministère	1,11	35,98	36,05	6,83	41,59	39,69	1,45	39,12	37,44
15	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	8,49	8,49	1,46	10,16	8,29	0,69	19,76	18,87
039	Culture	0,15	4,50	4,30	0,21	3,48	3,51	-	3,35	3,53
040	Tourisme	0,11	1,84	1,72	0,73	2,21	1,64	-	1,69	1,22
041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	0,05	2,16	2,47	0,52	4,46	3,14	na	na	na
046	Communication							0,03	9,61	9,01
047	Pilotage et soutien							0,64	5,06	5,11
124	Relations avec le Parlement							-	0,05	-
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	9,76	9,71	1,78	13,46	13,41	1,00	13,98	13,37
042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,42	4,09	3,97	0,61	5,37	4,76	0,53	6,37	5,54
043	Réforme de l'administration	-	0,22	0,02	-	0,31	0,08	-	0,40	0,21
044	Travail décent	1,26	2,00	1,63	1,07	4,50	3,45	0,11	4,31	3,27
045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	-	3,45	4,09	0,10	3,29	5,12	0,37	2,90	4,34
18	Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	2,06	15,64	15,63	3,08	14,78	14,63	na	na	na
	Culture									
	Tourisme									
046	Communication	2,06	13,13	13,14	3,00	12,47	12,24	na	na	na
047	Pilotage et soutien	-	2,37	2,42	0,05	2,14	2,28	na	na	na
124	Relations avec le Parlement	-	0,14	0,07	0,03	0,16	0,11	na	na	na
19	Ministère du Genre et de la Famille							0,55	2,96	2,21
19	048 Femme et du genre							0,08	0,90	0,71

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
19 049	Enfance et famille							0,41	1,84	1,39
19 151	Pilotage des services du ministère							0,06	0,23	0,11
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,28	8,23	8,16	18,61	14,97	14,70	12,60	32,77	31,98
052	Sport et activités physiques	2,19	5,58	5,98	18,61	12,57	12,38	8,40	12,01	13,66
053	Loisirs	0,08	0,71	0,21	-	0,18	0,17	0,11	0,30	0,23
054	Pilotage et soutien des services du MSL	0,01	1,94	1,97	-	2,23	2,14	-	4,51	3,87
101	Jeunesse							-	1,99	1,29
102	Formation professionnelle							4,03	9,41	9,18
103	Promotion de l'emploi							0,06	4,55	3,75
21	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	54,27	280,72	271,04	34,29	291,38	284,59	48,20	321,79	311,20
055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	29,48	58,32	129,62	30,88	81,17	147,67	43,78	174,63	184,78
056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	24,54	171,34	116,27	1,97	146,57	81,00	2,98	87,17	79,23
057	Pilotage et soutien aux services de la Santé	0,25	51,06	25,15	0,25	49,57	43,51	1,04	36,33	27,43
146	Accès aux produits de santé				1,20	14,08	12,41	0,40	23,65	19,76
22	Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	0,35	42,78	33,80	2,41	39,52	36,68	4,89	39,33	35,06
048	Femme et du genre	-	7,39	5,68	0,80	2,50	1,14	-	2,09	0,42
049	Enfance et famille	0,30	4,21	1,41	1,14	7,77	3,26	0,01	2,32	0,74
050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,05	28,67	22,50	0,40	26,63	27,85	4,84	32,42	29,79
051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	2,52	4,21	0,07	2,62	4,43	0,04	2,50	4,10
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère	12,46	499,25	495,19	39,39	516,92	507,13	17,37	551,40	539,51

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)									
	058 Accès à l'éducation formelle	11,52	382,13	263,11	35,84	399,03	267,37	14,55	428,34	271,42
	059 Qualité de l'éducation formelle	0,49	62,28	48,17	1,95	69,52	52,23	1,64	87,17	58,79
	060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	10,51	1,54	-	16,36	2,23	0,10	21,35	1,26
	061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,46	44,33	182,37	1,60	32,01	185,29	1,08	14,53	208,04
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	17,64	95,81	92,30	41,33	123,99	122,05	55,48	124,87	116,40
	062 Enseignement supérieur	11,61	47,25	44,11	34,56	74,30	71,69	29,84	68,32	64,43
	063 Fourniture des services sociaux aux étudiants	2,03	26,33	26,91	4,92	29,63	30,85	21,65	35,79	33,05
	064 Recherche scientifique et technologique	2,61	15,12	14,28	0,86	10,34	10,79	2,49	13,41	11,51
	065 Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	0,11	5,49	6,14	0,80	8,37	7,72	0,33	6,83	7,23
	066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1,28	1,62	0,86	0,20	1,36	0,99	1,18	0,52	0,18
25	Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,08	19,45	6,41	2,56	12,37	10,36	0,78	11,49	10,57
	067 Industrie	0,93	2,44	1,70	0,82	1,54	1,16	0,12	1,73	1,10
	068 Commerce	0,58	13,71	0,86	0,47	5,38	4,44	0,05	5,64	4,52
	069 Artisanat	0,39	1,26	0,64	1,17	2,11	0,74	0,42	1,34	0,97
	070 Secteur privé	0,10	0,81	0,58	0,10	1,94	1,23	0,06	1,64	1,14
	071 Pilotage et soutien	0,09	1,24	2,63	-	1,41	2,79	0,14	1,13	2,84
26	Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	5,07	5,03	14,02	30,82	23,65	5,50	6,54	6,40
	072 Mines (ex Mines et carrières)	-	4,13	4,02	-	4,73	4,78	-	4,29	4,48

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
073	Energie	-	-	-	14,02	24,22	17,18	5,50	0,21	0,01
074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,66	0,83	-	1,46	1,30	-	1,76	1,70
138	Carrières	-	0,28	0,18	-	0,41	0,39	-	0,28	0,21
27	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	57,38	95,52	72,04	68,94	134,36	110,50	53,67	128,29	111,66
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	33,56	19,67	18,43	33,73	49,14	46,29	20,40	31,88	34,11
076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3,86	12,51	10,36	2,31	7,54	5,57	2,61	13,59	10,81
077	Economie agricole	5,88	14,67	7,53	8,94	29,70	19,60	12,49	23,29	17,56
078	Développement durable des productions agricoles	13,05	30,13	23,23	21,81	33,16	25,93	4,42	23,02	15,71
079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	0,68	3,47	2,96	0,91	5,43	3,69	0,74	4,61	3,00
080	Pilotage et soutien	0,35	15,07	9,52	1,23	9,38	9,41	0,21	7,73	11,49
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales							7,34	11,49	11,23
082	Productivité et compétitive des productions animales							4,73	7,99	6,11
083	Santé animale et santé publique vétérinaire							0,51	2,85	1,39
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles							0,22	1,84	0,23
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	25,87	35,74	32,64	18,95	30,69	23,88			
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	3,11	6,50	7,01	9,09	16,07	15,82	na	na	na
082	Productivité et compétitivité des productions animales	21,93	23,39	21,98	8,66	7,96	3,35	na	na	na
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	0,04	1,72	0,31	0,82	2,30	0,99	na	na	na

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,03	1,84	0,51	0,26	1,97	0,67	na	na	na
085	Pilotage et soutien	0,75	2,28	2,83	0,12	2,38	3,05	na	na	na
29	Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	4,82	24,22	22,75	5,25	27,14	24,39	-	14,74	14,61
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,06	9,21	10,49	3,02	12,36	11,51	-	8,73	6,68
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,39	2,00	0,70	0,06	1,83	0,50	-	1,38	0,16
088	Gouvernance environnementale et développement durable	0,84	1,89	1,06	0,74	2,17	0,39	-	0,46	0,04
089	Economie verte et changement climatique	0,83	2,45	1,65	0,72	2,18	1,69	-	0,73	0,47
090	Pilotage et soutien	0,70	8,67	8,85	0,72	8,61	10,31	-	3,44	7,26
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	108,29	104,30	91,43	78,17	118,14	103,85	95,47	84,56	66,73
091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	55,24	49,92	37,15	57,48	56,60	43,88	72,13	27,43	11,84
092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	21,13	41,06	40,33	20,20	42,46	40,47	21,92	49,11	45,90
093	Développement de réseau de pistes rurales	31,77	9,82	9,33	0,50	16,62	15,40	1,22	4,94	4,82
094	Pilotage et soutien	0,15	3,50	4,62	-	2,47	4,11	0,20	3,08	4,17
31	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	28,08	32,06	31,96	73,31	113,01	91,18	6,18	11,88	9,32

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	27,80	30,46	30,60	58,92	82,35	64,97	2,94	5,25	4,46
	096 Appui au sous-secteur postal	0,00	0,08	0,09	4,72	5,82	4,84	0,00	0,02	0,01
	097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,18	1,00	0,90	1,71	11,21	10,57	0,45	1,34	1,64
	136 Transformation et écosystème numérique	0,09	0,51	0,38	7,96	13,64	10,80	2,79	5,27	3,21
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,61	9,46	9,31	2,72	13,64	11,52	8,37	11,20	8,59
	098 Transports et météorologie	2,40	7,43	7,21	-	7,29	6,13	7,14	8,56	5,90
	099 Mobilité et sécurité routière	0,21	0,92	0,88	2,72	4,56	3,44	1,24	1,38	1,26
	100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	1,11	1,23	-	1,79	1,95	-	1,26	1,43
35	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	2,02	1,68	-	1,11	1,11	na	na	na
35	019 Droits humains	-	1,16	0,42	-	0,46	-	na	na	na
35	020 Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	-	0,41	0,15	-	0,27	-	na	na	na
35	145 Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,45	1,12	-	0,39	1,11	na	na	na
37	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,51	15,89	14,63	3,23	16,08	14,55	na	na	na
	101 Jeunesse	-	2,00	2,40	-	2,45	2,74	na	na	na
	102 Formation professionnelle	0,45	3,92	3,19	1,24	6,87	5,50	na	na	na
	103 Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	0,06	8,55	7,18	1,92	4,89	3,94	na	na	na
	104 Pilotage et soutien des services du Ministère	-	1,41	1,86	0,07	1,87	2,37	na	na	na
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	6,33	4,43	7,35	10,34	9,64	5,15	9,20	8,59
	105 Planification et aménagement urbain	2,86	2,47	0,53	2,57	3,19	2,81	4,07	6,18	5,62
	106 Architecture et construction	1,89	2,68	2,48	3,10	4,18	4,04	0,50	1,30	0,51

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
107	Accès aux logements décents	0,11	0,35	0,23	1,68	2,21	1,56	0,43	0,95	0,37
108	Pilotage et soutien aux services du MUH	-	0,82	1,18	-	0,77	1,23	0,15	0,77	2,09
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	26,23	43,29	35,86	27,09	54,57	46,00	80,70	108,00	82,56
42	073 Energie							36,21	36,87	21,74
42	086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques							1,63	4,78	4,32
42	087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie							0,13	0,69	0,59
42	088 Gouvernance environnementale et développement durable							0,00	1,20	0,26
42	089 Economie verte et changement climatique							1,45	1,91	1,47
109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	11,42	18,77	18,04	10,93	22,37	20,86	24,63	25,23	22,82
110	Gestion intégrée des ressources en eau	3,10	5,08	1,81	3,02	6,28	3,81	1,21	6,75	4,90
111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	9,31	13,73	11,02	9,34	17,24	13,67	12,15	20,99	18,81
112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	2,34	2,75	2,40	2,90	4,37	4,08	2,29	3,15	2,63
113	Pilotage et soutien	0,06	2,96	2,58	0,90	4,31	3,57	0,99	6,44	5,00
43	Ministère de l'Energie	4,27	37,66	36,03	-	0,38	0,38	na	na	na
073	Energie	4,27	36,97	35,42	-	0,17	0,15	na	na	na
140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	-	0,69	0,62	-	0,22	0,23	na	na	na
44	Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières							-	0,75	0,75
44	150 Pilotage et soutien							-	0,75	0,75
50	Grande Chancellerie	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
114	Ordres burkinabè	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
51	Conseil Supérieur de la Communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14
115	Régulation du secteur de la communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14

SECT°PROG	Programme / Dotation	2020			2021			2022		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
52	Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
116	Contrôle d'Etat	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
54	Conseil Constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
55	Conseil d'Etat	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
56	Cour des Comptes	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
57	Cour de Cassation	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
58	Commission Electorale Nationale Indépendante	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
121	Elections	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
59	Commission de l'Informatique et des Libertés	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
122	Protection des données à caractère personnel	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
60	Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
123	Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
61	Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
61 147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
98	Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
99	Dépenses Communes Interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
133	Dépenses communes interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
TOTAL GENERAL		695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (fin)

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
01		Présidence du Faso	5,66	47,60	47,56
	001	Pilotage de l'action présidentielle	5,66	39,89	39,84
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	0,00	0,45	0,45
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	0,00	7,26	7,26
02		Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,20	1,43	1,42
	004	Organisation du travail gouvernemental	0,20	1,43	1,42
03		Primature	0,59	8,07	7,50
	005	Soutien à l'action de la Primature (EX Soutien à l'action du Premier Ministre)	0,00	2,66	2,57
	006	Appui à la gouvernance	0,00	1,18	1,16
	007	Pilotage des projets stratégiques	0,00	0,48	0,48
	008	Promotion du capital humain	0,59	3,75	3,30
04		Parlement	0,00	19,50	19,50
	134	Fonction parlementaire	0,00	19,50	19,50
05		Conseil Economique et Social	0,15	1,03	1,03
	009	Conseil Economique et Social	0,15	1,03	1,03
08		Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na
	029	Intégration africaine	na	na	na
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na
09		Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation)	39,46	190,03	188,29
	010	Sureté de l'Etat	0,00	1,74	1,74
	011	Administration du territoire	0,40	8,35	8,14
	012	Sécurité intérieure	33,47	122,29	121,88
	013	Protection civile	1,14	2,37	2,01
	014	Décentralisation	4,34	35,01	34,82
	015	Etat civil	0,12	0,34	0,22
	016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,00	19,94	19,48
10		Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	9,69	40,09	39,29
	017	Administration judiciaire	1,19	15,63	15,23
	018	Administration pénitentiaire	8,37	16,53	16,25
	019	Droits humains	0,01	0,31	0,31
	020	Citoyenneté et paix	0,01	0,33	0,32
	021	Pilotage et soutien	0,11	7,18	7,07
	124	Relations avec le Parlement	0,00	0,10	0,10
11		Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	238,29	622,34	622,34
	022	Défense	186,15	333,55	333,55
	023	Préparation et emploi des forces	9,71	156,49	156,49

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	024	Equipement des forces	10,84	11,64	11,64
	025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	2,70	59,30	59,30
	026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,27	1,85	1,85
	027	Pilotage et soutien	28,62	59,51	59,51
12		Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération)	2,20	39,77	39,45
	028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2,20	33,39	33,31
	029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	0,00	1,38	1,39
	030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,00	4,75	4,53
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	0,00	0,24	0,22
13		Ministère de la Sécurité	na	na	na
	010	Sureté de l'Etat	na	na	na
	012	Sécurité intérieure	na	na	na
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	na	na	na
14		Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	90,75	462,29	468,64
	031	Charge de la dette	0,00	234,16	245,39
	032	Pilotage de l'Economie et du développement	78,97	129,91	128,77
	033	Mobilisation des ressources	9,75	46,07	45,01
	034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0,00	10,33	9,64
	035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	na	na	na
	036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,00	3,22	3,16
	037	Relations économiques et financières internationales	na	na	na
	038	Pilotage et soutien des services du ministère	2,03	38,60	36,66
15		Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	na	na	na
	039	Culture	na	na	na
	040	Tourisme	na	na	na
	041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	na	na	na
	046	Communication	na	na	na
	047	Pilotage et soutien	na	na	na
	124	Relations avec le Parlement	na	na	na
17		Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,46	16,26	15,69

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1,21	8,31	7,82
	043	Réforme de l'administration	0,00	0,27	0,27
	044	Travail décent	0,11	4,27	4,24
	045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,14	3,40	3,35
18		Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement)	0,64	19,23	18,65
		Culture	0,00	3,50	3,49
		Tourisme	0,61	1,57	1,29
	046	Communication	0,00	9,49	9,34
	047	Pilotage et soutien	0,03	4,67	4,53
	124	Relations avec le Parlement	na	na	na
19		Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na
19	048	Femme et du genre	na	na	na
19	049	Enfance et famille	na	na	na
19	151	Pilotage des services du ministère	na	na	na
20		Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,35	28,02	25,19
	052	Sport et activités physiques	5,00	15,81	13,19
	053	Loisirs	0,00	0,22	0,21
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	0,00	3,39	3,35
	101	Jeunesse	0,00	1,62	1,60
	102	Formation professionnelle	0,31	4,08	3,95
	103	Promotion de l'emploi	0,05	2,90	2,89
21		Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	41,32	310,26	308,72
	055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	36,02	173,15	172,68
	056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	4,29	80,69	80,60
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé	0,01	38,85	38,51
	146	Accès aux produits de santé	1,00	17,58	16,93
22		Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (EX Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire)	2,09	43,67	43,20
	048	Femme et du genre	0,00	0,98	1,01
	049	Enfance et famille	0,08	2,13	2,08

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	1,82	36,20	36,01
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	0,20	4,36	4,10
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	60,13	588,94	559,81
	058	Accès à l'éducation formelle	50,10	327,18	302,13
	059	Qualité de l'éducation formelle	8,63	85,36	82,22
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	0,20	1,75	1,75
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1,20	174,65	173,71
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (EX Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)	21,63	112,09	106,85
	062	Enseignement supérieur	18,47	57,62	53,31
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	0,00	34,73	34,72
	064	Recherche scientifique et technologique	2,44	11,88	11,54
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	0,64	7,60	7,14
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	0,08	0,25	0,13
25		Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,58	15,90	15,69
	067	Industrie	0,36	0,69	0,58
	068	Commerce	0,06	11,13	11,08
	069	Artisanat	0,00	0,30	0,30
	070	Secteur privé	0,10	2,90	1,31
	071	Pilotage et soutien	0,06	0,88	2,43
26		Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	30,33	61,24	58,32
	072	Mines (ex Mines et carrières)	0,00	4,02	4,01
	073	Energie	30,33	55,27	52,43

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	0,00	1,69	1,63
	138	Carrières	0,00	0,26	0,26
27		Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	57,33	139,37	122,93
	075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	37,43	61,83	52,35
	076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	1,82	13,71	13,25
	077	Economie agricole	7,38	14,51	11,00
	078	Développement durable des productions agricoles	1,01	12,03	11,62
	079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	3,72	6,76	6,62
	080	Pilotage et soutien	0,08	11,66	11,47
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	5,51	14,43	12,39
	082	Productivité et compétitive des productions animales	0,05	2,15	2,12
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	0,25	2,00	1,88
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,09	0,28	0,24
28		Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na
	082	Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na
	085	Pilotage et soutien	na	na	na
29		Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	na	na	na
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na
	088	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	089	Economie verte et changement climatique	na	na	na
	090	Pilotage et soutien	na	na	na
30		Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	28,85	82,88	68,72
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	15,48	34,10	24,61
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	4,13	42,18	38,57
	093	Développement de réseau de pistes rurales	8,00	2,62	1,63
	094	Pilotage et soutien	1,24	3,98	3,92
31		Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	16,04	15,49	15,36
	095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	3,07	3,31	3,19
	096	Appui au sous-secteur postal	0,00	0,02	0,02
	097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,00	1,04	1,04
	136	Transformation et écosystème numérique	12,97	11,13	11,12
32		Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	150,98	68,81	66,91
	098	Transports et météorologie	150,98	65,26	63,37
	099	Mobilité et sécurité routière	0,00	1,89	1,89
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	0,00	1,66	1,65
35		Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na
35	019	Droits humains	na	na	na
35	020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	na	na	na
35	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na
37		Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	na	na	na
	101	Jeunesse	na	na	na

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	102	Formation professionnelle	na	na	na
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	na	na	na
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	na	na	na
38		Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (EX Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville)	0,89	5,93	5,36
	105	Planification et aménagement urbain	0,35	3,07	2,68
	106	Architecture et construction	0,02	0,71	0,70
	107	Accès aux logements décents	0,42	0,58	0,42
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,10	1,57	1,55
42		Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement)	25,50	75,05	69,76
42	073	Energie	0,00	0,08	0,08
42	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	1,78	5,76	5,29
42	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,01	2,07	0,44
42	088	Gouvernance environnementale et développement durable	0,26	1,00	0,99
42	089	Economie verte et changement climatique	2,21	3,22	3,19
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	12,94	21,52	20,23
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	1,49	3,71	2,69
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	5,91	21,88	21,27
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	0,65	1,22	1,13
	113	Pilotage et soutien	0,26	14,59	14,44
43		Ministère de l'Energie	na	na	na
	073	Energie	na	na	na
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	na	na	na
44		Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na
44	150	Pilotage et soutien	na	na	na
50		Grande Chancellerie	0,00	0,97	0,97
	114	Ordres burkinabè	0,00	0,97	0,97
51		Conseil Supérieur de la Communication	0,00	0,99	0,98
	115	Régulation du secteur de la communication	0,00	0,99	0,98
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,09	2,71	2,34

SECT°	PROG	Programme / Dotation	2023*		
			AE	CP	ORDO. En CP
	116	Contrôle d'Etat	1,09	2,71	2,34
54		Conseil Constitutionnel	0,00	0,79	0,79
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	0,00	0,79	0,79
55		Conseil d'Etat	0,00	1,01	1,01
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0,00	1,01	1,01
56		Cour des Comptes	0,04	1,70	1,70
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	0,04	1,70	1,70
57		Cour de Cassation	0,03	1,68	1,68
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,03	1,68	1,68
58		Commission Electorale Nationale Indépendante	0,00	0,49	0,49
	121	Elections	0,00	0,49	0,49
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,10	0,67	0,67
	122	Protection des données à caractère personnel	0,10	0,67	0,67
60		Médiateur du Faso	0,06	0,68	0,68
	123	Médiateur du Faso	0,06	0,68	0,68
61		Commission Nationale des Droits Humains	0,02	0,43	0,43
61	147	Défense des Droits Humains	0,02	0,43	0,43
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	34,58	34,58
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	34,58	34,58
99		Dépenses Communes Interministérielles	0,00	364,17	360,65
	133	Dépenses communes interministérielles	0,00	364,17	360,65
TOTAL GENERAL			840,20	3 426,14	3 343,14

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie et des Finances	158,56	177,20	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	228,39
Dépenses Communes Interministérielles	0,98	16,97	0,70
Total	159,55	194,17	229,10

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,46	0,82	0,82	1,00	0,70

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)(fin)

	2023*	
	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	1,79	1,76

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	113,38	139,91	173,60	191,76	195,80	229,50

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (fin)

	2023*	
	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie et des finances	234,16	245,39

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Présidence	1,26	1,25	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,29	0,33	0,38
Premier Ministère	0,58	0,69	0,87
Parlement	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,17	0,17	0,20
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et Réformes Politiques	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	0,24	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité.	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	32,32	34,83	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité intérieure	na	na	50,83
Ministère de la Justice	8,00	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains.	na	na	na
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion. Civique	na	9,46	13,85
Ministère de la Défense	na	na	na
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	65,72	70,30	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	13,31	12,63	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	15,40
Ministère de la Sécurité	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	20,38	21,05	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	26,51
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	2,06	1,92	2,17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et la Sécurité. Sociale	2,44	2,68	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	na	na	3,25
Ministère de l'Information	na	na	na
Ministère de la Communication	1,50	na	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec CNT	na	1,78	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	2,17
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	0,67	0,73	1,00
Ministère des Sports et des Loisirs	1,25	1,35	1,76
Ministère de la Santé	48,67	51,90	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	6,12	6,07	na
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	na	na	7,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	139,60	156,58	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na

Ministère et institution	2014	2015	2016
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	43,53	45,84	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,16	1,16	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,49	0,51	0,63
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na
Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique.	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	6,76	na	na
Ministère. de l'Agriculture RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	8,75	na
Ministère. de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	na	na	11,46
Ministère des Ressources Animales	na	3,73	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	3,43	na	4,73
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	4,55	na	na
Ministère de l'Environnement et des Ressources. Halieutiques	na	4,94	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	6,26
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	2,22	2,30	na
Ministère des Infrastructures	na	na	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na
Ministère des Postes et Télécommunications	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie. Numérique.	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,43	0,51	0,55
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,67	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na
Ministère de la Jeunesse et de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	1,43	1,66	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion. Professionnelle	na	na	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,81	0,83	0,99
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	0,95	1,45	1,73
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	na	na	56,74
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	0,69	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	1,30	na	na
Grande Chancellerie	0,05	0,06	0,06
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,16	0,21	0,28
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,33	0,33	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	0,41

Ministère et institution	2014	2015	2016
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,34	0,41	0,53
Conseil d'Etat	0,29	0,29	0,45
Cour des Comptes	0,50	0,47	0,69
Cour de Cassation	0,52	0,43	0,78
Médiateur du Faso	na	na	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	20,87	19,85	6,33
Total	436,08	467,47	556,88

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,80	3,78
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62
Primature	0,89	0,89	0,95	1,38	1,30	1,29
Conseil Economique et Social	0,18	0,18	0,20	0,21	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,60	83,58	83,58	117,61	117,61
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44
Ministère de la Sécurité	na	na	48,25	49,21	77,99	77,78
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,30	2,30	2,58	2,85	3,07	3,06
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	1,81	1,82	1,86	1,90	2,02	2,02
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	71,70	71,69	75,89	78,71	102,36	102,24
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire°)	8,61	8,60	7,94	8,31	8,08	8,04
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,81	0,81	0,48	0,66	0,70	0,70
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)						
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique						
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	2,71	2,71	2,17	3,12	3,00	2,99
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95
Dépenses Communes Interministérielles	2,40	0,02	74,73	-	-	-
Total	620,89	619,31	705,52	695,70	845,90	844,24

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,80	4,80	5,11	5,11	4,64	4,64
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,58	0,58	0,56	0,56	0,66	0,66
Primature	1,50	1,50	1,52	1,52	1,55	1,55
Conseil Economique et Social	0,20	0,20	0,18	0,18	0,20	0,20
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,55	0,55	0,25	0,25	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	11,26	11,26	11,30	11,30	98,15	98,15
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	19,96	19,96	22,52	22,52	23,38	23,38
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	119,37	119,37	136,29	136,29	152,44	152,44
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	24,67	24,66	19,90	19,90	23,92	21,02
Ministère de la Sécurité	82,98	82,98	82,89	82,88	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	34,73	34,73	34,68	34,68	35,64	35,64
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	3,32	3,32	3,47	3,47	5,25	5,25
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,67	3,67	3,79	3,79	3,76	3,76
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,22	2,22	1,73	1,73	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,34	2,34	2,26	2,26	5,44	5,44
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	121,14	121,13	131,96	131,96	134,15	134,14
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire°)	8,46	8,46	8,32	8,32	7,95	7,95
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	396,27	395,48	421,01	420,57	452,48	452,47
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	8,28	8,56	8,56	9,77	9,77
Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,30	2,30	2,40	2,40	2,44	2,44
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	1,01	1,01	1,45	1,45	1,93	1,93
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	12,27	12,27	11,95	11,95	18,45	18,45
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6,19	6,19	6,14	6,13		
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	11,44	11,44	12,86	12,86	13,58	13,58
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	2,73	2,73	2,80	2,80	2,86	2,86
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,76	0,76	0,94	0,94	1,55	1,55

	2020		2021		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,26	1,26	1,35	1,35	1,58	1,58
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,90	0,90	1,11	1,11	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,22	3,22	3,25	3,25	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	1,36	1,36	1,58	1,58	2,55	2,55
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	2,71	2,71	2,89	2,89	3,05	3,05
Ministère de l'Energie	0,71	0,71	0,38	0,38	na	na
Grande Chancellerie	0,14	0,14	0,14	0,14	0,17	0,17
Conseil Supérieur de la Communication	0,37	0,37	0,38	0,38	0,43	0,43
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,49	0,49	0,65	0,65	0,61	0,61
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47	0,52	0,52	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,85	0,85	0,66	0,66	0,68	0,68
Cour des Comptes	1,16	1,16	1,06	1,06	1,20	1,20
Cour de Cassation	1,35	1,35	1,16	1,16	1,06	1,06
Dépenses Communes Interministérielles	0,02	0,02	0,02	-	0,03	0,02
Total	898,01	897,20	950,00	949,52	1 012,03	1 009,11

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,67	4,67
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,68	0,68
Primature	1,52	1,52
Conseil Economique et Social	0,21	0,21
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	nd	nd
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	101,52	101,52
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	26,74	26,74
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	200,71	200,71
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	15,36	15,36
Ministère de la Sécurité	nd	nd
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	35,07	35,07
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	4,98	4,99
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,70	3,70
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	nd	nd
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,28	5,27
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	143,54	143,54
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire°)	7,52	7,52
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	480,24	480,21
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	11,22	11,22
Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,42	2,42

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	1,81	1,81
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	18,42	18,42
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	nd	nd
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	nd	nd
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	2,95	2,95
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,22	1,22
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,88	1,88
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	nd	nd
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)		
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	2,23	2,23
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	18,31	18,31
Ministère de l'Energie		
Grande Chancellerie	0,18	0,18
Conseil Supérieur de la Communication	0,42	0,42
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,63	0,64
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47
Conseil d'Etat	0,76	0,76
Cour des Comptes	1,16	1,16
Cour de Cassation	1,10	1,10
Dépenses Communes Interministérielles	0,26	-
Total	1 097,18	1 096,90

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Présidence	5,02	5,64	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,26	0,27	0,23
Premier Ministère	0,57	0,66	0,84
Parlement	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,48	0,47	0,59
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	0,20	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	7,07	7,41	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	8,66
Ministère de la Justice	2,83	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	3,56	3,26
Ministère de la Défense	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	6,50	10,60	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	10,70	11,74	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	13,10
Ministère de la Sécurité	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	4,49	5,47	0,00
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	5,55
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na

Ministère et institution	2014	2015	2016
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,39	0,48	0,35
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	1,89	2,05	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	2,40
Ministère de l'Information	na	na	na
Ministère de la Communication	0,90	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	1,06	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	0,99
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,25	0,35	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,54	0,65	3,92
Ministère de la Santé	9,85	12,44	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,64	0,68	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	0,59
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	7,27	6,95	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	1,90	2,58	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	0,36	0,44	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,22	0,28	0,18
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na
Min. de l'Agriculture & et de l'Hydraulique.	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	0,92	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	1,64	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	0,94
Ministère des Ressources Animales	na	0,72	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,73	na	0,62
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,57	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	0,95	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	0,80
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	1,89	2,05	na
Ministère des Infrastructures	na	na	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	1,19	1,23	1,34
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique.	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,20	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na

Ministère et institution	2014	2015	2016
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	0,21	0,28	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,45	0,50	0,46
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	0,33	na	na
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	0,17	na	na
Ministère RechScientifq et Innovation	0,65	0,48	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	2,11
Grande Chancellerie	0,24	0,29	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,17	0,54	0,25
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,40	0,42	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	0,27
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,25	0,48	0,22
Conseil d'Etat	0,18	0,28	0,19
Cour des Comptes	0,31	0,35	0,31
Cour de Cassation	0,14	0,20	0,19
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na
Médiateur du Faso	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	3,32	4,13	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	27,03	29,48	16,78
Total	101,68	117,79	127,20

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34
Primature	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,50	0,46	0,82	0,70
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66
Ministère du Genre et de la Famille						

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières						
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71
Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63
Total général	180,34	173,91	198,55	192,47	209,96	201,10

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	5,78	5,67	7,88	7,79	6,04	5,57
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,28	0,28	0,36	0,36	0,38	0,36
Primature	1,15	1,15	1,31	1,21	1,31	1,21
Conseil Economique et Social	0,57	0,57	0,59	0,58	0,53	0,51
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,37	0,36	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	3,10	2,89	3,79	3,71	13,44	12,72
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	3,00	2,98	3,98	3,88	4,51	4,20
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	19,98	19,98	20,73	20,73	20,41	20,41
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	17,06	16,95	20,79	20,59	20,42	20,03
Ministère de la Sécurité	6,58	5,95	6,99	6,88	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	26,91	26,77	30,30	29,89	35,35	33,94
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,58	0,58	0,61	0,60	2,42	1,99
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	0,42	0,18
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,09	2,05	2,94	2,92	3,51	3,33
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	1,54	1,54	1,47	1,34	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,35	3,31	6,50	6,45	6,30	6,21
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	18,53	18,32	19,28	19,04	23,26	22,86
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,11	1,03	1,40	1,33	1,08	0,96
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	24,05	23,73	28,61	28,34	37,10	34,76

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,03	1,99	2,56	2,49	2,63	2,18
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,45	0,44	0,57	0,55	0,54	0,50
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,27	0,23	0,51	0,39	0,50	0,43
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	1,24	1,22	1,48	1,47	2,30	2,18
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,68	0,64	0,87	0,86	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	1,16	1,31	1,27	0,39	0,32
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1,66	1,59	1,91	1,88	1,88	1,68
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,14	1,14	1,10	1,07	1,06	0,96
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,52	0,51	1,32	1,31	0,87	0,82
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,26	0,25	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,33	0,33	0,40	0,38	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,46	0,46	0,44	0,40	0,33	0,32
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	0,55	0,52	0,72	0,67	2,12	1,78
Ministère de l'Energie	0,21	0,20	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières					0,38	0,38
Grande Chancellerie	0,60	0,60	0,69	0,69	0,79	0,79
Conseil Supérieur de la Communication	0,34	0,34	0,47	0,47	0,59	0,59
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,69	0,68	0,82	0,81	1,12	1,10
Conseil Constitutionnel	0,29	0,29	0,32	0,32	0,31	0,25
Conseil d'Etat	0,20	0,20	0,22	0,22	0,24	0,24
Cour des Comptes	0,31	0,31	0,33	0,33	0,65	0,65
Cour de Cassation	0,21	0,21	0,22	0,21	0,27	0,27
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,14	0,14	0,21	0,21	0,20	0,20
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,03	0,03	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,15	0,15	0,25	0,25	0,29	0,29
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	31,25	23,13	20,47	19,48	20,78	19,45
Total général	186,20	175,82	199,95	196,73	219,71	209,59

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	7,87	7,83
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,55	0,54
Primature	1,41	1,39
Conseil Economique et Social	0,67	0,67
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur		
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	10,50	9,81
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	5,02	4,91
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	23,16	23,16
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	20,27	19,96
Ministère de la Sécurité		
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	32,72	31,32
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,46	2,39
Ministère du Genre et de la Famille		
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5,70	5,60
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement		
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	9,41	9,32
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	19,56	19,02
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,95	1,70
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	36,12	34,43
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,54	2,25
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,50	0,48
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,60	0,52
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	2,30	2,16
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques		
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)		
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1,69	1,65
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,83	0,80
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,94	0,93
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique		
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)		
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,56	0,53
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	2,08	2,00
Ministère de l'Energie		
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières		
Grande Chancellerie	0,80	0,80
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,45
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,11	1,06
Conseil Constitutionnel	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,25	0,25
Cour des Comptes	0,49	0,49
Cour de Cassation	0,36	0,36

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,24	0,24
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,41	0,41
Médiateur du Faso	0,20	0,20
Commission Nationale des Droits Humains	0,26	0,26
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,97	4,97
Dépenses Communes Interministérielles	18,89	17,99
Total général	218,17	211,17

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2022 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2023 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Présidence	0,32	0,59	1,69
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na	na	na
Premier Ministère	2,83	2,31	2,61
Parlement	9,48	8,16	na
Assemblée Nationale	na	na	12,66
Conseil Economique et Social	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	4,52	14,80	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	11,18
Ministère de la Justice	0,76	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	1,14	0,93
Ministère de la Défense	na	na	na
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combatants	2,22	2,63	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,55	0,69	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,46
Ministère de la Sécurité	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	17,51	13,94	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	11,44
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,41	1,58	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	2,08	2,66	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	2,73
Ministère de l'Information	na	na	na
Ministère de la Communication	3,55	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	1,81	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	4,56
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,39	0,26	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,73	0,68	0,57
Ministère de la Santé	26,22	29,48	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2,04	2,13	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	20,03	12,03	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na

Ministère et institution	2014	2015	2016
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	38,75	42,02	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	53,71
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,43	1,20	1,60
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	2,73	3,04	2,62
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	1,28	na	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	2,35	na
Ministère des Ressources Animales	na	1,03	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	1,47	na	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	1,60
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,64	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	0,95	na
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	0,56	0,72	na
Ministère des Infrastructures	na	na	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	0,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,19	0,34	0,31
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,32	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	3,57	3,33	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,01	0,01	0,01
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	4,23	4,06	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	7,40	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	0,22	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	0,17
Grande Chancellerie	na	na	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,15	0,11	0,11
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	na
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na
Conseil d'Etat	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,37	0,16	0,21
Commission Informatique et des Libertés	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	0,46	0,48	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	181,37	165,88	166,79
Total	340,12	320,90	365,89

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58
Primature	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02
Ministère du Genre et de la Famille						
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95
Ministère de l'Energie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières						
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41
Commission Nationale des Droits Humains						
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20
Total	442,46	436,34	409,19	398,33	493,98	449,86

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,59	4,59	5,00	5,00	5,49	5,49
Primature	9,06	9,06	4,66	4,61	5,29	5,19
Parlement	17,44	17,44	19,39	17,39	9,99	9,99
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	1,67	1,67	na	na	na	na
Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	13,02	13,02	15,10	14,62	14,79	14,76
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	1,30	1,29	2,53	2,53	2,11	2,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	5,18	5,18	5,59	5,59	15,84	15,84
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,34	0,34	2,22	2,22	2,03	2,03
Ministère de la Sécurité	3,91	3,87	3,96	3,95	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	25,53	24,85	30,23	30,06	33,87	33,61
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	4,49	4,49	3,11	3,11	11,03	11,01
Ministère du Genre et de la Famille					0,98	0,78
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,55	3,55	5,67	5,66	5,69	5,68
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	9,51	9,51	8,51	8,48	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,44	0,44	0,63	0,63	6,50	6,44
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	68,24	68,24	74,84	74,73	70,93	70,16
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	17,19	17,18	7,49	7,48	9,16	9,10
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,97	21,83	29,70	28,67	30,03	28,82
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	65,22	65,22	71,29	71,29	72,04	72,02
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	14,15	2,14	6,06	6,02	6,53	6,46
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	3,79	3,79	11,02	8,76	4,05	4,05
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX	2,39	2,37	3,39	2,31	3,71	3,66

	2020		2021		2022	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)						
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,91	0,91	0,94	0,94	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	2,08	2,07	2,50	2,50	0,74	0,71
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	0,56	0,56	0,35	0,35	0,35	0,35
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,61	0,51	1,21	1,21
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,67	0,67	1,30	1,20	0,85	0,85
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,31	0,31	0,00	0,00		
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	9,10	9,10	6,28	6,28	na	na
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	0,00	0,00	0,03	0,03	0,04	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	4,25	4,24	3,19	3,17	5,35	5,22
Ministère de l'Energie	12,96	12,96	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières			na	na	0,37	0,37
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,17	0,17	0,21	0,20	0,20	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,23	0,23	0,22	0,22
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,34	0,34	0,36	0,36	0,36	0,36
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,41	0,41	0,42	0,42
Commission Nationale des Droits Humains			na	na	0,45	0,30
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,98	18,98	19,04	19,04
Dépenses Communes Interministérielles	135,57	121,14	101,29	100,82	156,36	154,64
Total	479,87	452,48	447,20	439,23	496,16	491,26

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (fin)

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	13,64	13,64
Primature	3,82	3,71
Parlement	10,00	10,00
Conseil Economique et Social	0,00	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur		
Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	14,09	14,07
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	2,14	2,14
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	12,84	12,84
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	1,92	1,92
Ministère de la Sécurité		
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	49,50	48,08
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	10,99	10,93
Ministère du Genre et de la Famille		
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5,90	5,90
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement		
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	6,98	6,98
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	73,35	72,86
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	10,49	10,49
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	29,74	27,43
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	74,43	74,41
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	12,45	12,41
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	6,09	6,04
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	3,69	3,66
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques		
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)		
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	0,39	0,39
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,71	0,71
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,27	1,23
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique		
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)		
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	0,10	0,10
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	3,76	3,73
Ministère de l'Energie		
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières		
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,00
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,24	0,24

	2023*	
	CP	Ord. En CP
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,10	0,10
Médiateur du Faso	0,42	0,42
Commission Nationale des Droits Humains	0,15	0,15
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19,04	19,04
Dépenses Communes Interministérielles	170,24	169,99
Total	538,82	533,96

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) les données de 2022 sont celles du projet de loi de règlement et celles de 2023 sont de l'avant projet de la loi de règlement.

Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2014	2015	2016
Présidence	11,77	7,81	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement-Conseil des Ministres	0,04	na	na
Premier Ministère	10,89	21,26	16,82
Parlement	2,18	na	na
Conseil Economique et Social	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	8,04	31,10	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	na	na	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	16,36
Ministère de la Justice	2,33	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	1,65	0,82
Ministère de la Défense	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	12,26	4,00	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,45	12,03	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	5,50
Ministère de la Sécurité	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	38,80	32,72	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	35,02
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,07	1,20	0,41
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	0,61	0,97	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	0,73
Ministère de l'Information	na	na	na
Ministère de la Communication	2,93	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	4,50	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,06	na	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,03	0,39	1,21
Ministère de la Santé	8,28	17,14	23,66
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1,89	2,49	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	2,28
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	13,34	7,81	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	7,93	1,01	na

Ministère et institution	2014	2015	2016
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	8,84
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	2,53	0,48	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,69	5,26	6,15
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	26,56	na	na
Min Agri RessHydrAss & Séc Alimentaire	na	57,80	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	34,36
Ministère des Ressources Animales	na	2,12	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	7,21	na	3,64
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	2,05	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	1,98	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	2,55
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	29,90	32,17	na
Ministère des Infrastructures	na	na	56,01
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	2,64	0,39	0,97
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,30	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	12,06	6,05	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	6,17	4,01	4,76
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	0,71	0,36	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	0,53	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	26,01	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	24,20
Grande Chancellerie	0,44	0,10	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	na	na	na
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,29	0,03	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	0,06
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	0,04
Conseil d'Etat	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na
Cour de Cassation	0,04	0,06	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	18,53	7,08	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	30,56	17,93	16,41
Total	290,13	281,89	319,45

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12
Primature	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24
CES									
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15
Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation)	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,13
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	na	na	na
Cour des Comptes									
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	na	na	na	na	na	na
Médiateur du Faso	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48
Total	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite)

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	27,41	14,71	14,51	25,75	18,67	18,63	7,98	114,28	113,88
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,10	0,04	0,21	0,26	0,20	0,10	0,10	0,10
Primature	4,95	5,93	5,93	8,83	7,24	6,91	11,30	10,94	10,18
Parlement	1,50	1,50	1,50	7,40	7,40	7,40			
CES				0,10	0,10	0,10	0,06	0,06	0,06
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na
Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	1,77	8,30	8,28	6,67	13,56	12,88	28,17	51,86	51,42
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	0,82	1,14	0,82	2,69	4,20	3,45	4,76	4,55	2,38
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,34	78,64	78,64	90,46	92,00	92,00	77,47	189,17	189,17
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,44	2,44	2,43	8,02	7,84	6,87	3,61	3,69	3,67
Ministère de la Sécurité	19,17	21,64	21,40	22,29	23,23	22,38	na	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	12,89	15,39	15,24	21,04	20,84	16,66	12,55	13,61	13,04
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	0,10	0,10	1,11	1,64	1,11	0,41	0,77	0,62
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	0,46	0,44	1,78	1,07	1,03	1,00	1,03	0,60
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,06	2,36	2,36	3,08	3,08	3,08	na	na	na
Ministère du Genre et de la Famille							0,33	1,02	0,76
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX	2,28	2,10	2,07	18,61	5,58	5,36	9,36	8,60	7,94

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Sports et des Loisirs)									
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	20,46	40,76	36,45	33,72	52,95	50,25	27,02	55,74	48,84
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	0,14	0,59	0,48	2,03	2,50	1,83	0,51	1,87	1,03
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	7,52	8,59	7,94	10,57	11,44	9,98	10,20	15,53	8,16
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	9,62	8,90	15,41	12,13	11,38	18,78	11,38	10,02
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,80	1,53	1,53	1,66	1,97	1,39	0,78	1,56	1,17
Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	-	-	1,23	9,25	5,79	-	0,06	-
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	22,88	37,19	34,01	24,85	49,57	41,27	15,69	50,84	42,53
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8,37	7,89	7,86	2,00	4,15	3,39	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,12	4,47	3,84	3,33	4,88	4,32	-	0,03	-
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	57,59	56,57	54,98	20,19	60,85	58,62	13,96	55,66	52,85
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique,	1,55	3,27	3,22	2,92	4,27	3,36	3,77	4,12	2,77

	2020			2021			2022		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
des Postes et de la Transformation Digitale)									
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,50	5,85	5,84	2,72	7,33	5,32	7,85	5,32	4,63
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,21	0,21	-	-	-			
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,51	1,53	1,48	1,12	3,37	2,73	na	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	3,72	2,61	6,17	7,02	6,48	1,13	3,36	2,78
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	14,05	23,86	22,33	19,71	36,79	35,08	47,48	48,50	41,48
Ministère de l'Energie	2,87	5,27	5,11	na	na	na	na	na	na
Grande Chancellerie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	-	-	-	0,05	0,05	0,01	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	1,21	1,21	1,48	1,46	1,46	0,10	0,10	0,10
Conseil d'Etat	0,06	0,06	0,06	0,05	0,04	0,03	0,05	0,05	0,05
Conseil Constitutionnel	na	na	na	0,05	0,04	0,03	na	na	na
Cour des Comptes				0,05	0,05	0,05	na	na	na
Cour de Cassation	0,07	0,07	0,07	0,10	0,10	0,10	na	na	na
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	na	0,05	0,05	0,05	0,20	0,20	0,19
Médiateur du Faso	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	14,83	14,83	7,95	18,30	18,30	10,50	16,90	16,47
Dépenses Communes Interministérielles	2,70	55,57	45,02	3,34	50,81	49,93	1,50	105,33	101,54
Total	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,22	316,61	776,25	728,44

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (fin)

	2023*		
	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	5,66	21,41	21,41
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,20	0,20	0,20
Primature	0,59	1,31	0,88
Parlement		9,50	9,50
CES	0,15	0,15	0,15
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur			
Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	24,91	33,04	32,17
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	9,64	6,14	5,46
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	238,29	385,63	385,63
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,20	2,21	2,20
Ministère de la Sécurité			
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	7,37	9,24	8,37
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,64	0,80	0,34
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,46	0,96	0,49
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement			
Ministère du Genre et de la Famille			
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	5,33	5,29	2,56
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	9,83	20,12	19,61
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	0,67	3,45	3,23
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	41,24	10,66	6,77
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	14,59	9,84	8,38
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,58	0,53	0,38
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	4,00	3,31	3,28
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	10,72	39,62	36,55
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques			
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)			
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	16,57	40,77	36,63
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	3,14	2,38	2,29
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	13,21	16,07	16,07
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique			
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)			
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,89	1,53	0,99
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	18,28	28,39	25,83
Ministère de l'Energie			
Grande Chancellerie			
Conseil Supérieur de la Communication			
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,09	0,96	0,65
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00

	2023*		
	AE	CP	ORDO. En CP
Cour des Comptes	0,04	0,04	0,04
Cour de Cassation	0,03	0,03	0,03
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,10	0,17	0,17
Médiateur du Faso	0,06	0,06	0,06
Commission Nationale des Droits Humains	0,02	0,02	0,02
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	8,77	10,57	10,57
Dépenses Communes Interministérielles	0,00	166,17	164,09
Total	440,23	830,56	804,97

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) les données de 2022 sont celles du projet de loi de règlement et celles de 2023 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	9,12	4,68	6,99

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.36 : Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite)

Ministère et Institution	2020			2021			2022		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55	10,00	4,90	4,83

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (fin)

Ministère et Institution	2023*		
	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	0,00	6,82	6,82

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) les données de 2022 sont celles du projet de loi de règlement et celles de 2023 sont de l'avant-projet de la loi de règlement.

QUATRIEME PARTIE

SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

4.1. Encours de la dette

Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette extérieure	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57	2 464,25	2 852,48	2 870,14	2 982,76
Dette multilatérale	1 194,75	1 377,72	1 524,21	1 505,38	1 664,38	1 946,03	2 178,09	2 528,78	2 534,44	2 644,92
Fonds monétaire international*	107,62	122,05	129,23	109,35	106,45	134,04	213,90	199,17	na	na
Association internationale pour le développement	511,17	629,50	732,93	729,92	834,35	980,35	1 082,94	1 242,36	1 343,55	1 419,03
Fonds africain développement	253,20	280,42	291,20	298,44	313,72	329,21	352,74	358,94	363,89	367,61
Autres dettes extérieures	322,76	345,74	370,85	367,67	409,87	502,43	528,52	728,32	827,00	858,28
Dette bilatérale	218,11	237,35	241,93	221,74	224,24	224,24	250,78	266,41	281,70	272,90
Club de Paris	55,77	42,51	50,68	58,11	86,23	87,37	108,13	103,78	138,90	140,67
Hors Club de Paris	162,34	194,84	191,25	163,64	138,01	136,87	142,64	162,64	142,79	132,23
Créditeurs privés	na	na	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00	64,95
Banques commerciales	na	na	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00	64,95

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

(*) A partir de 2022, la dette du FMI est considérée comme une dette intérieure et est comptabilisée dans « autres dettes (BCEAO) »

Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette intérieure	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42	3 326,23	4 081,144	149,61
Bons du Trésor	104,14	119,89	225,00	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46	86,86	157,49
Obligations du Trésor	297,70	340,72	416,72	683,11	971,38	1 260,86	1 619,37	2 299,49	2 703,643	031,14
Dettes titrisées	47,14	29,92	5,27	4,39	160,40	148,84	136,20	41,64	299,01	72,78
Banques commerciales	74,11	82,92	62,97	49,04	35,10	123,80	315,64	537,00	715,30	554,89
Arriérés audités non-titrisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes (BCEAO)	0,00	0,00	21,01	13,90	6,83	1,02	0,20	91,64	276,33	333,32

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.2. Service de la dette publique

Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)

Type de dette	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Service de la dette extérieure	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91	101,16	145,92	172,39
Amortissement	30,81	32,88	39,38	50,21	55,08	59,58	61,37	72,53	111,71	129,20
Charges, intérêts et commissions	14,70	15,87	16,94	20,16	23,06	20,87	23,55	28,63	34,21	43,18
Service de la dette intérieure	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62	705,84	563,33	961,99
Amortissement	81,47	91,72	122,06	109,47	103,64	233,91	350,67	542,63	368,29	715,33
Charges, intérêts et commissions	29,43	27,88	50,01	49,46	74,26	30,71	122,95	163,22	195,05	246,67
Total service de la dette publique	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53	807,00	709,26	1 134,38

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.3. Ratios d'endettement

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=55	20,60	19,32	22,90	25,00	30,90	33,60	42,50	44,30	51,73	nd
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	54,60	53,41	61,70	57,40	70,00	138,86	67,50	39,40	45,45	nd
Valeur actualisée de la dette/Rev*	<=250	96,60	93,57	92,60	88,80	132,00	158,62	na	na	na	na
Service de la dette /XBS	<=15	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91	2,90	3,10	4,40	5,40
Service de la dette /Rev	<=18	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80	6,20	6,50	6,90
Encours de la dette (en milliards FCFA)		1 935,94	2 188,51	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53	4 777,67	6 178,71	6 951,28	7 132,37
PIB nominal (en milliards FCFA)		6 119,57	6 162,49	6 444,23	7 177,42	7 866,31	8 260,13	10 121,95	10 802,45	11 752,84	12 425,67
Encours/PIB (%)		31,64	35,51	38,75	38,55	42,79	48,03	47,20	57,20	59,15	57,40

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

(*)l'indicateur VA/Rev n'est plus suivi depuis 2020

4.4. Tirages sur emprunts

Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette extérieure	60,83	145,10	170,67	146,08	214,17	336,70	431,82	423,20	287,73	259,08
Multilatéraux	57,12	131,30	152,10	113,94	193,47	321,62	353,82	379,01	251,00	220,42
Prêts programme	3,79	54,64	81,94	3,53	13,99	103,70	142,07	60,62	56,74	0,00
Prêts projets	53,34	76,66	70,16	110,41	179,48	217,92	211,75	318,39	194,26	220,42
Bilatéraux	3,71	13,80	18,57	16,27	12,92	15,07	54,52	22,72	36,74	18,72
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18	31,96	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	3,71	13,80	18,57	16,27	12,92	5,89	22,57	22,72	36,74	18,72
Créditeurs privés	na	na	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00	19,95
Prêts programme	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	na	na	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00	19,95
Dette intérieure	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62	672,45
Emprunts obligataires intérieurs	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62	672,45
Total tirages	102,51	241,82	335,67	497,86	561,36	699,50	1 067,59	1 356,83	941,36	931,53

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Annulation du service FMI/ COVID 19	na	na	na	na	na	na	14,30	16,63	0,62	0,00
Annulation de 3 prêts /Chine	na	na	na	na	na	na	na	na	16,21	na
Total allègements obtenus	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	46,26	48,59	48,79	31,96

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

CINQUIEME PARTIE

SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Prêts	256,73	277,97	313,74	282,25	416,46	532,16	745,55	671,88	584,80	914,11
Subventions	848,29	822,72	781,04	857,38	1 023,76	1 016,56	1 396,11	1 497,82	1 238,74	1 409,65
Ensemble	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,64	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2 323,76

Source : Direction générale de la coopération

(*) données provisoires

Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux de 2014 à 2020 (millions \$US)⁵

Secteurs\sous-secteurs	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appui programme	197,72	264,71	267,00	22,72	152,23	1,20	0,85
Appui budgétaire général	196,91	264,53	266,59	22,72	151,68	1,20	0,85
Non attribué	0,82	0,17	0,41	0,00	0,55	0,00	0,00
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	131,09	124,74	132,06	240,50	347,10	170,50	271,01
Cartographie	0,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Informatique	0,90	1,41	3,38	29,80	12,57	0,00	0,00
Infrastructure	27,74	39,69	16,84	17,64	21,78	39,51	66,14
Matériel et équipement administratif	6,84	7,70	7,90	3,71	4,36	9,28	10,11
Mesures et actions institutionnelles	94,77	74,92	103,93	181,15	308,25	119,76	191,28
Non attribué	0,11	1,02	0,00	8,20	0,13	1,96	3,49
Production	195,17	188,86	172,95	322,66	218,61	282,69	302,25
Agriculture	149,04	162,83	123,25	250,51	151,14	198,25	245,65
Artisanat	1,19	0,80	0,00	0,23	0,20	0,00	1,73
Elevage	20,42	8,81	11,85	22,01	17,62	30,80	28,16
Environnement	19,15	13,21	20,21	41,66	39,20	50,54	20,59
Industrie	0,13	0,16	5,32	1,55	2,88	0,69	0,30
Mines	4,91	2,76	6,30	5,77	5,91	0,93	2,06
Pêche	0,02	0,11	0,89	0,92	1,34	1,25	3,77
Non attribué	0,31	0,17	5,14	0,00	0,32	0,24	0,00
Secteurs sociaux	301,80	273,60	245,73	318,42	414,88	507,30	705,09
Action sociale	69,88	50,80	60,53	59,13	122,43	168,86	238,96
Education et formation	87,70	90,29	93,99	90,07	114,86	94,41	134,11
Habitat et urbanisme	0,00	0,76	2,24	7,51	24,89	1,37	44,01
Information, art et culture	11,39	12,89	1,37	13,41	5,67	3,22	5,12
Santé	120,42	106,17	69,55	143,19	146,81	236,10	268,07
Sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00
VIH/SIDA	0,86	3,45	0,97	0,84	0,22	0,00	0,00
Non attribué	11,55	9,24	17,08	4,20	0,00	3,34	14,83
Soutien à la production	245,56	237,73	241,00	229,27	301,90	325,34	307,94
Commerce	15,25	56,47	3,62	4,80	1,38	1,38	22,93
Eau et aménagements hydro agricole	108,20	77,79	131,21	94,38	97,06	185,41	115,18
Energie	60,51	52,14	38,56	66,23	84,39	73,63	79,26
Tourisme et hôtellerie	0,00	0,07	0,04	0,00	0,00	0,00	0,01
Transports	54,66	50,49	67,55	63,86	119,06	64,47	87,20
Non attribué	6,95	0,76	0,02	0,00	0,00	0,45	3,36
Secteur non attribué	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Non attribué	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Total	1 105,02	1 100,72	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 544,57	2 139,77

Source : Direction générale de la coopération, Plateforme de gestion de l'aide

⁵Compte tenu de la mise à jour de la PGA entamée suite aux difficultés techniques constatées depuis 2021, il n'est plus possible de renseigner ce tableau. Il est remplacé par le tableau présentant l'APD selon les secteurs de planification définis dans le PNDES

Tableau N°5.2-bis : Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions de dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023**
Commerce et services marchands	14,44	31,67	28,26	7,70	33,30	1,52	0,00	4,69
Culture, Sport et Loisirs	0,04	nd	nd	1,15	0,01	1,49	5,30	0,39
Défense et Sécurité	na	na	na	5,44	36,22	49,64	9,62	15,93
Education et formation	106,46	89,60	134,18	99,18	131,90	156,25	135,11	142,00
Environnement, Eau et Assainissement	176,06	194,37	165,98	242,64	222,41	179,36	94,68	126,06
Gouvernance administrative et locale	62,49	82,42	121,52	89,92	133,66	110,84	217,51	253,84
Gouvernance économique	285,44	97,01	95,86	28,05	53,32	93,38	81,60	105,22
Infrastructure de transport, Communication et Habitat	73,67	130,09	140,54	92,06	147,29	193,09	193,80	129,86
Justice et droits humains	0,00	4,90	0,00	2,69	0,00	27,09	9,47	17,26
Production agro-sylvo-pastorale	122,03	260,22	174,23	213,53	196,36	263,10	237,16	299,42
Recherche et innovation*	na	na	na	na	0,00	31,58	10,77	6,56
Santé	80,35	102,00	182,89	235,51	272,41	353,08	224,23	203,13
Transformations industrielles et artisanales	49,39	74,63	107,33	76,77	86,42	155,12	121,48	445,00
Travail, emploi et protection sociale	63,50	57,10	136,93	203,02	290,13	312,93	295,21	464,53
Non affecté	60,63	15,64	9,04	0,00	7,36	0,73	0,00	0,00
Total des secteurs	1094,50	1139,65	1296,76	1297,66	1610,78	1929,20	1635,96	2213,88
Appui budgétaire général*	na	na	192,42	251,05	530,87	240,50	187,58	109,87
Total général	1094,50	1139,65	1489,18	1548,71	2141,65	2169,70	1823,54	2323,76

Source : Direction générale de la coopération/Plateforme de gestion de l'aide

(*) Pour les années 2016 et 2017, l'ABG était comptabilisé dans le secteur "Gouvernance économique". De même, l'APD du secteur "Recherche et innovation" était pris en compte dans le secteur "Éducation" sur la période 2016-2019

(**) données provisoires

5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)

Ratios	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
APD/PIB (en %)	8,07	7,92	8,53	8,06	9,07	9,57	11,94	10,99	9,66	11,40
APD/tête (en \$US)	61,80	59,66	57,52	57,80	71,14	75,53	102,88	101,12	82,51	104,06
APD/tête (en milliers FCFA)	31,09	30,01	34,08	33,63	39,55	44,25	59,23	56,08	51,47	63,12

Source : Direction générale de la coopération

5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bilatérale	405,01	409,42	396,41	424,85	419,94	473,09	782,80	699,65	595,93	499,39
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	48,57	50,11	38,19	43,77	45,37	74,10	75,51	80,20	72,11	91,27
Arabie Saoudite	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13	8,62
Autriche	3,69	4,45	5,36	3,59	0,00	8,65	7,17	0,00	32,22	0,00
Banque de Chine	na	na	na	na	na	16,35	34,70	0,00	0,00	0,00
Belgique	8,32	0,00	0,00	6,18	17,11	18,86	41,34	40,59	22,51	14,23
Brésil	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Canada	17,75	22,33	27,32	22,55	39,59	29,43	47,46	56,35	43,79	25,87
Chine-Taiwan	26,81	15,14	26,86	20,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	48,41	36,31	39,38	59,39	54,90	26,93	12,46	27,24	0,00	27,47
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19	0,00
Etats Unis	109,26	83,27	46,23	105,12	93,71	73,23	195,78	180,45	218,15	162,57
France	31,73	87,16	107,89	82,79	81,99	105,55	171,63	132,13	91,18	62,7
Inde	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00
Italie	11,95	12,56	6,64	5,81	7,06	10,69	11,89	14,32	5,28	0,00
Japon	28,07	26,61	15,03	26,58	13,44	11,05	53,31	32,38	20,05	2,79

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Koweït	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27	7,95
Luxembourg	22,69	21,01	23,50	16,34	21,88	24,74	30,35	33,14	19,98	29,19
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pays-Bas	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00	26,14
Principauté de Monaco	0,00	0,77	0,79	0,00	0,94	1,57	0,00	0,00	0,00	0,00
Suisse	24,76	32,28	27,73	24,50	27,85	29,43	38,18	40,75	28,47	28,22
Suède	18,71	13,75	24,44	6,16	15,48	36,35	36,43	29,58	36,59	12,4
Multilatérale	653,84	636,21	660,66	648,96	958,65	999,56	1 276,00	1 383,48	1 176,52	1778,33
Banque africaine de développement	32,31	71,84	51,88	78,13	103,43	48,74	49,65	15,72	17,62	19,13
BADEA	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	17,62	21,47
Banque islamique de développement	0,28	3,61	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04	384,68
Banque mondiale	262,28	199,35	296,79	196,63	404,36	331,90	416,79	544,09	589,32	586,3
BOAD	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09	42,1
BIDC	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95	2,11
FMI	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00	109,87
Fonds OPEP	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50	10,45
Fonds Mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,37	109,44	114,47	78,97
Nations Unies	104,51	108,61	97,43	113,87	85,11	179,58	163,40	142,15	108,14	385,84
UEMOA	na	na	na	na	na	na	na	1,83	0,00	0,00
Union européenne	194,27	194,51	128,48	193,71	236,30	176,24	265,21	149,45	132,14	137,4
ONG Internationales	41,76	55,06	37,71	65,84	61,64	76,07	82,86	86,57	51,10	46,04
Populations cibles	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2323,76

Source : Direction générale de la coopération

5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Aide projet (en millions \$US)	803,10	647,71	774,08	953,08	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66	1 558,82
Appui budgétaire (en millions \$US)	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58	109,87
Aide alimentaire (en millions \$US)	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26	116,62
Assistance et secours d'urgence (en millions \$US)	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04	294,56
Total APD (en millions \$US)	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,64	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54	2 079,87
Total APD (en milliards FCFA)	555,88	553,70	648,60	663,11	800,73	907,41	1 233,00	1 203,16	1 137,45	1 261,59

Source : Direction générale de la coopération

Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Aide projet Avec fonds commun	29,88	25,14	102,29	40,95	44,41	65,39	57,18	103,94	41,32	46,61
Affaires Mondiales Canada	0,82	8,42	10,13	7,70	7,72	7,54	7,46	7,99	5,77	1,18
Agence danoise pour le développement international	5,58	5,34	2,93	2,59	5,99	1,00	1,59	4,77	0,00	2,33
Agence française de développement	4,02	2,20	54,90	11,79	7,61	15,34	17,22	28,68	16,66	25,26
Agence suédoise de développement international	5,91	1,75	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8,18	2,87	0,00
Association internationale de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	2,61	1,84	0,00	0,00	9,22
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,66	0,90	0,75	1,10	0,00	0,00	0,47	0,00	0,00	0,00
Coopération suédoise	0,00	0,00	16,64	2,77	2,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	4,18	4,93	2,18	2,15	2,03	14,61	3,22	8,01	5,78	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Européen de Développement	0,00	0,00	0,00	7,32	15,68	0,00	0,00	19,01	0,72	0,00
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,00	0,00	5,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,21	5,70	8,55	9,52	0,00
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	4,43	1,47	6,02	4,89	2,48	12,54	13,77	0,00	0,00	0,00
KFW	4,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	1,53	0,02	0,00	0,00	0,00	18,75	0,00	0,00
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,92	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,00	0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,54	0,00	0,00	0,00	0,00

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Aide projet - Sans fonds commun	773,21	622,56	671,79	907,14	1 090,12	1 052,72	1 395,14	1 699,00	1 452,34	0,00
ACDI/VOCA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Abu Dhabi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Africare	0,56	1,12	0,00	0,44	0,15	0,00	0,00	0,00	0,23	0,00
Affaires Mondiales Canada	16,93	13,90	17,19	14,85	31,87	21,89	39,92	36,50	30,57	0,00
Agence danoise pour le développement international	17,81	8,12	22,75	38,90	32,61	18,29	7,18	19,78	0,00	0,00
Agence française de développement	5,98	67,20	39,54	56,98	50,84	44,53	91,02	67,43	74,51	0,00
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	6,29	4,61	5,00	0,59	0,63	3,77	18,13	18,19	33,72	0,00
Association internationale de développement	162,04	49,35	144,10	196,63	328,94	233,74	266,23	380,68	401,74	0,00
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,34	0,00	0,00
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	8,27	0,00
Banque européenne d'investissements	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,28	3,30	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04	384,68
Banque Ouest-africaine de développement	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09	0,00
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95	0,00
Bornefonden	2,18	0,00	1,63	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Brésil	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	10,88	20,59	12,11	13,51	0,00	8,61	13,04	12,67	12,30	0,00
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	1,12	8,81	1,77	18,17	0,00	131,42	0,00
Compassion Internationale	0,00	0,00	1,23	22,45	25,28	31,86	34,97	32,69	0,00	0,00
Coopération allemande	8,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,65	18,54	91,27
Coopération chinoise-taïwanaise	25,20	13,34	22,49	19,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	0,00	0,00	2,03	0,00	0,00	0,00	17,65	7,08	0,00	0,00

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	11,95	11,14	6,64	5,18	7,06	8,08	10,05	9,19	3,18	0,00
Coopération japonaise	28,07	22,24	11,91	23,69	8,12	0,77	33,09	13,83	11,83	0,00
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00	0,00
Coopération autrichienne	2,96	3,55	3,97	2,50	0,00	5,04	5,22	0,00	25,91	0,00
Coopération suédoise	1,48	6,10	0,58	2,81	12,12	32,58	12,67	0,00	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	13,08	16,51	17,39	15,09	18,07	9,23	25,97	25,94	22,70	0,00
FAD/BAD	0,00	0,08	14,50	58,63	76,18	15,95	19,06	0,00	0,44	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	60,93	107,52	107,11	0,00
Fondation Nouvelle planète	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	32,31	9,72	37,38	19,50	27,06	18,81	0,95	15,72	17,17	0,00
Fonds européen de développement	91,16	82,54	60,39	84,27	108,33	71,94	109,07	105,31	0,00	0,00
Fonds international de développement agricole	0,00	6,18	6,21	11,43	5,56	17,55	10,91	11,42	11,75	0,00
Fonds koweïtien	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27	0,00
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50	0,00
Fonds saoudien	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de l'environnement mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	37,45	41,04	20,99	32,77	8,85	37,89	87,37	85,47	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour la population	8,80	7,04	13,09	8,19	10,46	6,81	6,54	8,07	6,64	0,00
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,44	1,92	0,00	0,00
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00	0,00	7,36	0,00
GIZ	15,69	18,01	8,49	24,75	24,42	26,63	27,93	38,62	36,25	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	8,70	12,44	13,50	11,43	19,39	12,19	13,09	4,35	11,91	0,00
Helen Keller International	0,13	1,18	1,93	0,75	0,51	2,18	2,47	4,14	0,00	0,00
Helvetas Burkina Faso	2,62	1,02	2,01	2,86	2,62	3,49	0,00	0,00	5,45	0,00
Hunger Project Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,49	0,69	0,00
Inde	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
KFW	12,26	17,47	29,70	19,02	18,24	32,92	16,68	20,75	17,32	0,00
Lutheran World Relief	0,86	0,00	0,28	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	8,13	0,00	0,00
Millennium Challenge Account-Burkina Faso	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OCADES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation mondiale de la santé	8,98	7,99	5,64	3,40	3,04	3,04	9,30	0,00	0,00	0,00
Organisation néerlandaise de développement	1,69	0,00	3,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,38	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	9,63	8,79	4,31	5,05	0,00	3,32	4,12	0,00	0,00	0,00
Oxfam Belgique	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	2,53	0,00	5,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Québec	0,26	0,94	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	13,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	19,35	18,49	9,22	6,09	0,00	0,00	0,00	18,37	0,00	0,00
Plan International	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23	14,43	11,57	0,00	22,07	0,00
Populations cibles	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,64	0,79	0,00	0,82	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	16,47	0,00	0,00	51,33	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	18,41	14,12	11,75	6,73	11,72	14,93	28,76	28,63	28,89	0,00
RES PUBLICA	2,66	2,42	0,00	2,23	0,00	1,73	0,00	2,30	0,00	0,00
Royaume de Belgique	8,32	0,00	0,00	6,18	16,96	17,29	32,71	34,01	7,25	0,00
SOS Sahel International France	0,55	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	0,00	0,00	0,00	4,51	4,84	7,51	8,08	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	15,87	15,09	4,21	2,72	9,80	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	102,07	78,20	46,01	97,12	83,65	58,96	95,53	125,91	110,45	0,00
Water Aid	1,57	3,36	2,36	2,63	2,34	6,13	6,65	5,67	0,00	0,00
Welt hunger hilfe	0,00	0,00	3,08	2,98	0,00	0,00	6,09	7,91	0,00	0,00
Total	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66	560,55

Source : Direction générale de la coopération

Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Appui budgétaire général	211,93	266,49	275,58	74,15	192,42	251,05	530,87	240,50	187,58	109,87
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	11,05	10,98	10,40	11,39	11,87	0,00	0,00	1,58	0,00	0,00
Agence française de développement	5,87	2,57	7,19	11,30	11,80	37,22	18,31	11,76	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	100,23	100,00	152,87	0,00	75,42	98,16	150,56	163,41	187,58	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,42	0,00	0,00	0,00
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	7,50	10,84	8,16	7,26	7,75	5,59	8,99	6,79	0,00	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	74,61	96,40	64,27	38,13	60,42	60,40	125,56	25,13	0,00	0,00
Fonds monétaire international	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00	109,87
KFW	5,14	8,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UEMOA	na	na	na	na	na	na	na	1,83	0,00	0,00
Appui budgétaire sectoriel	57,79	153,53	7,12	59,32	50,19	77,81	44,22	17,58	0,00	0,00
Agence danoise pour le Développement International	13,97	11,87	3,30	6,50	4,43	7,64	2,63	1,11	0,00	0,00
Agence française de développement	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	18,55	10,29	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association Internationale de Développement	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Africain de Développement	0,00	62,04	0,00	0,00	0,00	13,80	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	28,49	15,58	3,82	52,82	43,05	41,81	12,02	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KFW	2,83	6,52	0,00	0,00	2,71	14,55	11,02	6,18	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58	109,87

Source : Direction générale de la coopération

Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	3,19	0,00
Banque islamique de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,89
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	6,88	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	4,37	3,12	2,89	5,33	4,59	2,81	2,73	3,90	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,32	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,66	4,18
Lux-développement	na	na	na	na	na	na	na	0,47	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	19,54	16,71	28,54	41,14	45,48	35,73	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	2,48	4,50	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	54,54	107,70	110,55
Africare	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48	0,00
Total	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26	116,62

Source : Direction générale de la coopération

Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,87	4,25	0,00
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06	0,00	0,00	0,00
Agence suédoise de Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,21	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	4,57
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	1,61	1,80	4,37	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne de Coopération	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,13	2,11	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,70	17,41	15,81	4,32	0,00
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61	1,48	0,00	0,00	5,16
Coopération suédoise	2,07	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5,63	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,63
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,39	0,00	0,00	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,89	0,73	0,00	0,00	0,00	32,62	0,00	0,00	0,00	0,00

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48	0,00	3,41	8,43
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement								1,44	0,00	0,00
OMS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,76	1,01	1,93	0,16	0,00	0,00	1,66	0,00	0,00	0,00
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	1,57	8,63	6,58	0,00	0,00
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00
SOS Sahel International France	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	2,91	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	4,71	0,58	0,04	0,00	10,06	14,27	62,72	0,00	0,00	0,00
Total	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04	239,95

Source : Direction générale de la coopération

SIXIEME PARTIE

**TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE
L'ETAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES**

6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)

Nature	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes courantes	1 064,69	1 047,93	1 230,48	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,08	1 946,59	2 288,25	2 543,72
Recettes fiscales	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45	2 246,19
Recettes non fiscales	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05	259,08	235,81	297,52
Recettes en capital	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30	0,00	0,00	0,00
Recettes totales	1 064,70	1 047,93	1 230,51	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,38	1 946,59	2 288,25	2 543,72
Dons	256,45	230,04	180,19	194,30	215,09	134,27	317,65	277,27	263,69	203,50
Dons Projets	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	156,28	196,35	203,43	203,50
Dons Programmes	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38	161,37	80,93	60,27	0,00
Recettes totales et dons	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 975,34	2 223,87	2 551,94	2 747,22

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2014-2023

Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	262,61	234,55	285,83	323,29	375,28	448,64	457,05	572,63	723,21	724,39
Impôts sur la main d'œuvre	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,22	14,61	16,24	18,24	18,46
Impôts sur la propriété	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,65	10,29	58,90	62,02	73,38
Impôts et taxes sur les biens et services	509,61	528,90	601,62	702,88	744,88	746,85	701,19	822,54	950,67	1 110,27
Taxes sur la valeur ajoutée	386,89	388,48	440,58	511,93	537,72	536,74	485,01	615,54	717,78	795,16
Taxes sur les produits pétroliers	50,37	63,61	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15	157,70
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	72,35	76,81	89,22	100,79	107,12	107,19	109,32	81,22	89,74	157,40
Impôts sur le commerce. et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	143,74	142,90	159,14	181,19	202,47	195,89	185,30	215,78	296,25	318,47
Droit sur commerce extérieur	127,19	125,64	139,21	159,51	180,42	174,91	164,25	191,56	265,61	287,61
Droits et taxes à l'import.	126,51	125,04	138,79	15,38	179,97	174,48	163,91	191,05	264,94	287,14
Contribution du secteur de l'élevage	0,68	0,60	0,40	0,06	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36	0,47
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	15,76	16,34	18,94	20,59	20,53	19,72	19,70	22,09	28,61	29,01
Autres recettes sur commerce extérieur	0,79	0,92	0,99	1,09	1,16	1,09	1,34	2,13	2,03	1,84
Autres recettes fiscales	7,88	7,52	9,34	11,64	11,40	11,63	8,58	1,43	2,07	1,22
Total	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45	2 246,19

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2014-2023

Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Droits et frais administratifs	5,17	5,15	5,66	6,34	6,55	6,61	4,74	5,78	5,11	7,50
Ventes non industrielles	27,88	29,19	34,73	35,59	29,96	151,70	83,76	70,32	47,29	42,89
Amendes et condamnations pécuniaires	4,10	6,89	17,45	1,99	2,62	2,39	3,13	2,16	4,46	2,47
Produits financiers	29,96	20,00	29,52	33,44	39,01	45,35	58,81	53,27	72,29	102,31
Autres recettes non fiscales	56,90	57,42	67,72	73,67	98,44	116,78	131,61	127,55	106,66	142,35
Total	124,01	118,66	155,09	151,03	176,59	322,83	282,05	259,08	235,81	297,52

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2014-2023

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses totales	1 440,76	1 424,16	1 645,11	2 150,00	2 137,70	2 201,27	2 544,28	2 921,68	3 627,35	3 590,08
Dépenses courantes	886,63	923,21	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48	1 764,28	1 922,60	2 353,55	2 211,54
Salaires	437,29	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21	949,55	1 009,12	1 096,95
Dépenses de fonctionnement	102,37	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29	197,54	210,37	221,33
Intérêts dus	44,01	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58	192,55	229,59	290,41
sur dette intérieure	29,31	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03	163,93	196,28	246,96
sur dette extérieure	14,70	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55	28,62	33,31	43,45
Transferts courants	302,96	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56	550,20	582,96	904,47	602,85
dont collectivités	12,28	13,43	11,97	0,00	0,00	10,79	11,37	11,61	3,38	45,51
dont EPE	77,19	74,49	111,67	87,79	104,40	109,97	102,17	116,53	113,89	148,63
dont subventions produits pétroliers (sociales)	10,89	18,13	9,76	35,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	23,63	11,87	27,42	50,00	51,00	81,00	98,13	31,35	390,49	189,92
Dépenses en capital	554,13	500,95	526,36	831,33	754,34	556,79	780,00	999,08	1 273,80	1 378,55
Investissements sur ressources propres	329,29	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92	518,66	871,38	873,14
dont chèques du Trésor	38,91	14,46	25,51	15,00	10,00	25,00	21,01	21,00	21,00	21,00
dont reliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont dépenses d'investissement exercice 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts en capital et restructurations	9,12	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69	9,55	4,83	6,82
Investissements sur ressources extérieures	215,71	151,57	180,82	244,44	225,16	136,50	285,39	470,88	397,59	498,58
Dons	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	141,93	179,30	202,80	203,50
Prêts	58,20	46,36	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46	291,57	194,79	295,08
Prêts nets	-6,13	-12,56	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85	-4,35	10,24	-9,52	-11,48
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-1,97	-4,00	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77	-9,47	-8,48	-12,67	-8,99
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	-4,17	-8,56	-7,14	4,90	-0,30	-15,08	5,12	18,72	3,16	-2,49
Dépenses totales et prêts nets	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 539,93	2 931,92	3 617,83	3 578,61

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2014-2023

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

Indicateur	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-105,20	-91,91	-269,40	332,18
Solde global base engagements	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-564,59	-823,96	-1 269,99	-831,39
Solde global hors dons (Base engagement)	-369,92	-363,66	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73	-880,55	-1 101,23	-1 533,68	-1 034,89
Ajustement caisse	75,99	-89,21	87,09	74,76	-96,65	-2,59	31,76	4,24	199,17	316,02
Solde global base caisse	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83	-819,72	-1 070,82	-515,37
Solde de base	-154,21	-212,09	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23	-595,16	-630,35	-1 136,09	-536,31
Solde primaire de base	-110,20	-168,34	-159,77	-443,25	-274,43	-176,16	-454,58	-437,81	-906,83	-245,90
Solde primaire courant	222,07	168,48	177,08	140,13	244,65	220,28	35,37	100,64	-40,14	622,59
Financements										
Financement intérieur	-9,44	131,66	31,80	408,28	394,59	196,93	379,31	559,01	911,38	351,18
Financement extérieur	51,41	89,20	105,75	74,28	75,89	97,15	152,41	265,00	156,45	158,13
Décaissement	82,22	122,08	144,80	124,49	130,97	156,10	213,77	337,29	251,53	295,08
Amortissement dette	-30,81	-32,88	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95	-61,37	-72,29	-95,08	-136,95
Financement	41,98	220,86	137,54	482,57	470,48	294,09	531,71	824,00	1 067,83	509,31

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2014-2023

SEPTIEME PARTIE

COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

7.1. Compte des régions

Tableau N°7.1 : Evolution des recouvrements de recettes des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*
Boucle du Mouhoun	396,93	295,93	442,53	577,50	811,03	791,25	1 254,10	2 594,06	2 248,90	2 919,77
Cascades	290,58	321,05	266,05	357,85	539,88	740,40	999,67	1 532,09	1 396,17	1 751,83
Centre	2798,37	2 752,14	2295,94	2 715,78	2 549,81	2 242,00	2 107,37	2 825,92	2 706,25	3 328,80
Centre-Est	441,21	864,17	587,4	585,97	295,27	818,38	683,67	943,34	1 172,91	1 559,68
Centre-Nord	527	595,59	732	289,27	900,39	1 295,45	2 065,68	2 199,34	1 526,88	2 049,73
Centre-Ouest	467,07	524,66	552,04	645,21	751,73	1 041,18	1 230,37	1 264,90	867,57	1 030,74
Centre-Sud	169,48	138,54	309,66	326,12	649,52	210,14	870,60	1 044,26	782,98	1 291,64
Est	602,5	581,51	744,92	758,54	563,12	1 202,00	1 611,87	2 406,85	1 709,17	2 198,59
Hauts-Bassins	1 967,41	1 602,09	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08	2 018,18	2 125,45	1 475,24	2 296,15
Nord	256,65	205,16	426,94	289,27	763,26	759,42	1 197,72	1 544,76	1 038,68	1 350,73
Plateau Central	369,88	392,57	414,29	389,49	859,58	990,32	1 135,67	1 817,31	1 757,82	2 508,89
Sahel	297,17	274,48	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90	3 442,99	3 950,63	2 839,61	3 443,87
Sud-Ouest	181,23	123,5	162,91	390,47	646,94	645,28	950,71	1 133,31	916,08	1 187,64
Burkina Faso	8 765,48	8 671,39	8 794,89	9 347,96	11 908,03	13 437,81	9 568,60	25 382,22	20 438,26	26 918,06

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

(*) les données de 2022 et 2023 sont provisoires

Tableau N°7.2 : Evolution de l'exécution des dépenses totales des régions collectivités territoriales (en millions FCFA)

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*
Boucle du Mouhoun	281,98	291,21	294,12	483,24	503,13	655,24	708,01	603,39	742,80	683,15
Cascades	206,59	250,51	100,90	144,50	102,90	309,42	409,81	290,45	479,50	602,54
Centre	1 720,49	1 652,76	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08	1 103,45	1 311,47	1 176,07	1 013,30
Centre-Est	86,36	730,15	222,24	443,89	234,45	688,31	412,44	328,19	334,13	485,76
Centre-Nord	152,64	326,79	678,58	279,03	337,28	281,11	919,99	1 020,00	734,05	721,40
Centre-Ouest	166,35	247,52	233,16	442,79	515,04	512,39	759,15	814,93	645,90	656,56
Centre-Sud	103,16	156,37	168,36	289,54	606,03	147,52	533,33	515,81	175,03	265,14
Est	210,98	243,30	282,55	432,87	464,37	464,96	467,03	940,83	481,95	1 703,26
Hauts-Bassins	1 067,87	795,64	603,88	1 036,28	550,00	1 003,60	1 394,92	1 328,28	989,74	1 099,78
Nord	160,48	180,51	325,37	279,03	507,03	314,02	433,71	843,09	477,30	452,63
Plateau Central	111,08	301,97	351,41	254,87	164,49	237,32	224,73	396,42	518,82	608,54
Sahel	104,22	134,60	245,97	311,05	450,94	346,79	782,37	1 273,59	947,14	510,33
Sud-Ouest	129,09	172,17	107,75	297,34	239,15	303,93	480,82	354,57	305,77	519,62
Burkina Faso	4 501,29	5 483,50	4 600,86	5 752,80	6 115,39	6 452,69	8 629,76	10 021,02	8 008,20	9 322,01

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

(*) les données de 2022 et 2023 sont provisoires

7.2. Comptes des communes

Tableau N°7.3 : Evolution des recouvrements des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)

Commune	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023
Boromo	215,66	309,60	263,95	409,68	404,58	398,45	387,11	578,49	440,39	nd
Dédougou	396,31	476,57	477,61	760,77	958,53	965,11	948,75	1 051,37	1 350,66	nd
Koudougou	1 185,13	1 470,80	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49	1 405,78	1 806,12	1 784,77	nd
Léo	344,05	484,98	451,18	637,45	706,53	725,41	nd	613,24	559,05	nd
Nouna	165,07	292,19	221,92	559,35	657,72	649,47	804,21	710,66	nd	nd
Toma	119,72	191,41	139,11	261,98	569,81	247,76	237,20	428,53	350,19	nd
Tougan	242,98	296,74	317,79	628,64	624,55	562,06	663,43	932,61	715,12	nd
Banfara	1 103,08	970,29	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77	1 637,04	1 739,51	1 655,75	nd
Batié	272,15	202,44	211,44	434,34	431,07	416,77	452,34	659,98	668,63	nd
Bitou	436,60	330,61	416,59	603,48	625,19	656,01	592,53	599,57	539,53	nd
Bobo-Dioulasso	5 550,96	6 314,62	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64	7 838,14	7 512,53	7 918,32	nd
Bogandé	257,51	362,17	261,36	688,36	627,80	739,71	649,99	1 006,28	539,08	nd
Boulsa	338,70	426,68	391,11	820,12	690,88	499,56	470,47	654,07	560,65	nd
Boussé	217,81	244,85	312,06	543,82	543,82	nd	nd	382,57	800,93	nd
Dano	195,79	239,49	199,50	403,18	265,77	324,32	450,94	446,69	406,65	nd
Diapaga	195,95	317,89	412,20	394,09	585,59	572,36	792,19	622,39	419,15	nd
Diébougou	282,49	324,31	315,33	666,60	552,91	550,73	505,52	569,46	544,21	nd
Djibo	412,42	458,13	487,01	665,42	604,16	342,13	534,79	722,62	805,35	nd
Dori	475,36	647,87	520,39	856,99	855,50	554,02	790,27	810,74	450,78	nd
Fada-N'gourma	1 139,41	1 278,79	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77	1 772,48	1 944,30	1 428,67	nd
Gaoua	445,70	456,00	441,51	856,99	908,87	833,04	890,05	945,74	1 009,27	nd
Garango	329,00	234,39	490,46	458,24	713,66	719,18	nd	566,73	662,19	nd
Gayéri	399,40	236,99	230,15	633,92	487,63	495,52	651,79	914,18	758,64	nd
Gorom-Gorom	517,58	591,08	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33	4 013,74	3 151,79	2 105,68	nd
Gourcy	238,90	469,05	347,33	nd	858,21	1 107,03	966,38	905,13	744,02	nd
Houndé	422,51	406,85	403,28	649,92	745,85	1 071,19	nd	5 371,80	5 318,30	nd
Kaya	800,10	971,18	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14	1 960,65	1 981,45	1 885,76	nd
Kombissiri	245,84	nd	422,46	642,69	796,06	561,48	749,86	924,84	982,98	nd
Kongoussi	315,74	360,94	430,78	593,98	661,02	548,78	806,44	731,44	588,01	nd
Koupéla	363,91	334,75	460,22	552,77	513,83	500,67	684,81	637,29	823,38	nd
Manga	272,78	263,93	288,99	468,24	585,62	807,05	772,82	567,58	nd	nd
Niangoloko	545,60	570,28	395,01	666,04	564,68	667,37	673,09	828,24	730,01	nd
Orodara	382,68	297,41	303,13	364,61	485,40	543,65	nd	659,14	661,79	nd
Ouagadougou	21 499,25	24 972,68	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55	40 725,20	41 905,07	46 486,29	nd
Ouahigouya	734,91	801,37	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30	1 631,50	1 865,98	1 456,23	nd
Ouargaye	357,35	184,49	139,27	287,47	256,38	326,02	287,30	337,52	288,58	nd
Pama	128,18	221,05	202,49	364,16	210,83	412,40	nd	687,82	347,97	nd
Po	203,66	313,19	310,07	581,89	454,89	617,17	655,90	1 067,18	759,69	nd
Pouytenga	570,26	419,55	492,98	917,66	712,80	747,89	957,72	911,41	1 118,63	nd
Réo	277,17	197,81	328,08	689,10	689,10	634,17	1 097,72	1 841,39	1 880,85	nd
Sapouy	206,95	289,40	299,53	477,79	403,86	506,86	452,87	586,30	nd	nd
Sebba	134,09	276,33	232,36	344,42	260,49	308,46	293,69	483,90	248,48	nd
Sindou	191,32	153,93	125,25	205,88	179,79	172,99	241,89	348,67	244,31	nd
Solenzo	269,31	401,54	530,72	991,51	986,74	1 091,36	994,64	919,86	700,95	nd
Tenkodogo	677,25	965,71	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82	1 711,87	1 656,95	1 743,97	nd
Titao	288,90	355,39	333,44	478,34	318,71	566,39	531,17	754,90	nd	nd
Yako	555,74	389,03	475,07	769,72	920,22	858,26	1 110,74	1 227,14	963,48	nd
Ziniaré	652,10	925,84	125,46	994,13	1 053,46	889,21	968,64	1 012,44	908,47	nd
Zorgho	224,48	292,87	290,77	473,71	479,23	475,29	693,62	626,58	687,72	nd
Burkina Faso	45 797,81	51 993,46	52 019,76	71 340,84	79 759,72	81 639,11	85 457,28	98 210,19	96 043,53	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

(*) les données de 2022 sont provisoires

Tableau N°7.4 : Evolution de l'exécution des dépenses totales par commune urbaine (en millions FCFA)

Commune	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023
Boromo	136,23	261,43	219,85	326,71	356,44	400,24	275,94	466,56	341,6	nd
Dédougou	318,69	408,35	299,96	490,49	716,12	745,75	810,20	558,79	725,87	nd
Koudougou	726,62	977,24	1 368,06	1 001,54	1 538,37	1 128,09	1 133,17	1 332,46	954,31	nd
Léo	105,02	233,24	179,76	291,34	663,97	698,90	nd	489,17	413,96	nd
Nouna	98,57	234,23	155,78	219,88	384,47	352,54	578,50	542,12	nd	nd
Toma	96,80	157,83	90,04	214,16	529,96	226,36	137,12	228,64	135,20	nd
Tougan	170,45	261,67	254,27	311,83	437,92	308,58	417,26	555,43	367,2	nd
Banfora	992,19	948,00	727,82	1 266,14	838,91	1 057,73	1 193,48	1 162,56	1 138,41	nd
Batié	193,56	108,69	79,01	190,63	275,85	236,61	225,91	136,96	196,82	nd
Bittou	377,88	248,80	337,05	265,25	500,33	531,32	442,29	414,06	346,36	nd
Bobo-Dioulasso	3 976,27	4 342,01	2 991,55	5 140,41	7 658,68	7 404,37	7 477,01	6 700,58	6204,9	nd
Bogandé	209,88	303,22	157,21	347,32	479,66	596,20	404,37	765,48	218,88	nd
Boulsa	211,68	308,81	224,73	451,77	544,60	475,83	309,32	417,59	269,02	nd
Boussé	169,12	161,28	111,88	341,80	341,80	nd	nd	164,57	438,59	nd
Dano	224,63	213,02	176,91	343,71	316,86	241,74	409,91	327,03	335,05	nd
Diapaga	143,81	179,63	232,32	176,72	360,24	297,32	634,88	452,56	256,17	nd
Diébougou	213,35	206,51	219,82	419,31	435,06	432,53	447,42	486,63	250,94	nd
Djibo	274,77	377,83	346,39	424,80	599,39	275,43	199,15	284,81	285,2	nd
Dori	351,22	576,98	352,60	597,07	743,97	471,18	705,60	830,94	302,46	nd
Fada-N'gourma	491,54	654,48	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88	1 259,21	1 472,51	1074,64	nd
Gaoua	333,31	341,07	249,19	414,83	645,92	465,54	631,72	568,57	428,87	nd
Garango	247,81	171,65	438,99	230,31	507,51	593,18	nd	322,63	457,29	nd
Gayéri	288,88	164,82	153,15	359,47	354,29	195,94	201,34	417,59	341,37	nd
Gorom-Gorom	484,99	489,37	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33	2 895,84	1 489,96	2 012,35	nd
Gourcy	173,46	377,76	178,28	nd	189,03	721,72	622,31	555,40	469,2	nd
Houndé	302,64	361,33	272,29	557,55	623,10	780,33	nd	611,86	762,67	nd
Kaya	439,50	705,53	756,81	705,15	735,97	807,99	1 169,67	987,32	610,21	nd
Kombissiri	211,03	nd	322,68	529,45	723,43	362,69	401,37	377,93	272,06	nd
Kongoussi	338,64	365,82	388,62	421,82	581,37	407,72	674,59	540,37	448,43	nd
Koupéla	266,28	267,30	354,64	440,98	464,86	313,78	479,21	521,03	369,37	nd
Manga	202,22	171,37	138,26	169,22	292,15	311,31	638,89	343,56	nd	nd
Niangoloko	165,98	456,49	388,50	511,62	503,30	519,17	394,11	744,05	464,89	nd
Orodara	259,11	217,10	204,17	153,40	325,97	307,78	nd	279,28	353,63	nd
Ouagadougou	13 724,02	15 809,20	12 582,23	13 096,80	19 060,52	20 255,17	24 790,63	20 335,24	2 1956,57	nd
Ouahigouya	780,92	762,78	624,34	945,18	983,80	1 216,84	1 259,24	1 414,35	1356,53	nd
Ouargaye	304,53	165,67	95,20	175,44	180,55	251,93	200,42	279,56	180,27	nd
Pama	80,37	175,60	139,23	313,75	135,83	280,11	nd	241,78	100,73	nd
Po	223,63	248,01	186,29	520,55	268,02	465,73	277,45	778,47	406,2	nd
Pouytenga	398,68	277,99	232,79	753,28	659,78	464,35	790,60	498,89	566,06	nd
Réo	218,65	321,18	199,24	492,21	492,21	354,35	317,97	523,96	630,3	nd
Sapouy	114,51	235,22	241,02	369,66	296,28	426,41	272,54	306,95	nd	nd
Sebba	28,94	214,84	166,26	275,51	271,23	308,29	281,66	392,37	155,69	nd
Sindou	199,13	105,81	96,02	158,41	152,78	110,08	122,47	218,24	146,29	nd
Solenzo	157,06	253,64	256,96	471,36	530,83	761,57	725,11	607,75	239,04	nd
Tenkodogo	334,47	496,16	576,52	779,48	894,03	553,55	1 084,63	711,36	680,68	nd
Titao	161,06	225,01	228,04	450,93	187,84	421,02	476,17	376,13	337,05	nd
Yako	464,15	162,26	238,38	303,18	611,49	410,88	514,44	651,47	307,18	nd
Ziniaré	381,33	729,10	66,20	475,94	766,33	533,53	592,80	569,52	395,41	nd
Zorgho	207,77	272,03	184,88	335,69	443,26	202,03	489,71	335,21	278,38	nd
Burkina Faso*	30 975,34	35 707,36	29 971,76	38 955,62	52 514,16	51 289,92	57 365,63	53 790,25	48 847,10	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

(*) les données de 2022 sont provisoires

Tableau N°7.5 : Evolution des recouvrements des recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	5 104,20	7 052,98	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84	17 993,38	25 152,76	nd	nd
Cascades	2 204,36	2 473,42	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38	5 054,30	7 390,76	nd	nd
Centre	5 259,10	4 867,24	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40	6 211,79	7 498,86	nd	nd
Centre-Est	4 321,78	5 164,70	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73	8 497,81	8 356,83	nd	nd
Centre-Nord	4 334,02	5 999,07	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85	13 074,18	15 348,92	nd	nd
Centre-Ouest	4 421,02	6 014,98	6 341,42	9 938,97	8 648,67	9 380,25	10 988,24	11 899,78	nd	nd
Centre-Sud	2 562,14	2 472,86	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57	6 825,76	7 753,31	nd	nd
Est	4 238,84	4 907,55	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38	13 117,87	14 864,29	nd	nd
Hauts-Bassins	3 829,81	5 389,94	4 988,17	7 369,49	7 445,23	7 274,28	9 900,16	12 302,60	nd	nd
Nord	3 592,47	4 757,59	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53	9 707,85	12 445,24	nd	nd
Plateau Central	3 260,42	4 242,82	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45	5 535,62	9 842,70	nd	nd
Sahel	3 531,40	4 607,37	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88	12 247,34	12 359,09	nd	nd
Sud-Ouest	2 833,85	1 334,41	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75	7 554,10	7 363,71	nd	nd
Burkina Faso	49 493,41	59 284,93	63 227,81	90 414,35	92 623,85	99 162,29	126 708,40	152 578,85	nd	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

Tableau N°7.6 : Evolution de l'exécution des dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	2 924,05	4 951,25	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63	10 666,71	11 879,93	nd	nd
Cascades	1 647,16	2 001,10	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28	2 531,84	3 124,10	nd	nd
Centre	3 184,79	3 655,78	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58	4 354,95	4 536,33	nd	nd
Centre-Est	2 318,80	3 772,47	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25	5 985,69	5 708,83	nd	nd
Centre-Nord	2 571,53	4 902,25	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74	8 192,05	9 315,43	nd	nd
Centre-Ouest	2 586,16	3 755,81	3 626,29	6 934,97	7 343,16	7 046,75	8 501,08	8 515,89	nd	nd
Centre-Sud	1 616,66	1 359,29	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98	3 981,15	3 951,20	nd	nd
Est	2 277,88	3 543,13	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33	7 135,49	8 381,88	nd	nd
Hauts-Bassins	2 426,38	3 721,63	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 537,32	5 613,30	7 775,42	nd	nd
Nord	2 526,34	3 400,79	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98	5 749,39	8 538,49	nd	nd
Plateau Central	2 173,05	3 035,99	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64	3 106,95	4 457,03	nd	nd
Sahel	2 201,90	3 253,35	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,90	6 005,90	5 691,16	nd	nd
Sud-Ouest	1 837,29	1 001,35	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23	5 224,27	4 425,99	nd	nd
Burkina Faso	30 291,99	42 354,20	40 946,92	58 285,60	67 380,90	58 404,61	77 048,77	86 301,68	nd	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité

7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau N°7.7 : Evolution des recouvrements des recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des recettes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de fonctionnement (A)	47,70	59,73	62,33	89,80	111,63	118,07	127,35	132,73	137,09	nd
Recettes fiscales	21,34	20,18	23,84	23,40	28,78	31,23	33,06	36,86	37,42	nd
Recettes non fiscales	8,71	8,41	10,30	12,83	15,28	16,05	15,81	20,21	14,42	nd
Dotations liées aux compétences transférées	2,91	12,78	6,84	28,79	29,25	28,48	28,60	29,72	29,82	nd
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	4,40	5,93	5,52	4,44	7,62	11,60	9,51	10,30	12,19	nd
Autres subventions	2,57	2,09	1,35	0,73	1,54	2,49	4,53	1,41	0,62	nd
Report de fonctionnement	7,76	10,34	14,48	19,62	29,16	28,22	35,84	34,23	42,61	nd
Recettes d'investissement (B)	55,10	62,35	71,41	95,00	87,27	92,56	135,69	168,78	131,40	nd
Epargne sur fonctionnement (C)	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	21,14	nd
Soutien équipement/Etat	5,04	0,91	8,99	4,87	0,89	15,41	35,45	54,37	6,23	nd
Dotations liées aux compétences transférées	6,09	10,34	7,98	27,65	11,91	10,06	9,65	12,32	10,50	nd
Autres recettes d'investissement	9,64	14,38	19,91	20,12	18,87	16,13	25,07	19,99	4,11	nd
Report investissement	26,04	28,01	25,17	30,84	40,14	31,58	43,30	59,63	89,41	nd
Total recettes (A+B-Epargne)	94,50	113,38	124,38	173,28	183,44	191,25	240,82	279,05	247,34	nd

Source : Direction générale du budget /Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales.

Tableau N°7.8 : Evolution de l'exécution des dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des dépenses	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement (A)	37,81	45,84	42,89	60,53	83,71	83,00	92,93	91,17	87,48	nd
Denrées et fournitures	7,43	12,46	10,26	22,12	32,51	28,16	33,41	29,94	29,82	nd
Carburant et lubrifiant	2,64	2,70	2,95	3,35	3,72	3,94	4,78	5,23	5,10	nd
Fourniture de bureau	0,51	0,71	0,75	0,71	0,72	0,81	0,87	0,98	1,00	nd
Fournitures scolaires	2,62	6,86	4,36	6,53	7,15	6,57	6,30	6,55	5,94	nd
Autres denrées et fournitures	1,66	2,20	2,21	11,52	20,92	16,84	21,47	17,18	17,78	nd
Allocations et subventions	1,94	2,00	1,52	2,00	2,35	2,24	2,74	2,89	2,22	nd
Travaux et services extérieurs	6,10	7,57	6,86	6,95	8,56	8,13	8,46	8,88	8,80	nd
Frais de personnel	8,17	9,05	8,88	11,17	15,54	15,33	16,20	17,06	17,89	nd
Frais de gestion générale et de transport	3,39	3,07	3,63	4,21	6,58	6,76	6,34	6,32	3,83	nd
Fêtes et cérémonies	0,34	0,25	0,41	0,55	0,70	0,71	0,84	0,75	0,54	nd
Imprimés adm, reliures et autres prestations	0,44	0,54	0,60	0,49	0,55	0,63	0,63	0,63	0,56	nd
Indemnités dues aux élus	1,45	1,08	1,49	1,97	3,59	3,29	3,07	3,19	1,05	nd
Autres frais de gestion générale et de transport	1,15	1,20	1,13	1,19	1,74	2,13	1,80	1,75	1,69	nd
Frais financiers	0,78	0,90	1,33	0,98	1,08	1,16	1,09	0,80	1,94	nd
Autres dépenses de fonctionnement	1,70	2,07	1,06	1,57	1,63	1,84	2,48	2,81	1,84	nd
Epargne section de fonctionnement (C)	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	21,14	nd
Dépenses d'investissement (B)	27,45	38,86	42,00	55,51	57,64	50,59	76,25	80,84	51,51	nd
Frais d'études et de recherches	0,55	0,76	0,80	1,14	1,12	1,12	1,92	1,02	0,59	nd
Matériel outillage et mobilier	2,65	3,84	4,61	6,28	4,87	5,47	9,82	9,89	7,19	nd
matériel de transport	1,22	1,21	1,18	2,11	1,70	2,38	4,12	4,32	0,77	nd
Bâtiments	16,20	22,04	23,92	33,17	32,86	26,37	37,77	40,74	24,71	nd
Travaux de voies et réseaux	0,89	2,01	1,16	0,80	2,34	2,50	3,92	3,53	3,07	nd
Autres dépenses d'investissement	5,95	9,01	10,33	12,01	14,74	12,75	18,70	21,34	15,18	nd
Total (A+B-Epargne)	56,96	76,00	75,53	104,51	125,89	114,21	146,96	149,55	117,85	nd

Source : Direction générale du budget /Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales



HUITIEME PARTIE

SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR

8.1. Solde commercial

Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportations	1 285,54	1 311,23	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,9	2 710,15
Importations	1 770,58	1 815,23	1 984,46	2 289,70	2 443,16	2 495,62	2 405,61	2 612,52	3 522,88	3 576,78
Solde commercial	-485,04	-503,99	-485,18	-600,35	-627,31	-584,90	112,36	193,56	-681,0	-866,63
Taux de couverture (en %)	72,61	72,24	75,55	73,78	74,32	76,56	104,67	107,41	80,67	75,77

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.2. Exportations

Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Animaux vivants et produits du règne animal	4,78	3,03	2,03	2,43	1,23	0,61	0,57	0,95	1,01	3,87
Produits du règne végétal	134,70	198,34	174,53	205,09	240,55	160,20	140,30	151,67	196,99	184,53
Graisses et huiles animales ou végétales	7,61	7,77	9,29	12,08	14,04	20,68	20,75	18,14	19,46	17,31
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	7,79	7,46	8,07	9,87	9,55	8,98	10,28	19,06	21,86	23,72
Produits minéraux	75,48	23,45	8,36	8,38	15,68	16,71	85,83	118,29	107,10	81,29
Produits des industries chimiques et connexes	4,33	8,99	14,05	4,42	12,51	7,97	8,49	7,74	11,32	10,52
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2,78	1,75	4,92	2,89	2,42	2,65	0,93	2,29	2,78	1,24
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,23	0,30	1,34	0,01	0,15	0,09	0,03	0,12	0,48	1,08
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,02	0,05	0,21	0,06	0,11	0,03	0,12	0,09	0,16	0,47
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,15	0,82	0,15	0,08	0,24	0,13	0,18	0,35	1,77	0,40
Matières textiles et ouvrages en ces matières	233,61	179,80	255,52	217,37	180,14	209,06	153,90	255,19	299,51	158,79
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,12	0,10	0,04	0,03	0,02	0,02	0,03	0,08	0,05	0,11
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,83	0,36	0,12	0,25	0,17	0,11	0,04	0,05	0,17	0,09

Sections	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	722,37	795,51	922,25	1088,36	1192,39	1330,89	2054,60	2175,97	2102,29	2133,57
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	50,64	40,45	61,26	102,12	115,41	101,07	11,64	13,67	27,78	18,70
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	20,59	20,78	17,50	19,83	20,60	22,38	19,89	23,76	29,07	42,02
Matériel de transport	15,81	19,61	17,32	13,05	8,30	26,01	8,41	16,59	17,78	29,09
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	1,22	0,70	0,43	1,22	0,56	0,97	0,63	0,81	1,02	1,13
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,00	0,11	0,48	0,09	0,16	0,48	0,05	0,00	0,14	0,04
Marchandises et produits divers	1,25	1,58	1,15	1,46	1,20	1,42	1,11	1,07	1,02	2,03
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,23	0,28	0,24	0,28	0,42	0,27	0,17	0,19	0,12	0,15
Total exportations	1 285,54	1 311,23	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87	2 710,15

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)

Rang	2014		2015	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	722,40	Or et alliages d'or à usage non monétaire	794,60
2	Coton (non compris les linters) en masse	227,40	Coton (non compris les linters) en masse	169,40
3	Graines de sésame	66,40	Graines de sésame	99,90
4	Zinc	43,10	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	51,50
5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	24,10	Zinc	32,70
6	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	21,20	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	21,90
7	Graines de coton	6,80	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	7,20
8	Minerais de plomb, même enrichis	6,60	Maïs non moulu	7,10
9	Huiles végétales fixes, nda	6,20	Coton cardé ou peigné	6,80
10	Maïs non moulu	5,50	Graines de coton	6,30
11	Huile de coton	4,40	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	6,30
12	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	4,20	Charbons actives	5,60
13	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	4,00	Huiles végétales fixes, nda	5,40
14	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	3,70	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	4,80
15	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,30	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biaux(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,90
16	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biaux(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,80
17	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90
18	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,80	Ciments Hydrauliques	2,80
19	Sacs	1,80	Huiles de coton	2,40

Rang	2014		2015	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
20	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,80	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,20

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2016		2017	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	920,40	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 085,40
2	Coton (non compris les linters) en masse	236,50	Coton (non compris les linters) en masse	195,30
3	Graines de sésame	67,40	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	99,60
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	66,90	Zinc	95,80
5	Zinc	53,70	Graines de sésame	59,00
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	22,60	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	18,00
7	Coton cardé ou peigné	15,80	Coton cardé ou peigné	18,00
8	Charbons actifs	9,70	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,90
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,40	Maïs non moulu	7,60
10	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,30	Huile de coton	7,50
11	Huiles végétales fixes, nda	6,40	Huiles végétales fixes, nda	7,20
12	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	6,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,90
13	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,80	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	4,00
14	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,30	Arachides non grillées, décortiquées ou non	3,90
15	Maïs non moulu	2,90	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	3,40
16	Fils de fer	2,60	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,30
17	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60	Argent	2,90
18	Huiles de coton	2,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,70
19	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,20	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,50
20	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	2,10	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	2,00

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2018		2019	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 190,70	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 329,20
2	Coton (non compris les linters) en masse	177	Coton (non compris les linters) en masse	206,10
3	Noix de cajou fraîches ou sches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,1	Zinc	90,90
4	Zinc	103,7	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,80
5	Graines de sésame	71,1	Graines de sésame	41,40
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,2	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	39,00
7	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,3	Huiles végétales fixes, nda	18,60
8	Huiles végétales fixes, nda	12,4	Aérodynes entraines par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	15,90
9	Tomates fraiches ou réfrigérées	9,4	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,70
10	Charbons actifs	7,2	Barres et profilés en fer ou en acier	5,30

Rang	2018		2019	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
11	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	6,3	Explosifs préparés	4,20
12	Barres et profilés en fer ou en acier	5,8	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,20
13	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,2	Graine de coton	4,10
14	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,5	Ciments hydrauliques	3,90
15	fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,2	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	3,80
16	Explosifs préparés	2,1	Maïs non moulu	3,60
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	3,60
18	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	1,8	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60
19	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,8	Fèves de soja	2,50
20	Autres	1,7	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport ...	2,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2020		2021	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 050,80	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 171,96
2	Coton (non compris les linters) en masse	150,70	Coton (non compris les linters) en masse	252,00
3	minerais de zinc, même enrichis	60,70	Minerais de zinc, même enrichis	87,68
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	39,00	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	64,37
5	Graines de sésame	36,90	Graines de sésame	34,95
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	26,20	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,60
7	Huiles végétales fixes, nda	18,60	Ciments hydrauliques	19,67
8	avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	15,70	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	17,57
9	Ciments Hydrauliques	15,50	Huiles végétales fixes, nda	15,49
10	maïs non moulu	13,00	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	12,04
11	Barres et profilés en fer ou en acier	6,30	Cigarettes	7,16
12	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	6,30	Barres et profilés en fer ou en acier	6,58
13	Explosifs préparés	4,90	Graine de coton	5,84
14	parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,30	Explosifs préparés	5,36
15	argent	3,80	Fèves de soja	4,52
16	Fèves de soja	3,70	Argent	4,01
17	voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,50	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	3,99
18	dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	2,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,83
19	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,10	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,52
20	autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,10	Minerais de fer, même enrichis, non agglomérés	2,50

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (fin)

Rang	2022		2023	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 099,08	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 130,28
2	Coton (non compris les linters) en masse	295,76	Coton (non compris les linters) en masse	154,94
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	89,72	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	72,44
4	Ciments hydrauliques	50,83	Ciments hydrauliques	63,98
5	Graines de sésame	41,88	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	49,22
6	Minerais de zinc, même enrichis	34,61	Graines de sésame	34,96
7	Farines de graines et de fruits oléagineux, nondéshuilés, sauf celle de moutarde	33,00	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	16,76
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	22,08	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	15,67
9	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	20,05	Huiles végétales fixes, nda	15,41
10	Barres et profilés en fer ou en acier	16,22	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	14,04
11	Huiles végétales fixes, nda	15,85	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	8,21
12	Cigarettes	8,04	Barres et profilés en fer ou en acier	7,12
13	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	6,82	Tourteaux, grillons et autres résidus des huiles de coton	7,07
14	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	6,41	Cigarettes	6,46
15	Explosifs préparés	6,25	Explosifs préparés	6,45
16	Fèves de soja	6,06	Fèves de soja	6,35
17	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	5,43	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	6,14
18	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,94	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	5,39
19	Catapultes	3,44	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	4,01
20	Argent	3,20	Limonades, eaux gazeuses aromatisées et aut. Boissons non alcooliques, nda	3,98

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.4: Evolution des principaux produits exportations (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des exportations	1285,54	1311,23	1499,27	1689,35	1815,85	1910,72	2517,98	2806,08	2841,87	2710,18
Bovins	3 685	1 938	932	480	647	422	213	665	491	1 687
Ovins et Caprin	621	455	506	472	446	159	192	234	289	2 060
Mais en grain	5 480	7 118	2 872	7 640	1 524	3 625	13 040	1 405	51	614
Autres céréales et produits céréaliers, nda	1 109	185	99	2 123	13	799	786	354	56	116
Oignons, échalotes, poireaux etc.	332	310	369	260	329	381	397	464	429	342
Autres fruits et légumes, nda	28 645	62 173	78 628	111 761	142 360	72 707	56 504	84 046	114 100	91 790
Café, the, cacao, épices et produits dérivés	103	249	245	560	403	1 120	404	1 093	2 106	1 520
Vins	327	155	282	365	349	379	502	451	587	480
Autres boissons, nda	816	406	437	767	1 700	956	1 105	1 661	2 546	4 909
Graines de coton	6 796	6 349	294	345	7	2	1	0	8	0
Graines de sésame	66 529	100 546	68 980	60 626	71 312	41 500	36 934	35 305	41 990	35 021

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Coton en masse égrené	227 426	169 412	236 457	195 280	176 969	206 120	150 675	251 998	295 762	154 945
Beurre de karité	6 017	5 210	6 121	7 068	12 348	18 577	18 421	13 910	12 015	11 770
Autres huiles et graisses végétales, nda	1 573	2 550	2 900	4 253	1 336	1 733	2 021	4 224	7 356	5 487
Produits organiques	113	47	169	38	94	26	7	35	82	232
Produits inorganiques	205	223	189	227	140	791	160	645	769	710
Peintures	445	355	421	537	427	600	591	595	758	820
Produits médicaux pharmaceutiques	616	444	567	205	145	454	820	309	435	848
Huiles, essences et produits de parfumerie	826	382	394	292	295	242	340	322	660	669

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.5 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

Destination	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Union européenne	100,98	87,80	117,82	92,32	136,75	121,71	100,03	74,22	153,19	97,12
dont										
France	46,84	38,69	37,19	45,17	76,06	61,33	31,56	22,21	59,50	21,81
Belgique, Luxembourg	5,34	1,11	2,16	4,21	6,21	8,68	13,11	13,39	14,48	10,62
Pays-Bas	5,75	6,01	5,93	16,45	15,98	5,09	6,34	7,52	12,06	13,35
Allemagne	3,11	4,04	6,35	5,16	7,23	8,52	11,07	7,29	13,73	8,15
Italie	1,54	0,45	1,33	0,74	0,67	1,75	1,22	3,25	9,96	9,44
Royaume-Uni	23,98	18,51	22,33	8,71	17,40	12,04	2,41	3,35	3,56	5,63
Autres pays européens	701,32	651,48	889,52	1000,18	957,211	049,611	922,732	040,961	957,86	1828,13
dont										
Suisse	701,13	651,36	889,46	999,96	957,041	048,871	921,302	039,881	956,87	1827,57
Afrique du Nord	1,03	0,73	0,80	0,96	1,97	1,57	0,91	1,31	1,84	2,67
Afrique de l'Ouest	226,88	170,10	147,77	198,67	238,59	214,10	191,41	231,64	391,81	379,17
dont										
Mali	68,78	25,86	12,80	17,71	10,07	13,99	23,66	43,55	188,31	162,76
Niger	18,48	19,93	8,48	11,44	10,35	17,92	30,22	19,62	18,98	12,72
Sénégal	2,76	4,62	4,32	7,07	6,43	6,05	6,57	6,65	10,28	15,43
Guinée	1,49	1,06	1,95	4,80	2,89	1,92	3,02	3,99	6,29	11,16
Côte d'Ivoire	65,52	47,82	64,61	108,69	115,17	104,52	71,98	101,13	104,85	82,38
Ghana	29,64	31,57	35,07	26,35	55,82	52,01	34,01	27,90	32,83	49,53
Togo	21,83	33,46	17,16	20,59	34,11	15,88	20,21	19,58	19,68	40,25
Bénin	13,39	2,67	1,00	0,65	1,34	0,86	1,21	2,61	6,35	2,74
Afrique centrale	1,22	1,05	0,67	0,53	0,30	0,49	0,15	0,24	0,28	0,50
Afrique australe	56,92	50,45	54,08	16,57	0,49	1,50	1,64	0,56	0,36	3,22
dont										
Afrique du Sud	56,85	50,28	54,08	16,57	0,49	1,38	1,64	0,56	0,30	0,81
Afrique orientale	1,70	1,62	1,23	2,06	3,77	5,68	21,06	18,96	18,42	20,14
Asie	190,92	339,63	275,36	375,39	463,49	500,02	273,22	405,24	289,65	356,84
dont										
Émirats Arabes Unis	1,31	6,89	1,14	1,06	5,73	5,49	7,73	7,30	121,43	230,62
Inde	15,72	132,44	77,30	168,03	278,77	336,29	170,36	268,99	46,66	50,27
Chine	15,00	38,25	24,93	5,84	7,29	8,06	1,48	11,04	0,90	8,39
Japon	14,34	9,34	9,55	16,66	2,26	4,34	4,76	2,58	1,80	4,81
Singapour	87,17	128,97	136,98	153,19	139,71	123,78	69,01	107,96	107,21	50,10
Amérique	4,55	8,34	11,96	2,65	13,21	15,85	6,76	32,79	28,32	21,56
dont										
Etats Unis	3,16	1,02	1,27	1,94	4,34	4,40	5,94	31,38	26,46	17,82
Canada	0,74	7,15	10,62	0,52	8,17	1,23	0,67	1,16	1,49	2,21
Océanie	0,02	0,03	0,07	0,04	0,07	0,19	0,08	0,17	0,14	0,79
Autres pays	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	1 285,541	311,231	499,271	689,351	815,851	910,722	517,982	806,082	841,872	710,15

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.3. Importations

Tableau N°8.6 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Animaux vivants et produits du règne animal	19,69	18,88	17,82	19,65	24,10	26,14	27,90	29,51	35,95	44,97
Produit du règne végétal	91,41	102,56	117,86	128,39	142,19	126,56	121,83	117,90	196,21	182,05
Graisses et huiles animales ou végétales	16,33	17,58	25,81	18,71	20,85	14,79	14,77	12,23	16,35	27,18
Produits des industries alimentaires : boissons, alcool, etc.	98,89	111,03	113,50	115,16	114,51	105,78	120,10	150,47	150,61	159,40
Produits minéraux	617,93	548,30	475,33	636,15	736,86	766,10	753,72	879,26	1432,28	1566,18
Produits des industries chimiques et connexes	228,15	247,45	302,54	263,45	318,07	278,03	311,24	304,84	431,33	411,50
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	62,91	59,48	73,62	74,97	94,38	89,77	89,27	104,76	117,93	98,69
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,16	0,89	1,24	0,85	3,00	1,67	2,63	3,78	5,47	5,08
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	4,74	4,45	4,49	4,53	3,97	4,01	5,17	5,40	7,92	10,24
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	23,80	23,87	27,36	28,76	30,78	29,28	30,39	40,00	49,44	36,32
Matières textiles et ouvrages en ces matières	30,40	24,91	61,73	34,78	30,97	51,78	50,14	47,70	58,42	39,14
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	7,48	3,82	8,31	5,81	6,57	5,90	5,32	7,18	7,27	8,31
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	15,69	13,66	14,00	16,70	17,54	22,51	25,71	28,95	35,86	36,86
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,45	0,32	0,21	0,34	0,36	0,21	0,26	0,60	0,86	0,94
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	157,58	143,74	169,57	186,36	194,46	202,79	183,89	210,79	290,80	242,71
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	223,86	273,48	365,18	501,58	427,44	464,16	406,83	396,85	429,04	456,52
Matériel de transport	134,55	182,42	157,81	207,30	217,00	258,35	191,83	209,02	190,69	190,96
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	15,27	20,27	21,32	21,53	27,78	25,56	40,52	30,92	37,26	30,34
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	2,19	2,27	4,28	3,39	6,91	2,24	2,03	1,84	0,81	1,48
Marchandises et produits divers	18,07	15,83	22,44	21,26	25,41	19,96	22,04	30,46	28,27	27,86
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,04	0,03	0,04	0,10	0,07
Total importations	1 770,58	1 815,23	1 984,46	2 289,70	2 443,16	2 495,62	2 405,61	2 612,52	3 522,88	3 576,78

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.7 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)⁶

	2014	2015	2016
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	451,73	423,38	373,09
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	76,77	77,98	98,76
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	51,23	47,26	45,7
Brisures de riz	25,13	29,73	35,1
Energie électrique	-	-	-
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	20,5	26,8	38,35
Ciments hydrauliques (Clinkers)	46,92	57,98	63,55
Propane et butane liquéfiés	26,21	23,5	24,58
Aérodynes entraînées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	-	15,88	-
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	16,76	22,74	23,94
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	11,67	29,03	32,77
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	27,05	29,44	27,74
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur.....	12,82	11,71	21,68
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	5,85	8,75	11,64
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,61	30,14	34,28
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	5,79	10,04	37,04
Explosifs préparés	9,51	5,73	6,01
Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	8,61	15,01	19,2
Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	12,12	9,28	17,83
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	16,92	23,28	23,94

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)-suite

Rang	2017	Valeurs	2018	Valeurs
	Produits		Produits	
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	452,80	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	539,80
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	88,80	Médicament Contenant d'autres substances	101,50
3	Ciments hydrauliques(Clinkers)	82,90	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	72,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	62,20	Ciments hydrauliques(Clinkers)	70,90
5	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	54,80	Brisures de riz	50,10
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	51,00	Energie électrique	49,60
7	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	40,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	46,90
8	Brisures de riz	40,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	43,00
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	39,20	Propane et butane liquéfiés	40,90
10	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	39,00	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	31,70
11	Appareils Électriques d'éclairage Et De Signalisation Essuie-Glaces	35,30	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	31,40
12	Propane et butane liquéfiés	34,90	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	30,40
13	Energie électrique	31,70	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	30,20
14	Tabacs fabriqués (à fumer, a chiquer, a priser); extrait ou sauces de tabac	31,60	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,60
15	Autre Froment (Avec l'épeautre) Et Méteil Non moulus	26,00	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	27,10
16	Cyanures simples et complexes	25,00	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	27,00
17	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	25,00	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	26,50
18	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	24,30	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	24,70
19	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	23,90	Ouvrages	24,30
20	Autres	23,00	Constructions	23,30

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

⁶ Ce tableau sera progressivement remplacé par le tableau 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	583,60	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	497,70
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	86,20	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	109,80
3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	77,00	Ciments Hydrauliques(Clinkers)	96,50
4	Brisures de riz	62,80	Energie électrique	81,70
5	Energie électrique	62,60	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	70,30
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	58,80	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	49,60
7	Ciments hydrauliques(Clinkers)	48,20	Propane et butane liquéfiés	49,60
8	Propane et butane liquéfiés	42,70	Brisures de riz	44,50
9	Aérodynes entraines par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,70	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	33,30
10	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	30,70	Cyanures simples et complexes	30,90
11	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	30,50	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,40
12	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,50	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,20
13	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	29,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	28,00
14	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	27,40	Explosifs préparés	27,00
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,20	Ouvrages	25,50
16	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	27,20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,80
17	Explosifs préparés	26,70	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	20,90
18	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	26,00	Préparations alimentaires, nda	18,80
19	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	24,40	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	17,40
20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,30	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	17,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (Suite)

Rang	2021		2022	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	581,38	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	1 130,72
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	106,54	Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	123,42
3	Ciments hydrauliques(Clinkers)	105,75	Ciments hydrauliques(Clinkers)	108,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	84,45	Energie électrique	85,21
5	Energie électrique	81,34	Propane et butane liquéfiés	80,75
6	Propane et butane liquéfiés	64,17	Brisures de riz	71,38
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	43,90	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	66,79
8	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	41,63	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	59,17
9	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,69	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	52,05
10	Brisures de riz	35,68	Fil machine	50,05
11	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	35,50	Ouvrages	41,33
12	Ouvrages	28,24	Autres	39,37
13	Explosifs préparés	26,22	Explosifs préparés	37,10
14	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	25,24	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	34,74
15	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	24,66	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	34,29
16	Cyanures simples et complexes	24,53	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	33,37
17	Fil manchine	23,87	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	33,09
18	Produits chimiques nda	22,27	Cyanures simples et complexes	31,11
19	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur....	20,88	Tôles	29,85
20	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao nda	19,75	Produits chimiques nda	29,45

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) (Fin)

Rang	2023	
	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	1 220,99
2	Ciments hydrauliques	124,35
3	Energie électrique	118,92
4	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	103,16
5	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	63,91
6	Propane et butane liquéfiés	58,97
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	58,48
8	Brisures de riz	57,48
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	52,15
10	Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts	39,12
11	Explosifs préparés	38,28
12	Antiparasitaires, antirongeurs, et produits similaires présentés à l'état	37,02
13	Cyanures simples et complexes	36,29
14	Ouvrages en fonte, fer ou acier, à l'état brut, nda	35,97
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,61
16	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	35,10
17	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser) ; extrait ou sauces de tabac	33,73
18	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	33,54
19	Lampes	32,24

Rang	2023	
	Produits	Valeurs
20	Fil machine en fer ou en acier	30,16

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.9 : Evolution des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ensemble des importations	1 660,9	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2	2 369,8	2 612,5	3 522,0	3 576,8
Machines non électriques	139,9	181,9	245,3	298,9	269,4	310,6	272,3	235,8	239,3	237,1
Gaz oil	192,9	174,2	167,9	195,5	242,0	288,7	255,7	253,3	491,6	553,8
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	117,5	230,4	182,8	234,2	276,6	272,4	218,7	312,9	584,8	635,7
Machines et appareils électriques	92,0	93,0	116,2	200,1	139,4	146,7	131,4	152,0	169,9	181,8
Produits médicaux pharmaceutiques	96,9	109,1	127,4	97,5	137,1	128,1	139,9	138,7	190,8	152,5
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	17,9	14,6	22,9	57,1	74,3	87,2	108,4	112,3	118,9	147,0
Voitures de tourisme	43,2	44,8	44,3	62,0	72,8	75,5	69,5	78,2	65,2	57,3
Riz	49,2	50,9	61,9	65,9	81,1	69,3	58,3	39,5	89,7	72,5
Camions, camionnettes	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8	49,6	40,9	33,1	35,1
Autres articles manufactures en métal, nda	36,8	31,9	36,2	52,6	58,7	55,0	46,3	54,5	68,6	90,8
Autres fer et acier, nda	41,2	39,2	47,5	36,6	45,4	54,3	49,6	58,8	84,7	68,1
Ciment hydraulique	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2	96,5	105,7	108,8	124,3
Autres machines et matériels de transport, nda	4,6	22,0	4,9	8,3	15,9	46,7	7,5	3,0	4,8	6,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.10 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)

Pays d'origine	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Union européenne	578,90	605,80	509,10	671,80	589,40	615,40	617,10	621,10	891,90	784,67
dont										
France	184,70	160,70	159,60	193,30	176,80	183,10	176,30	203,80	325,60	262,73
Belgique, Luxembourg	36,20	54,70	35,00	44,00	43,30	50,90	37,30	48,10	139,00	123,49
Pays-Bas	131,20	141,80	88,60	153,20	76,10	55,50	73,00	79,40	121,50	102,11
Allemagne	49,50	51,10	59,40	88,30	83,00	71,40	83,20	73,40	78,10	86,29
Italie	23,10	40,10	33,30	34,20	38,50	50,40	54,90	30,30	39,20	54,03
Royaume-Uni*	59,70	31,20	24,70	23,70	30,10	45,60	46,30	51,80	22,70	26,41
Autres pays européens	79,50	61,90	60,10	97,90	197,60	247,90	205,20	166,10	319,20	377,48
dont										
Russie	46,20	36,80	44,90	50,30	131,90	196,80	166,30	131,00	273,50	318,22
Afrique du nord	29,60	54,80	42,90	44,10	73,80	62,60	60,00	77,20	90,00	135,43
dont										
Maroc	16,25	33,10	27,00	22,74	38,33	41,43	29,83	31,93	35,86	44,88
Egypte	3,58	6,18	7,20	10,61	11,76	7,72	11,84	18,19	19,57	54,81
Afrique de l'Ouest	3,60	6,20	7,20	10,60	523,00	534,40	547,30	562,20	747,50	939,14
dont										
Sénégal	20,70	17,30	24,20	22,00	17,50	19,30	14,00	16,60	16,60	20,04
Côte d'Ivoire	189,70	151,50	170,50	235,90	275,40	264,80	196,60	220,80	371,90	496,65
Ghana	62,90	66,90	95,70	108,70	116,60	171,70	151,90	153,40	191,70	228,86
Mali	16,45	25,14	41,50	34,48	21,35	10,81	25,85	16,25	12,12	20,72
Niger	62,52	11,08	18,18	16,11	9,33	12,56	57,94	67,53	15,71	39,17
Togo	75,40	55,50	69,00	71,60	72,60	41,00	81,50	72,70	123,20	125,31
Nigeria	12,40	7,20	7,40	6,50	7,10	6,60	5,60	8,30	14,10	6,21
Afrique centrale	12,40	7,00	15,10	2,30	1,40	3,40	11,70	1,10	10,50	7,73
Afrique australe	48,30	46,80	35,10	43,40	47,20	38,00	37,70	38,90	36,10	41,10
dont										
Afrique du Sud	48,10	46,80	34,60	42,90	47,10	37,40	37,30	38,40	36,00	40,97
Afrique orientale	0,90	0,60	1,30	0,60	0,80	0,40	2,20	1,10	1,50	1,08
Asie	465,90	500,60	644,70	682,20	772,40	714,90	692,40	897,10	1 144,0	1 029,98
dont										
Chine	209,00	218,80	286,40	331,10	309,10	305,10	299,50	363,10	457,30	493,80
Japon	40,60	46,60	48,90	71,00	67,30	67,80	74,70	72,40	71,80	67,59
Turquie	15,79	12,98	32,85	36,73	30,84	37,27	48,54	75,70	74,15	60,23
Vietnam	5,94	3,41	26,37	6,18	7,92	9,66	9,45	18,27	33,61	26,57
Thaïlande	31,20	37,00	42,80	38,90	39,90	31,90	11,10	13,90	20,30	31,62
Inde	69,90	61,90	103,00	101,80	132,20	140,80	131,90	146,60	227,00	204,99
Amérique	105,70	189,30	224,70	219,10	205,10	239,90	211,60	229,80	246,70	237,25
dont										
Etats Unis d'Amérique	74,10	120,70	159,60	160,40	142,80	159,00	171,60	180,60	187,70	148,22
Brésil	10,10	25,60	10,10	14,50	15,70	50,60	12,70	12,10	21,00	10,00
Océanie	7,50	10,90	21,70	31,60	32,30	38,70	20,20	17,90	32,00	22,88
Autres pays	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	2,70	0,04
Ensemble	1 770,6	1 815,2	1 984,5	2 289,7	2 443,2	2 495,6	2 405,6	2 612,5	3 522,0	3 576,78

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur.

(*) en attendant la mise à jour de la base de données du commerce extérieur, ce pays est maintenu dans le groupe Union Européenne

NEUVIEME PARTIE

BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE

9.1. Balance des paiements

Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023
Compte des transactions courantes	-493,2	-529,4	-462,4	-520,4	-369,3	-306,9	269,3	42,8	-875,7	-489,0
1- Biens et services	-551,8	-601,5	-471,7	-413,2	-364,1	-325,5	184,6	221,1	-590,7	-553,7
Balance des biens	-128,6	-142,7	-0,4	105,2	161,1	214,3	618,1	698,2	-3,9	-30,4
Exportations de biens FOB :	1362,3	1397,7	1676,4	1995,6	2196,4	2301,3	2843,3	3148,8	3312,2	3194,5
Dont intra-UEMOA	104,8	113,2	122,2	132,0	73,0	72,2	77,9	84,2	455,3	459,9
Réexportations	68,1	20,0	39,4	36,4	35,1	52,1	26,7	36,6	53,8	54,6
Importations de biens FOB	-1490,9	-1540,4	-1676,7	-1890,4	-2035,2	-2087,0	-2225,1	-2450,6	-3316,1	-3224,8
Importations de biens CAF	-1770,4	-1821,7	-1983,5	-2268,1	-2436,0	-2495,4	-2405,3	-2612,5	-3505,3	-3566,8
dont :										
Dont intra-UEMOA	-587,8	-617,2	-648,0	-680,4	-583,6	-552,6	-580,2	-609,2	-871,4	-880,1
Balance des services	-423,2	-458,7	-471,4	-518,5	-525,3	-539,8	-433,5	-477,0	-586,9	-523,3
Crédit	223,8	231,0	262,9	279,2	309,4	316,3	292,8	308,1	314,1	356,3
Dont voyage	66,7	64,7	72,2	68,1	67,2	68,2	43,1	45,3	47,1	69,9
Débit	-646,9	-689,8	-734,2	-797,7	-834,7	-856,1	-726,3	-785,1	-901,0	-879,6
Dont fret et assurances	-297,4	-311,0	-338,6	-381,7	-405,1	-416,9	-314,0	-351,0	-443,0	-435,9
2- Revenu primaire	-177,5	-199,5	-231,8	-230,4	-267,0	-299,5	-319,9	-512,0	-647,8	-487,8
Dont intérêts sur la dette	-14,7	-15,9	-16,8	-20,2	-53,5	-62,1	-70,1	-90,4	-119,9	-148,5
3- Revenu secondaire	236,1	271,6	241,1	231,5	261,8	318,0	404,5	333,7	362,8	552,5
- Administrations publiques	114,3	145,9	111,0	100,0	123,3	169,3	235,0	146,2	169,5	109,4
Dont aides budgétaires	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,5	159,7	80,9	60,3	0,0
- Autres secteurs	121,8	125,7	130,1	131,5	138,5	148,7	169,5	187,5	193,3	443,1
Dont transferts de fonds des migrants	179,7	211,5	218,1	221,3	230,2	241,7	268,3	282,2	290,7	690,2
Compte de capital	200,2	153,8	150,1	172,8	175,8	125,9	197,3	235,7	261,0	298,3
4- Acquisition/ cessions d'actifs non financiers	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
5- Transferts de capital	200,2	153,6	150,0	172,6	175,6	125,8	197,0	235,5	260,7	298,0
- Administrations publiques	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	235,0	146,2	169,5	109,4
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	141,9	179,3	203,4	239,6
- Autres secteurs	42,6	48,4	51,0	52,7	53,2	54,0	169,5	187,5	193,3	443,1
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-293,0	-375,6	-312,2	-239,3	-193,4	-181,0	466,6	278,6	-614,8	-190,7
Compte financier	-163,5	-654,9	-554,9	-490,7	-313,2	-252,6	-8,5	-374,5	47,5	151,5
6- Investissement direct	-141,6	-128,8	-201,6	4,5	-111,5	-85,9	52,7	20,4	-403,1	103,6
7- Investissements de portefeuille	86,2	-3,0	-7,9	-112,4	-150,2	-120,0	-105,8	-440,5	-41,6	-235,6

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	-108,0	-523,1	-345,4	-382,8	-51,5	-46,7	44,6	45,6	492,1	283,6
- Administrations publiques	-50,7	-89,2	-145,0	-77,1	-158,6	-233,7	235,0	146,2	169,5	109,4
- Tirages	82,2	122,1	144,8	124,5	131,0	293,0	334,1	424,5	288,2	49,0
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Amortissements	-30,8	-32,9	-41,9	-50,2	-55,1	-76,9	-61,4	-72,5	-95,1	-145,6
- Autres secteurs	-57,3	-433,9	-200,4	-305,7	107,1	186,9	169,5	187,5	193,3	443,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-3,4	4,3	-3,3	-4,5	-3,5	-4,2	-4,3	-4,3	-4,4	-3,6
Solde global	-132,9	283,6	239,4	247,0	116,3	67,4	470,8	648,7	-666,7	-345,8
g- Ecart d'évaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	132,9	-283,6	-239,4	-277,4	-116,3	-67,4	-470,8	-648,7	666,7	345,8
Banque centrale	143,9	8,2	70,9	-135,6	-311,5	233,8	128,7	262,0	-1091,5	251,6
Autres institutions de dépôts	-11,0	-291,8	-310,3	-141,7	195,2	-301,2	-599,5	-910,7	1758,2	94,2

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Les données de 2022 sont des estimations

9.2. Situation monétaire

Tableau N°9.2 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)

Agrégats	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Circulation fiduciaire	227,93	299,17	280,60	447,89	577,81	655,88	697,69	833,54	828,75	986,10
Billets et monnaies mis en circulation	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,4	967,05	1147,21
Encaisses des banques (à déduire)	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,30	131,74	154,54
Encaisses des Trésors (à déduire)	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,60	6,57	6,57
Dépôts transférables	937,551	130,691	333,211	577,751	710,971	828,642	300,482	783,602	813,942	491,77
BCEAO	0,49	0,56	0,56	0,38	0,37	2,17	2,89	1,86	1,86	1,00
Banques	803,84	968,75	1153,72	1377,24	1486,23	1576,25	2007,91	2480,19	2480,19	2189,17
CCP et CNE	133,22	161,38	178,93	200,12	224,37	250,22	289,69	301,60	301,60	301,60
M1	1165,47	1429,86	1613,81	2025,63	2288,78	2484,52	2998,17	3617,14	3617,14	3477,87
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	919,79	1060,27	1166,82	1341,09	1429,49	1571,89	1781,05	1967,90	2074,18	2074,14
BCEAO	0,00	0,27	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,30	0,33	0,33
AID	919,79	1060,00	1166,49	1340,75	1429,15	1571,55	1780,71	1967,60	2073,85	2073,81
Masse monétaire (M2)	2085,27	2490,13	2780,63	3366,72	3718,27	4056,41	4779,21	5585,105	716,875	552,01
Actifs extérieurs nets	455,23	737,75	1052,761	330,121	443,501	508,531	983,662	636,751	972,071	626,28
BCEAO	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09	-372,52
Banques	578,35	873,811	189,371	331,091	133,001	431,811	778,202	169,342	596,161	998,81
Créances intérieures	1 873,602	036,122	055,842	436,312	721,903	068,013	380,853	487,404	396,144	764,69
Créances nettes sur l'Administration Centrale	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	142,06	443,46
BCEAO	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57	199,76
Banques	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,90	81,49	243,70
Créances sur les autres secteurs	1 829,262	018,252	144,322	370,242	664,672	916,173	188,473	553,904	254,074	321,23
BCEAO	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15	9,00
Banques	1826,04	2014,68	2140,09	2365,06	2658,98	2909,84	3180,58	3546,25	4244,92	4312,22
Passifs à caractère non monétaire (2)	345,16	394,72	487,01	571,34	630,07	719,81	842,301	020,101	187,881	370,48
Actions et autres participations dans les ID	279,84	313,20	396,49	463,81	470,94	535,85	633,18	724,10	838,32	912,80
BCEAO	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50	0,49
Banques	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,60	837,82	912,32
Engagements non monétaires des ID	65,32	81,52	90,51	107,53	159,13	183,97	209,11	296,00	349,56	457,68
Dépôts exclus de M2	45,68	62,20	61,38	89,58	134,08	150,57	182,43	228,90	290,07	384,59
Emprunts	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,10	59,49	73,09
Titres autres qu'actions exclus de M2	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres postes nets (3)	-101,59	-110,97	-159,03	-171,64	-182,93	-199,68	-257,00	-481,10	-536,55	-531,52
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-133,22	-161,38	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22	-289,69	-301,60	-301,60	-301,60
Total des contreparties de M2 (4)	2 085,272	490,132	780,633	366,723	718,274	056,414	779,215	585,105	585,105	552,01

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Tableau N°9.3 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	281,64	418,51
Créances nettes de la BCEAO	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57	174,81
Créances	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06	333,18
Crédits	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,61	214,71	289,98	276,06	333,18
Concours adossés aux DTS	24,71	19,93	15,00	9,93	4,70	0,59	0,20	91,63	91,63	91,63
Concours consolidés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours du FMI	103,60	112,16	120,58	110,92	106,76	118,02	214,51	198,35	184,43	241,55
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Engagements	145,53	146,17	285,36	176,59	178,20	160,32	193,26	385,38	215,48	162,84
Encaisses du Trésor	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,57	6,57	6,57
Dépôts	139,86	139,98	277,37	168,94	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92	126,85
Autres engagements (3)	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes des banques	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07	243,70
Créances	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82	1 154,75
Crédits	52,22	25,76	31,19	49,97	9,44	8,60	65,12	113,69	277,58	295,92
Portefeuille de titres du Trésor	211,37	244,92	314,64	415,10	454,83	547,99	679,82	760,39	881,24	858,83
Engagements	202,02	238,73	284,53	343,27	340,31	363,02	574,01	845,18	937,75	911,05
dont dépôts	202,02	237,80	284,53	343,27	340,31	363,02	573,98	845,04	936,13	908,44

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat

(2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

Tableau N°9.4 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Actifs extérieurs nets	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,34	2 596,16	1 998,81
Créances sur les non-résidents	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,93	2 968,30	2 624,31
Engagements envers les non-résidents	-319,23	-330,45	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64	-311,68	-286,60	-372,14	-625,50
Créances sur la Banque Centrale	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83	649,90	430,39	433,61
Numéraire	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,28	131,74	154,54
Dépôts	105,33	124,63	123,56	149,67	166,55	162,73	348,46	536,62	298,65	279,07
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes sur l'administration centrale	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07	243,70
Créances sur l'administration centrale	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82	1 154,75
Engagements envers l'administration centrale	-202,02	-238,73	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02	-574,01	-845,18	-937,75	-911,05
Créances sur les autres secteurs	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,25	4 105,34	3 312,22
Créances sur les autres sociétés financières	19,53	20,03	22,11	33,22	13,33	18,46	17,66	41,43	59,41	72,39
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	21,83	4,88	0,02	15,11	5,36
Créances sur les sociétés non financières publiques	198,38	246,75	158,73	89,74	252,38	210,97	237,15	289,42	359,96	347,83
Créances sur le secteur privé	1 608,13	1 747,90	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58	2 920,89	3 215,39	3 670,87	3 886,64
Engagements envers la banque centrale	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98	1 088,20	1 812,49	1 508,27
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25	2 007,91	2 480,19	2 511,91	2 189,17
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55	1 780,71	1 967,58	2 073,85	2 189,17
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	44,79	61,59	61,15	81,29	133,72	149,79	181,82	228,33	289,29	380,93
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,11	59,49	73,09
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves techniques d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,62	757,82	912,32
Autres postes (net)	40,11	36,00	9,50	9,87	83,92	108,29	47,74	-160,64	-151,89	-149,24

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Tableau N°9.5 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Actifs extérieurs nets	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09	-372,52
Créances sur les non-résidents	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10	168,75	524,37
Engagements envers les non-résidents	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,68	792,84	896,89
Créances sur les autres institutions de dépôt	519,89	657,17	776,14	762,04	645,72	864,23	886,15	1 088,82	1 812,49	1 508,41
Créances nettes sur l'administration centrale	-11,55	-7,90	-141,79	-48,11	-57,33	-35,45	30,20	-88,84	67,14	206,33
Créances sur l'administration centrale	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06	333,18
Engagements envers l'administration centrale	139,86	139,98	277,37	168,96	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92	126,85
Créances sur les autres secteurs	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15	9,00
Créances sur les autres sociétés financières	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,76	3,66	2,69
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur le secteur privé	3,22	3,57	3,63	4,09	4,03	4,36	4,49	4,89	5,49	6,31
Base monétaire	379,38	504,36	478,16	684,11	869,06	902,21	1 120,90	1 473,50	1 262,74	1 382,59
Circulation fiduciaire	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,39	967,05	1 147,21
Engagements envers les autres institutions de dépôt	93,70	136,61	126,09	161,87	202,49	146,95	307,87	517,92	294,93	234,05
Engagements envers les autres secteurs	0,49	0,83	0,89	0,72	0,71	2,51	3,22	2,19	0,76	1,33
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78	3,66
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78	3,66
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50	0,49
Autres postes (net)	2,94	3,08	5,64	3,03	18,67	7,27	7,71	0,50	0,67	-35,52

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°9.6 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Créances des institutions de dépôts	1 829,26	2 018,25	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17	3 188,47	3 553,90	4 114,49	4 321,23
Créances de la BCEAO	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,70	9,15	9,00
Crédits	3,01	3,17	4,02	4,75	5,58	6,18	7,69	6,80	7,37	6,54
Autres secteurs résidents	3,01	3,17	3,42	3,65	3,91	4,22	4,30	4,10	3,70	3,85
Secteurs financiers non bancaires	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,80	49,62	2,69
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances des banques	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,20	4 105,34	4 312,22
Crédit bancaire	1 800,55	1 971,44	2 125,65	2 354,83	2 643,05	2 900,50	3 169,38	3 532,50	4 093,45	4 293,83
Secteur financier non bancaire	15,61	16,67	19,62	28,38	8,70	11,88	11,03	36,70	49,62	56,45
Secteur public	198,38	231,19	158,73	89,74	252,23	231,91	239,87	289,00	374,34	353,24
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	21,13	3,03	0,00	15,11	5,36
Sociétés non financières publiques	198,38	231,19	158,73	89,74	251,79	210,78	236,84	289,00	359,23	347,88
Secteur privé	1 586,56	1 723,58	1 947,30	2 236,71	2 382,12	2 656,71	2 918,48	3 206,90	3 669,48	3 884,14
Sociétés non financières privées	889,29	938,79	1 028,49	1 157,64	1 181,80	1 367,44	1 572,61	1 717,70	1 927,03	2 134,74
Ménages et ISBLSM	697,27	784,79	918,81	1 079,07	1 200,32	1 289,27	1 345,88	1 489,20	1 742,46	1 749,40
Titres autres qu'actions	15,94	34,58	5,73	0,00	8,78	0,70	3,14	6,40	0,03	0,28
Secteur financier non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur public	0,00	15,56	0,00	0,00	0,60	0,70	2,16	0,00	0,00	0,00
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	0,70	1,85	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	15,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00
Secteur privé	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03	0,28
Sociétés non financières privées	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03	0,28
Actions et autres participations	4,36	4,22	5,52	6,24	3,77	3,88	4,71	4,10	4,00	3,96
Secteur financier non bancaire	0,73	0,53	1,11	2,93	1,25	1,82	3,28	1,50	1,92	1,78
Secteur public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73	-0,05
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73	-0,05
Secteur privé	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36	2,23
Sociétés non financières privées	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36	2,23

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°9.7 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ACTIFS EXTERIEURS NETS	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66	2 636,80	1 972,07	1 626,28
BCEAO	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,40	-624,09	-372,52
Créances sur les non-résidents	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10	168,75	524,37
Avoirs officiels de réserve	47,04	40,64	33,26	22,02	24,14	31,33	134,10	240,10	168,24	157,67
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	0,81	2,62	2,04	1,03	1,70	1,82	2,28	0,60	1,60	5,06
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	8,55	7,07	21,16	13,53	19,82	17,08	13,34	21,90	17,68	18,32
Avoirs en DTS	37,68	30,95	10,06	7,46	2,63	12,43	118,49	217,60	148,97	134,30
Autres actifs extérieurs	302,82	517,89	588,55	875,74	905,37	1 000,64	836,07	804,00	0,50	366,70
Engagements extérieurs	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,70	792,84	896,89
Engagements extérieurs de court terme	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61	238,55
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61	238,55
Autres engagements extérieurs	365,17	572,17	628,57	788,22	510,85	837,05	557,97	377,20	605,23	658,34
Allocation DTS	45,08	48,08	48,17	44,85	45,87	45,90	44,72	140,40	142,17	138,32
Autres	320,10	524,10	580,40	743,37	464,99	791,15	513,26	236,80	463,06	520,02
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	114,82	127,31	142,94	177,02	194,45	175,05	189,76	232,10	304,66	338,49
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	0,11	3,56	1,62	0,08	8,20	15,74	4,05	4,70	14,33	2,17
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	204,42	393,23	435,55	566,27	262,33	600,35	319,44	0,00	144,07	139,83
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,75	0,00	0,29	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	578,35	873,811	189,371	331,091	133,001	431,811	778,202	169,302	596,161	998,81
Créances sur les non-résidents	897,581	204,261	645,431	975,631	604,191	775,462	089,882	455,902	968,302	624,31
Avoirs en monnaies étrangères	2,83	1,56	6,90	5,24	2,49	3,15	4,83	2,90	6,14	1,21
Dépôts	108,78	120,77	232,38	261,50	219,24	98,75	109,96	165,20	257,67	182,74
Dépôts transférables	75,36	91,78	195,21	219,43	197,15	81,42	89,04	149,76	220,37	157,52
Autres dépôts	33,42	28,99	37,17	42,07	22,09	17,34	20,92	15,47	37,30	25,22
Crédits	231,82	329,59	326,26	601,68	454,25	686,52	584,48	545,68	700,34	476,09
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	147,02	68,51	76,03	3,55	12,51
Autres crédits	231,82	329,59	326,26	601,68	453,24	539,51	515,97	469,66	696,79	463,59
Titres autres qu'actions	541,29	736,451	057,141	084,06	912,33	935,921	340,061	694,201	957,721	914,03
Actions et autres titres de participation	12,14	13,67	20,68	16,13	10,96	48,83	48,70	45,20	45,29	47,51
Autres créances	0,73	2,23	2,08	7,01	4,92	2,29	1,86	2,70	1,16	2,72
Crédits commerciaux / avances	0,00	0,68	1,01	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	0,73	1,55	1,06	5,95	4,92	2,29	1,86	2,67	1,16	2,72
Engagements envers les non-résidents	319,23	330,45	456,06	644,53	471,19	343,64	311,68	286,60	372,14	625,50
Dépôts	213,38	201,21	293,04	383,60	305,36	185,95	193,62	191,10	254,53	450,03
Dépôts transférables	167,09	147,83	237,16	290,60	255,73	120,41	128,55	107,40	165,63	248,67
Autres dépôts	46,29	53,38	55,89	92,99	49,63	65,54	65,07	83,70	88,90	201,36
Crédits	105,84	129,16	162,93	256,55	161,02	154,44	115,33	90,80	114,00	169,63
Pensions	0,00	0,00	0,00	19,46	0,00	5,03	0,00	0,00	10,00	5,00
Autres crédits	105,84	129,16	162,93	237,08	161,02	149,41	115,33	90,84	104,00	164,62
Autres engagements	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,70	3,61	5,85
Autres comptes à payer	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,69	3,61	5,85

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

DIXIEME PARTIE

INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

10.1. Critères de convergence UEMOA⁷

Tableau N°10.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	2,5	-2,9	-3,6	-6,3	-4,3	-3,4	-5,2	-7,6	-10,9	-6,7
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	-0,3	0,9	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	14,1	0,7
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	27,4	31,3	32,8	33,4	37,7	42,1	46,7	55,1	57,3	56,0

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, BDSM

(*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

Tableau N°10.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	51,1	52,3	57,9	49,3	52,2	59,2	65,0	55,3	46,0	43,8
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	12,5	12,5	13,0	15,3	15,3	15,1	13,4	15,7	17,3	17,9

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, BDSM

(*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

10.2. Critères de convergence CEDEAO⁸

Tableau N°10.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang CEDEAO)

Critères de 1 ^{er} rang CEDEAO	Norme	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022	2023
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)	≤3%	2,5	2,9	3,6	6,3	4,3	3,4	5,2	7,6	10,9	6,7
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤5%	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1	0,7
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	≥3 mois d'importations	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9	6,0	4,4	3,6

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, ECOMAC

(*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

Tableau N°10.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang CEDEAO)

Critères de 2 ^{ème} rang CEDEAO	Norme	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022	2023
Ratio dette / PIB	≤70%	27,4	31,3	32,8	33,4	37,7	42,1	46,7	55,1	57,3	56,0
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0	1,4	-5,3	-3,0

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, ECOMAC

(*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

⁷ Les évolutions constatées s'expliquent par le rebase du PIB avec pour année de base 2015

⁸ Les évolutions constatées s'expliquent par le rebase du PIB avec pour année de base 2015

ONZIEME PARTIE

**AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

11.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau N°11.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)

Mode de passation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Appels d'offres ouverts	236	243	164	228	368	309	689	413	217	405
Demandes de prix	13	51	48	119	298	268	446	353	286	311
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	77	89	66	60	102	124	83	185	53	106
Appels d'offres restreints	66	21	5	5	16	63	72	145	8	22
Entente directe	57	97	53	62	164	127	258	165	86	118
Total	449	501	336	474	948	891	1 548	1 261	650	962

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau N°11.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en milliards FCFA)

Mode de passation	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Appels d'offres ouverts	244,91	118,51	106,14	37,76	122,01	132,39	222,97	42,27	45,34	139,60
Demandes de prix	0,12	0,44	0,46	2,1	5,12	4,84	25,04	6,47	4,18	5,46
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	11,2	15,29	16,67	4,19	10,85	11,19	11,55	11,91	6,48	9,84
Appels d'offres restreints	29,75	6,31	0,54	0,48	8,38	97,80	15,38	52,51	3,31	1,37
Entente directe	10,62	53,71	13,27	19,94	12,32	36,15	52,18	37,40	11,83	100,64
Total	296,6	194,26	137,09	64,46	158,68	282,36	327,11	150,56	71,14	256,91

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

11.2. Statistiques de l'inclusion financière

Tableau N°11.3: Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership

Indicateurs SFD	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Nombre de SFD	151	134	133	125	125	132	135	135	134	124
Membres/ clients	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 889 641	2 020 346	1 419 136	1 560 347	1 665 843	1 602 906	1 785 056
Hommes	940 253	980 569	1 057 667	1 079 217	1 150 301	748 538	802 894	863 114	811 391	900 140
Femmes	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901	529 089	562 259	538 607	611 317
Groupeement	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697	228 364	240 470	252 908	273 598

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière.

(*) Les données de 2023 sont provisoires

Tableau N°11.4 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA)

Indicateurs SFD	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Encours de l'épargne	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14	305,53	350,59	384,05	409,01
Encours du crédit	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34	227,70	285,63	325,37	372,84
Créances en souffrance	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97	14,51	11,97	17,42	22,98
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44	5,11	3,86	4,14	5,56

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière.

(*) Les données de 2023 sont provisoires

Tableau N°11.5 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)

Région\Province	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Région de la Boucle du Mouhoun	105	118	122	122	122	92	106	100	93	31
Balé	24	26	30	30	30	6	6	13	14	14
Banwa	12	14	14	14	14	nd	nd	nd	nd	nd
Kossi	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd
Mouhoun	26	29	29	29	29	86	73	67	67	8
Nayala	12	12	12	12	12	nd	24	14	6	7
Sourou	24	31	31	31	31	nd	3	6	6	2
Région des Cascades	17	11	11	11	11	23	15	17	20	11
Comoé	13	7	7	7	7	23	15	17	20	11
Léraba	4	4	4	4	4	nd	nd	nd	nd	nd
Région du Centre	93	102	122	122	127	202	301	308	275	338
Kadiogo	93	102	122	122	127	202	301	308	275	338
Région du Centre-Est	36	37	40	40	40	9	9	9	9	9
Boulgou	18	23	26	26	26	6	6	6	6	6
Koulpélogo	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd
Kouritenga	11	8	8	8	8	3	3	3	3	3
Région du Centre-Nord	44	39	41	41	41	19	19	18	20	22
Bam	23	21	23	23	23	6	6	6	6	6
Namentenga	9	7	7	7	7	7	7	7	9	7
Sanmatenga	12	11	11	11	11	6	6	5	5	9
Région du Centre-Ouest	48	56	56	56	56	14	23	23	12	25
Boulkiemdé	26	35	34	34	34	13	23	22	11	24
Sanguié	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd
Sissili	8	10	10	10	10	1	0	1	1	1
Ziro	7	5	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd
Région de Centre-Sud	25	28	31	31	31	29	38	32	31	35
Bazèga	7	7	9	9	9	7	7	8	7	11
Nahouri	6	8	8	8	8	3	3	3	3	3
Zoundwéogo	12	13	14	14	14	19	28	21	21	21
Région de l'Est	36	38	39	39	39	23	17	20	17	22
Gnagna	10	7	7	7	7	5	4	4	2	4
Gourma	13	17	18	18	18	12	12	12	12	15
Komandjari	3	4	4	4	4	nd	nd	nd	nd	nd
Kompienga	3	3	3	3	3	nd	nd	nd	nd	nd
Tapoa	7	7	7	7	7	6	1	4	3	3
Région des Hauts-Bassins	67	72	82	82	83	41	44	56	39	58
Houet	48	53	63	63	64	36	44	51	34	53
Kénédougou	9	8	8	8	8	5	0	5	5	5
Tuy	10	11	11	11	11	nd	nd	nd	nd	nd
Région du Nord	51	54	59	59	59	41	25	45	27	24
Loroum	4	4	4	4	4	1	1	1	1	1
Passoré	9	8	8	8	8	6	4	6	4	4
Yatenga	30	34	38	38	38	22	8	17	13	15
Zoundma	8	8	9	9	9	12	12	21	9	4
Région du Plateau Central	15	15	15	15	15	6	4	12	13	13
Ganzourgou	5	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd	nd
Kourwéogo	5	4	4	4	4	1	nd	5	8	8
Oubritenga	5	5	5	5	5	5	4	7	5	5
Région du Sahel	55	57	57	57	57	9	19	18	8	8
Oudalan	9	8	9	9	9	nd	10	10	nd	nd
Séno	10	11	13	13	13	9	9	8	8	8
Soum	34	36	37	37	37	nd	nd	nd	nd	nd
Yagha	2	2	2	2	2	nd	nd	nd	nd	nd
Région du Sud-Ouest	18	16	16	16	16	10	6	10	10	10
Bougouriba	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd	nd
Ioba	6	4	4	4	4	6	6	6	6	6
Noumbiel	2	1	1	1	1	nd	nd	nd	nd	nd
Poni	4	6	6	6	6	4	nd	4	4	4
Total	610	643	691	691	697	518	626	668	574	606

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière.

(*) Les données de 2023 sont provisoires

Tableau N°11.6: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Taux de bancarisation strict (TBS)	21,0	22,3	20,3	20,2	20,5	21,8	22,8
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM)	21,0	21,3	20,2	13,2	14,5	14,2	14,8
Taux de bancarisation élargi (TBE)	40,3	43,3	40,0	33,9	35,8	36,0	37,1
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)	38,5	57,1	64,4	64,4	75,4	77,6	64,9
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	67,8	69,3	70,9	75,4	81,4	80,9	79,0
taux d'intérêt nominal des crédits (TINc) bancaires	7,2	7,4	7,3	6,9	7,5	7,15	7,59
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd) au niveau des banques	5,7	5,7	5,9	5,8	5,1	5,18	4,92

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Les données de 2023 sont provisoires

Tableau N°11.7 : Situation des indicateurs des banques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Nombre de banques	14	15	15	15	15	15	16
Nombre d'Etablissements financiers	4	4	4	4	4	4	4
Nombre d'agences	295	317	326	323	342	359	362
Nombre d'Emetteurs de monnaie électronique	4	4	4	4	4	4	4
Établissement de monnaie électronique (EME)	1	1	1	1	1	1	1
Partenariats entre Banques et opérateurs de télécommunication	3	3	3	3	3	3	3
Nombre de GAB/DAB	431	476	492	526	529	554	595
Nombre de comptes bancaires	1 811 774	1 938 515	2 120 346	2 202 333	2 880 250	3 135 260	3 110 393
Encours de crédits (en milliards)	2 634	2 885	3 227	3 298,54	3 827,77	4 671,4	4 759,96
Encours d'épargne (en milliards)	3 287	3 528	3 890	4 553,46	5 679,08	6 016, 01	5 958,91

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Les données de 2023 sont provisoires

Tableau N°11.8 : Evolution du nombre de compagnies d'assurances

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Compagnies d'assurance	16	17	16	15	15	16	16
Non-vie (IARD)	8	9	8	8	8	9	9
Vie	8	8	8	7	7	7	7

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N°11.9 : Evolution du nombre des intermédiaires

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Intermédiaires agréés	96	114	112	144	219	201	263
Courtiers	22	28	27	40	46	55	66
Agences générales	74	86	85	104	173	146	197
Sous agences	14	22	11	22	29	42	42
Bureaux directs	23	26	21	29	20	21	21

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N°11.10 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Comptes de monnaie électronique ouverts	9 582 115	11 795 896	15 031 318	17 927 572	18 944 048	20 821 732
Comptes de monnaie électronique actifs ⁹	5 771 847	7 377 347	9 016 678	12 529 927	13 330 759	8 912 672
Titulaires de comptes adultes (15 ans et plus)	9 452 939	11 070 844	12 229 548	16 685 911	18 914 192	20 756 365
Titulaires femmes	1 999 960	2 024 126	2 663 826	3 057 573	3 531 462	3 760 898
Titulaires hommes	7 452 979	9 046 718	9 565 722	13 628 338	15 382 730	16 995 467

Source : Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Les données de 2023 sont provisoires

11.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N°11.11 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	59	0	48	61	34	35	20	28	4	10
Nombre de baux administratifs conclus	28	28	8	9	21	12	26	26	5	0

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

Tableau N°11.12 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	28,27	28,41	29,28	29,71	32,63	33,32	34,19	35,71	34,77	36,21
Dépense de consommation en eau des services de l'Etat	7,30	7,04	7,57	7,13	8,17	8,71	8,52	8,92	8,40	8,43
Dépense de consommation en électricité des services de l'Etat	16,60	16,86	17,37	18,29	19,11	18,71	19,51	20,84	20,40	21,84
Dépense de consommation en téléphone des services de l'Etat	4,38	4,50	4,34	4,29	5,36	5,91	6,16	5,96	5,97	5,94
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	2,50	1,00	1,00	2,50	1,20	1,52	1,00	1,31	1,00	0,50
Prévision budgétaire pour la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	4,06	5,04	6,34	5,50	5,50	7,00	5,99	6,64	11,43	7,86
Dépenses relatives à la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	3,55	4,99	6,02	5,46	5,50	6,97	5,71	6,57	11,16	7,42
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,51	0,63	1,65	0,82	0,94	0,47	1,03	1,47	0,11	0,34
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,26	0,34	0,99	0,57	0,57	0,22	0,71	0,91	0,29	0,21
Valeur du patrimoine non financier de l'Etat (*)	na	na	na	na	na	na	1 885,16	1 908,91	1 895,33	1 982,66

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat, juillet 2024.

(*) La valeur du patrimoine non financier de 2023 résulte de l'intégration des données sur les infrastructures routières, (routes nationales, régionales et départementales à l'exclusion du réseau intra urbain) des immobilisations incorporelles (logiciels et progiciel des ministères et institutions), du patrimoine roulant (Cf. section 248 du compte central) et des données du recensement géo référencé et valorisé dans 10 chefs-lieux de régions (Centre, Hauts Bassins, Cascades, Sud-Ouest, Centre-Sud, Centre-Ouest, Centre-Est, Plateau central, Boucle du Mouhoun et Centre-Nord) (terrains et bâtiments).

⁹ Comptes ayant eu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours

11.4 Statistiques sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant (BSGDE)

Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)

Thématique	2019				2020			
	CP int	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	57,69	56,83	98,52	5,70	82,11	74,93	91,26	6,44
Droits de l'enfant	41,18	39,91	96,91	4,00	89,40	88,47	98,96	7,61
Total BSGDE	98,87	96,75	97,85	9,70	171,51	163,40	95,27	14,05
TOTAL BE	1 065,08	997,25	93,63	nd	1 677,06	1 163,21	69,36	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (suite)

Thématique	2021				2022			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	115,20	108,43	94,13	5,76	162,67	151,67	0,93	nd
Droits de l'enfant	103,32	96,04	92,96	5,10	108,90	90,06	0,83	nd
Total BSGDE	218,52	204,48	93,58	10,86	193,59	182,70	0,94	nd
TOTAL BE	2 023,61	1 882,65	93,03	nd	nd	nd	nd	na

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

Tableau N°11.13 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (fin)

Thématique	2023			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	166,95	128,23	76,81	6,23
Droits de l'enfant	85,93	76,35	88,85	3,71
Total BSGDE	0,00	0,00	80,90	0,00
TOTAL BE	2 316,09	2 059,41	88,92	na

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID

Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant du MEF (en milliers FCFA)

	2019				2020				2021			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)
Genre	1 429,17	1 049,83	73,46	0,44	1 099,19	980,13	89,17	0,40	1 145,16	1 011,53	88,33	0,27
Droits de l'enfant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Total BSGDE	1 429,17	1 049,83	73,46	0,44	1 099,19	980,13	89,17	0,40	1 145,16	1 011,53	88,33	0,27
--------------------	-----------------	-----------------	--------------	-------------	-----------------	---------------	--------------	-------------	-----------------	-----------------	--------------	-------------

Source: DGESS/Cellule genre MEF

Tableau N°11.14 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant (fin)

Thématique	2022				2023			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Part dans l'exécution du budget de la section (en%)
Genre	635,78	603,77	94,97	0,15	18 563,97	12 235,56	65,91	2,96
Droits de l'enfant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total BSGDE	635,78	603,77	94,97	0,15	18 563,97	12 235,56	65,91	2,96

Source: DGESS/Cellule genre MEF

11.5 Statistiques sur les projets et programmes

Tableau 11.15 : Situation des projets et programmes de développement en exécution sous tutelle du MEF

		2023
Nombre de projets		
Selon la maturité		
En phase de démarrage		0
En cours d'exécution		13
En Phase de clôture		1
Coût du portefeuille de projets en phase de démarrage (en milliards)		0
Coût du portefeuille global		877 372,95
Contrepartie nationale		201 737,25
PTF		675 635,70
Montant planifié (en millions)		201 088,37
Montant décaissé (en millions)		158 965,89
Montant dépensé (en millions)		148 383,22

Source : DGESS/MEF

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome.
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter.
	Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appui financier de l'Etat aux collectivités	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autorisation d'engagement (AE)	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction. Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Autorité contractante	Personne morale de droit public ou de droit privé à savoir, les ministères et institutions, les autorités administratives indépendantes, le Parlement, les missions diplomatiques et consulaires, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements publics de l'Etat, les agences d'exécution et les personnes morales ayant la qualité d'organisme de droit public ou assimilé, les sociétés d'Etat, les sociétés à participation financière publique

	majoritaire, les associations formées par une ou plusieurs de ces personnes morales de droit public, signataire d'un marché public ou d'une délégation de service public.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus primaires	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : - Les revenus liés au processus de production (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ; - Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).
Balance des revenus secondaires	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
Consultation de consultants	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est strictement inférieur à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC.
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les Investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État.

Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation.
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Crédits de paiement (CP)	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.
Demande de cotations non formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est inférieur à un million (1 000 000) de FCFA.
Demande de cotations formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est supérieur ou égal à un million (1 000 000) de FCFA et strictement inférieur à dix millions (10 000 000) de FCFA.
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : a. Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat. b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de propositions allégées	Procédure de mise en concurrence simplifiée pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est supérieur ou égal à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC et strictement inférieur à trente millions (30.000.000) de FCFA TTC
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital.
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institutions, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA, etc.).
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes.
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est (sont) constitué(s) aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat.

Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents. Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes irisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale.
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dette publique	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dette publique extérieure	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs.
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)	Le DPPD est un Instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leurs sont associés.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Élément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité du prêt.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette.
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur les dépenses de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les dépenses de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations Free on Board (FOB)	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement.

Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ».
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels.
	Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires.
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs étrangers (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc).
Loi de finances initiale (LFI)	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes :
	Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.
	Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor.
	La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative (LFR)	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement (LR)	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives.
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (M2)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée d'un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (0,8% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique production	le PIB selon l'optique production est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activités) ;
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique dépense	le PIB selon l'optique dépense est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
Produit intérieur brut (PIB) selon l'optique revenu	le PIB selon l'optique revenu est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de

	trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Programme	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.
Rapport de dépendance en fonction des âges	Rapport de la population de 0-14 ans et 65 ans et plus, à la population de 15-64 ans. Il mesure la charge potentielle supplémentaire de la population productrice de biens et services.
Ratio du service de la dette par rapport aux revenus	Montant du service de la dette extérieure en fin d'année rapporté aux recettes propres. Il sert à évaluer la charge du service de la dette extérieure par rapport aux recettes.
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paielements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectués à des fins de formation de capital) provenant de sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paielements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1/1000 sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources financières transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/EXT)	Idem aux retenues à la source.
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalties ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations/prévisions budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public.
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers.
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totales et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les Recettes Totales et les Dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde primaire	Solde représentant la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde de base	Solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. C'est un indicateur qui permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde primaire de base	Solde primaire hors investissements financés par l'extérieur. C'est un indicateur qui permet de mesurer la capacité du pays à assurer le service de sa dette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Taxe sur les activités financières (TAF)	C'est un impôt spécifique applicable aux activités bancaires et financières. La taxe est acquittée par la personne bénéficiaire d'une prestation à caractère bancaire ou financier et d'une manière générale aux commerces des valeurs et de l'argent à l'exception des opérations de crédit-bail. Les opérations imposables à la TAF sont ainsi exonérées de la TVA. La loi a fixé le taux de la taxe à 17%. Ce taux de droit commun, s'applique à toute personne redevable de la TAF.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme due est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de

	substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette ».
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels ». Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement » A partir de 2017, il s'intitule «dépenses d'acquisition de biens et services ».
Titre4	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants ».
Titre5	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
Titre6	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital ». Depuis 2004, il s'intitule «Transfert en capital ».
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Inclusion financière	Ensemble de mécanismes permettant à tous d'accéder et d'utiliser efficacement une gamme de produits et services financiers à des coûts abordables offerts par des institutions saines.
Taux de Bancarisation Elargi (TBE)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) titulaire de comptes dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance.
Taux de Bancarisation Strict (TBS)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor Public.
Taux Global d'Utilisation des Services Financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière :	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor Public et les institutions de microfinance, auquel s'ajoute celui des titulaires de comptes de monnaie électronique.
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd)	Moyenne des Rémunération des dépôts des épargnants au niveau des banques.
Taux d'intérêt nominal des crédits (TINc)	Moyenne des Coûts supportés par les clients pour accéder aux crédits octroyés par les banques.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services, le PIB nominal et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation (en %)

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.			
$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA	Producteur : INSD.	Désagrégation : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	Périodicité : Mensuelle, Annuelle
Sources : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD. Site Internet : www.insd.bf			

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

Objectif : Mesurer la création de richesses.			
Définition : Le produit intérieur brut nominal (PIB nominal) correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Il est le rapport entre la valeur de PIB nominal et la population de l'année concernée.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.			
Définition : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t_0 , est 2015.			
$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_i^{t_0} * Q_i^t \text{ avec}$ • $P_i^{t_0}$ = Prix (P_i) à la période de base t_0 • Q_i^t = Quantité (Q_i) à la période t $\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} * 100$			
Référence de l'indicateur : PNDES	Producteur : INSD, DGEP	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.

Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Critère de convergence de l'UEMOA.

Producteur :
DGTCP, DGEP, INSD, SP-CNPE

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision ;
Site Internet : www.tresor.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette

Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Initiative PPTTE

Producteur :
DGTCP, DGEP, INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.gov.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette

Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Initiative PPTTE

Producteurs :
DGTCP, DGEP, INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.gov.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.

Définition : C'est le ratio entre le montant total de l'APD et le PIB nominal de l'année concernée.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :

Producteur :
DGCOOP ; DGEP ; INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision.
Sites Internet : www.insd.bf; www.dgcoop.gov.bf; www.dgep.gov.bf

9. Taux de pression fiscale

Objectif : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autre à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.

Définition : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal

$$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : CNPE.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle ; Annuelle.
--	------------------------------	--	---

Source : Rapports trimestriels sur la situation économique et financière

10. Incidence de la pauvreté (P₀)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.

Définition : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée.

Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.

$$\text{Indicateur}(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$$

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national
Site Internet : www.insd.bf.

11. Profondeur de la pauvreté (P₁)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.

Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.

$$\text{Indicateur } (P_1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$$

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i=dépende moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national
Site Internet : www.insd.bf.

12. Sévérité de la pauvreté (P₂)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.

Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.

$$\text{Indicateur } (P_2) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$$

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i=dépende moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national
Site Internet : www.insd.bf.

13. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.

Définition : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

$$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$$

La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante :
$$\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$$

avec :

Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100

Référence de l'indicateur :	Producteur : PNUD.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
------------------------------------	------------------------------	--	-----------------------------------

Sources : Institut National de la Statistique et de la démographie
Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf

14. Rapport de dépendance en fonction des âges ou rapport de dépendance démographique

Objectif : Mesure la charge potentielle supplémentaire de la population productrice de biens et services.

Définition : Rapport de la population de 0-14 ans et 65 ans et plus, à la population de 15-64 ans.

La formule de calcul est la suivante :
$$\frac{\text{Population de 0-14 ans} + \text{Population de 65 ans et plus}}{\text{Population de 15-64 ans}}$$

Référence de l'indicateur :	Producteur : DGESS/MEF.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
------------------------------------	-----------------------------------	--	-----------------------------------

Sources : A partir des données de l'INSD

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structure
SANE/CONGO Aïssata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TIENDREBEOGO Adama	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZONGO Alexis	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GUERE Judicaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SAWADOGO Ilyasse	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUATTARA Ben Ismaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
YAMEOGO Richard	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DIABATE Hamadou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA S. Olivier	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Abdoul-Guelilou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUANGO Moussa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TRAORE Azize	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TRAORE Noufou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO W.Appolinaire	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GNOULA Noundjoa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAKOUAN Kassoum	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Ousseni	Direction générale du Budget/DISB
BAMOUNI Balébié Olivier Georges	Direction générale du Budget/DTFCT
OUEDRAOGO Yahaya	Direction générale de la coopération
OUEDRAOGO Ousseni	Secrétariat technique de la promotion de l'inclusion financière
KABORE Mahamoudou	Direction générale des douanes
GANSAORE Serge Pacôme	Direction générale des impôts
OUATTARA Ibrahim	Institut national de la statistique et de la démographie
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
KABORE Roland	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFE
OUATTARA Mamadou	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
SALBRE Soumaïla	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
TRAORE Abdoulaye	Direction générale des collectivités territoriales
NIKIEMA Jean Etienne	Direction de la gestion des finances
BORO Soraya	Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
LOUGUE Théodore	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'état
DABIRE Beranibe-Iero Hermann	Direction des ressources humaines
BOUDA/YAMEOGO T. Odette	Secrétariat permanent du comité national de politique économique

